



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 27 SEPTEMBRE 1924

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 27TH SEPTEMBER, 1924

Avis

On pourra se procurer copie de la "Loi concernant l'émission et la vente d'actions, d'obligations et autres valeurs" (Blue Sky Law), en s'adressant à l'Imprimeur du Roi. Prière d'inclore le prix de la brochure avec la commande. (50 sous par copie). 3047

Notice

Copies of the "Act respecting the issue and sale of shares, bonds and other securities" (Blue Sky Law), printed in pamphlet form, may be obtained from the King's Printer, Quebec. Price 50c per copy which must be enclosed with the order. 3048

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).
Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).
Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

La matière tabulaire est comptée double.
Traduction 50c par 100 mots.
Gazette officielle, par exemplaire, 30c.
Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Tabular matter at double rate.
Translation, 50 cents per 100 words.
Official Gazette, 30 cents per single number.
Slips, \$1.00 per dozen.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'Imprimeur du Roi.

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4097

LS-A. PROULX,

King's Printer.

Government House.

4098

Nominations

Québec, 11 septembre 1924.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil, de nommer M. Douglas Burritt Smith, de la cité de Montréal, assistant du Conseil en chef du Chemin de fer Canadien National, juge de paix, avec juridiction sur la province de Québec, pour les fins d'administrer le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 3361, des S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par la loi 9, Geo. V, chap. 45. 4465

Appointments

Quebec, September 11, 1924.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by an order in council, to appoint Mr. Douglas Burritt Smith, of the city of Montreal, assistant to Chief Council of Canadian National Railways, Justice of the Peace, with jurisdiction over the Province of Quebec, for the purpose of administering the oath only, according to the provisions of article 3361 R. S. Q., 1909, as amended by the Act 9 Geo. V, Ch. 45. 4466

Lettres patentes

"A. Génois, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de juillet, 1924, constituant en corporation: Joseph-Antonio Génois, tailleur de pierre, Blanche-Yvonne Huppé, épouse séparée de biens dudit Joseph-Antonio Génois, et Adélard Gingras, commis de banque, tous des cité et district de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de pierre de taille, granit, marbre, tuile et autres objets de même nature;

Entreprendre la construction d'édifices, monuments en pierre, granit, marbre.

Letters patent

"A. Génois, Ltée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1924, incorporating: Joseph Antonio Génois, stonecutter, Blanche Yvonne Huppé, wife separated as to property of the said Joseph Antonio Génois, and Adélard Gingras, bank clerk, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To deal in cut stone, granite, marble, tiles and other objects of a like nature;

To undertake the construction of buildings and monuments in stone, granite and marble;

Acheter, louer, échanger, exploiter des carrières de pierre, de granit;

Acquérir, acheter, revendre, échanger, hypothéquer des immeubles et en louer;

Acquérir, acheter, échanger, revendre des meubles, des outillages, des machineries;

Faire le commerce de matériaux de construction et le commerce de monuments, épitaphes;

Acquérir, acheter le commerce de toute personne ou compagnie exerçant le même commerce que la compagnie est autorisée à exercer;

Spécialement acquérir les biens de A. Génois, Enrg., et assumer les responsabilités de cette raison sociale;

Emprunter de l'argent et consentir en garantie des hypothèques ou gages sur ses biens;

Faire avec les banques autorisées toutes transactions financières nécessaires aux fins de la compagnie, transporter, céder, endosser tous effets de commerce négociables;

Signer, accepter tous effets de commerce;

Obtenir, acheter, ou autrement acquérir des brevets d'invention;

Faire toutes autres opérations se rapportant aux commerces ou entreprises que la compagnie est autorisée à faire, sous le nom de "A. Génois, Ltée.", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à 322, rue de la Reine, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de juillet, 1924.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4399 ALEXANDRE DESMEULES.

To purchase, lease, exchange, operate stone and granite quarries;

To acquire, purchase, resell, exchange, hypothecate immovable property and lease same;

To acquire, purchase, exchange, resell movable property, equipment and machinery;

To deal in building materials, monuments and epitaphs;

To acquire, purchase the business of any person or company carrying on the same business that the company is authorized to carry on;

To especially acquire the property of A. Génois, Enrg., and take over the responsibilities of such firm;

To borrow money and give as security mortgages or pledges on its property;

To carry on with authorised banks any financial transactions necessary for the purposes of the company, transfer, convey, endorse any negotiable instruments of commerce;

To sign, accept any commercial instruments;

To obtain, purchase or otherwise acquire patents of invention;

To carry on any other operations relating to the business or undertakings that the company is authorised to carry on, under the name of "A. Génois, Ltée.", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty shares (50) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 322 Queen Street, Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of July, 1924.

ALEXANDRE DESMEULES,
4400 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Asbestos Mills, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de juillet, 1924, constituant en corporation: Nérée Séguin, avocat, Ludger Pérusse, inspecteur, Duquet Nolin, secrétaire, Roméo Lalonde, comptable, Fernand E. Roy, agent de ventes, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes :

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

"Asbestos Mills, Incorporated".

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of July, 1924, incorporating: Nérée Séguin, advocate, Ludger Pérusse, inspector, Duquet Nolin, secretary, Roméo Lalonde, accountant, Fernand E. Roy, sales manager, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes :

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 des Statuts Révisés de Québec, 1909, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la loi des compagnies minières, et les payer, au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, 63, V., C. 33, S. 4, sous le nom de "Asbestos Mills, Incorporated".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 200,000 actions, sans valeur nominale au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de un million de piastres. Le dit capital commun sera désigné comme classe A, capital commun.

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera jugé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de juillet, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

4401

C. J. SIMARD.

"Fort Realities, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de juillet, 1924, constituant en corporation: Thomas Williamson, manufacturier, Dame Caroline Trenholme Butler, épouse de Thomas Williamson, et Norman Trenholme Williamson, docteur en médecine, tous du numéro 143, Boulevard Westmount ouest, Montréal, et ledit Thomas Williamson, pour autoriser sa dite épouse aux fins ci-dessus, le dit Thomas Williamson et Dame Caroline Trenholme, son épouse, mariées sous le régime de la séparation de biens, en vertu d'un contrat de mariage anté-nuptial, exécuté devant W. de M. Marler, N.P., en date du 13 avril 1891, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme une compagnie d'immeuble et de biens fonciers, et comme une agence d'immeuble, et agir comme courtiers en immeuble, évaluateurs et agents d'assurances avec pouvoir d'acquérir, acheter, détenir, posséder, louer, maintenir, contrôler, administrer, mettre en œuvre, développer, vendre, transporter, louer, échanger, améliorer, cultiver, donner à bail, et autrement trafiquer de et disposer

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741, in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchise, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, 63 V., c. 33, s. 4, under the name of "Asbestos Mills, Incorporated".

The capital-stock of the company is divided into 200,000 common shares having no nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be one million dollars. The said common stock shall be designated as class "A" Common Stock.

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of July, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4402

"Fort Realities, Limited".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of July, 1924, incorporating: Thomas Williamson, manufacturer, Dame Caroline Trenholme Butler, wife of Thomas Williamson, and Norman Trenholme Williamson, Doctor of Medicine, all of 143, Westmount Boulevard, Montreal, and the said Thomas Williamson for the purpose of authorizing his said wife for all the purposes hereof, the said Thomas Williamson and Dame Caroline Trenholme Butler, his wife, having been married under the regime of separation as to property under ante-nuptial contract of marriage executed before W. de M. Marler, N.P., on the 13th of April, 1891, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and land company and a real estate agency, and to act as real estate brokers and valuers and as insurance agents, with power to acquire, buy, hold, own, hire, maintain, control, manage, work, develop, sell, convey, lease, exchange, improve, cultivate, let and otherwise deal in and dispose of real estate and real property, buildings and immovables or any equity, in-

d'immeubles et de propriétés foncières, bâtiments et immeubles et toute équité, tout intérêt et tous droits y appartenant, ou toute balance de prix sur iceux, ou de toute équité y appartenant et toutes autres sortes de propriétés et de biens mobiliers, et à cette fin, appliquer et placer le capital de la compagnie dans l'achat, la division, l'amélioration, le développement et la préparation, pour occupation et établissement, de la dite propriété immobilière, des terrains, immeubles ou de toute équité, intérêt et balance de prix, de la manière qui semblerait la plus convenable pour la bonne conduite du commerce de la compagnie;

Construire des résidences et autres bâtiments sur telle propriété immobilière ou sur toute partie d'icelle; construire, modifier ou améliorer les édifices actuels ou leurs dépendances, subdiviser, améliorer ou développer des terrains dans un but de vente ou autrement, et faire et exécuter toutes choses légitimes et nécessaires pour leur développement et amélioration;

Prendre et détenir des mortgages, des hypothèques, des liens et des charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, et de tous deniers dus à la compagnie par les acheteurs ou avancés par la compagnie aux acheteurs, pour des fins de construction ou d'améliorations;

Aider à la promotion, à l'organisation, au développement ou administration de toute corporation ou compagnie, et prélever et aider à prélever des fonds pour, et aider, au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties ou autrement, toute corporation dans le capital-actions de laquelle cette compagnie détient des actions, ou avec laquelle elle peut avoir des relations d'affaires;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété, des droits, franchises et entreprises de la compagnie, de ses biens ou de toute partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie trouverait raisonnable, et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, exercer et jouir, en son propre nom ou au nom de personne, firme, compagnie ou compagnies ci-après désignées, après en avoir été dûment autorisée, toutes ou chacune des propriétés, franchises, de l'achalandage, des droits, pouvoirs et privilèges détenus par, ou en jouissance de toute personne ou firme, ou par toute compagnie ou compagnies exerçant, ou formée pour exercer toute affaire semblable, en tout ou en partie, à celle que cette compagnie est autorisée à exercer, et payer telle propriété, franchises, achalandage, droits, pouvoirs et privilèges, en tout ou en partie, en argent ou, en tout ou en partie, en actions acquittées de la compagnie ou autrement, et se charger des obligations de toute telle personne, firme ou compagnie;

Distribuer, en espèces ou autrement, aux actionnaires, ainsi qu'il pourra en être décidé, chacun des biens de la compagnie, et, particulièrement, des valeurs, bons, actions, débetures de toute autre compagnie qui peut se charger de tout ou de toute partie de l'actif et du passif de cette compagnie;

Emettre des actions acquittées, des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel de toute propriété ou de tous droits qui pourraient être acquis par, ou, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus, pour tout travail fait pour la compagnie, ou en vue du paiement ou du règle-

ment and right therein or balance of price thereof, or any equities therein, and all other kinds of property and chattels, and to that end, apply and invest the capital of the company in the purchase, survey, improvement, development and preparation for occupation and settlement of the said real estate, lands, buildings, immovables, or any equity, interest and balance of price in such manner as may be most convenient for the due carrying on of the business of the company;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof; to build, alter or improve existing buildings or works thereon, to subdivide, improve or develop lands for the purpose of sale or otherwise and to do and perform all things lawful and needful for the development and improvement of the same;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To assist in the promotion, organization, development or management of any corporation or company, and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any corporation in the capital stock of which this company holds shares or with which it may have business relations;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company, the assets thereof or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company;

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold, exercise and enjoy in its own name or in the name of the persons, firms, company or companies hereinafter referred to, if thereunto duly authorized, all or any of the property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on, and to pay for such property, franchise, goodwill, rights, powers and privileges, partly or wholly in cash or wholly or partly in paid-up shares of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets and liabilities of this company;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by, or with the approval of the shareholders, for any services rendered, for any work done for the company, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities

ment des dettes et obligations incombant à la compagnie; ties owing by the company;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits et produits de la compagnie ou de les rendre profitables, sous le nom de "Fort Realities, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de juillet, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
4409 C.-J. SIMARD.

"Ernest-J. Papillon Compagnie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de septembre, 1924, constituant en corporation: Ernest-J. Papillon, industriel, J.-Alphonse Gilbert, gérant de banque, Henri Hardy, ouvrier, tous de Saint-Basile-de-Portneuf, dans les buts suivants:

Exercer le commerce en général de toute nature. Manufacturer des balais, mops. Prendre des agences. Elever des animaux à fourrure, sous le nom de "Ernest-J. Papillon, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Basile-de-Portneuf, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de septembre, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
4407 C. J. SIMARD.

"La Compagnie Hector Meunier, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'août 1924, constituant en corporation: Hector Meunier, commerçant, Dame Albina Doin, épouse séparée de biens du dit Hector Meunier et ce dernier aux présentes pour l'autoriser; Georges Meunier, bourgeois, tous de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, dans le district de Montréal, dans les buts suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, louer et généralement trafiquer d'automobiles, parties détachées d'automobiles, apprêts et accessoires, pneus, articles en caoutchouc et cuir, capotes et carrosseries d'automobiles, de la gazoline, kérosène, des huiles, lubrifiants, ainsi que de tous effets, denrées, marchandises, outils, appareils et machines se rapportant directement ou indirectement à l'industrie de la traction automobile;

Construire, exploiter et tenir des garages, entrepôts, usines de réparation et machines, postes d'approvisionnement pour autos ainsi que toutes espèces de commodités pour les propriétaires d'automobiles et ceux qui s'en servent;

Acheter, acquérir, posséder et véhiculer des automobiles de louage, des taxis, camions et toutes catégories de voitures, exercer aussi le

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or to render profitable any of the company's property or rights, under the name of "Fort Realities Limited", with a total capital stock of ninety-five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of July, 1924.

C. J. SIMARD,
4410 Assistant Provincial Secretary.

"Ernest-J. Papillon Compagnie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1924, incorporating: Ernest J. Papillon, manufacturer, J. Alphonse Gilbert, bank manager, Henri Hardy, workman, all of Saint Basile de Portneuf, for the following purposes:

To generally carry on business of any nature. To manufacture brooms and mops. To take agencies. To breed fur-bearing animals, under the name of "Ernest J. Papillon, Limitée", with a total capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Basile de Portneuf, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1924.

C. J. SIMARD,
4408 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Hector Meunier, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1924, incorporating: Hector Meunier, trader, Dame Albina Doin, wife separate as to property of the said Hector Meunier and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof; Georges Meunier, gentleman, all of the parish of Saint Vincent de Paul, in the district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, buy, sell, exchange and generally deal in automobiles, automobile parts, fixtures and accessories, tires, rubber articles, leather articles, seats and bodies, gasolene, kerosene, oils, lubricants and other goods, wares, merchandise, tools, equipment and machinery directly or indirectly connected with the automobile business;

To construct, operate and keep garages, store-houses, repair shops and machines, supply stations for autos and all kinds of commodities for automobile owners and those making use thereof;

To buy, acquire, possess and operate for hire taxicabs, automobiles, observation cars, trucks, and all sorts of motor-vehicles and to carry on the

commerce de voituriers privés de louage pour personnes, effets, denrées et marchandises;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et trafiquer de marchandises, denrées, effets, provisions, instruments, outils, fournitures et matériaux de toute nature et description;

Acheter ou autrement acquérir et solliciter, détenir, développer, industrialiser, trafiquer ou disposer de brevets d'invention, marques de commerce, procédés, plans, licences ou franchises;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, et détenir, posséder, développer, trafiquer de, vendre ou autrement disposer de toutes catégories de bien-fonds et biens immeubles, terrains, fabriques, entrepôts, magasins, bâtiments, ainsi que d'aucuns intérêts ou droits y afférents;

Exercer aucune autre industrie ou entreprise que la compagnie croira propre à être économiquement ou convenablement exercée en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la corporation;

Souscrire, acheter ou acquérir, et accepter, détenir, trafiquer de, vendre et aliéner, émettre et réémettre aucunes actions, parts, obligations, débetures ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation, exercer tous droits de vote y attachés par ses officiers autorisés ou par procureurs nommés, avec le même effet que si c'était une personne naturelle;

Consentir des avances au moyen de prêts, boni ou autrement à des personnes ou corporations en relations d'affaires avec la compagnie, ainsi qu'à d'autres personnes, aux conditions et sur les garanties jugées suffisantes, garantir aussi l'exécution d'aucune obligation ou entreprise par aucune autre compagnie, société ou personne en relations d'affaires avec la compagnie, ou dans laquelle elle possède des intérêts;

Agir en qualité de gérants ou d'agents pour aucune compagnie, société ou personne exerçant aucun commerce semblable ou connexe;

S'amalgamer, s'unir ou se joindre à aucune autre personne, compagnie ou corporation exerçant aucun commerce semblable ou connexe et en assumer le passif;

Acheter le commerce d'automobiles et le garage actuellement exploité par Hector Meunier, de Saint-Vincent-de-Paul, ainsi que l'achalandage ou la clientèle des dits commerce et garage;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune autre personne, société, compagnie ou corporation;

Accepter aussi comme paiement de cette vente, location ou cession des deniers, ou aucunes actions, parts, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à la coopération ou à l'amalgamation avec aucune autre personne, société ou compagnie;

Émettre du capital entièrement ou partiellement libéré, des actions, obligations ou débetures de la compagnie en faveur d'aucune autre personne, société ou corporation, en paiement d'aucuns biens ou droits acquis par la compagnie, rémunérer aussi soit en argent ou, avec l'assentiment des actionnaires, en capital, obligations, ou débetures, tel que susdit, aucune personne, société ou corporation, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en rapport avec sa formation, sa promotion, son organisation, ou au cours des opérations de la corporation;

automobile hire business and that of private carters for hire for persons, goods, wares and merchandise;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in merchandise, goods, wares, provisions, instruments, tools, supplies and equipment of every kind and description;

To buy or otherwise acquire and solicit, hold, develop, undustrialise, deal in or dispose of patents of invention, trade-marks, processes, designs, plans, licenses or franchises;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to hold, possess, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate, lands, shops, warehouses, stores, buildings and any interests or rights connected therewith;

To carry on any business or undertaking that the company may deem capable of being conveniently or economically carried on in connection with any part of the business of the company or directly or indirectly calculated to promote the interests of the company;

To subscribe for, buy or otherwise acquire and accept, hold, deal in, sell and dispose of, issue or re-issue any shares, stock, bonds, debentures or securities of any company or corporation and to exercise all or any voting rights thereon through its officers duly authorized or by proxy duly established, with the same effect as if it were a natural person;

To make advances of money by way of loans, bonus or otherwise, to persons or corporations having dealings with the company and to other persons, on such conditions and securities as may seem sufficient, and to guarantee the performance of any obligations or undertakings for any company, firm or individual having dealings with the company or in which the company may be in any way interested;

To act as managers or agents of any company, association or person carrying on a similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on a similar or allied business and assume the liabilities thereof;

To purchase the automobile business and garage actually operated by Hector Meunier, of Saint Vincent de Paul, and the goodwill or custom of the said business and garage;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose, in whole or in part, of the business or undertaking of the company to any other person, firm, company or corporation;

To accept as the consideration of such sale, lease or transfer, cash or any shares, stock, bonds, debentures or securities of any other company or corporation;

To enter into partnership or into any agreement for sharing of profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

To issue either paid up or partly paid up shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation in payment for any property or rights acquired by the company and to remunerate, either in cash or, with the approval of the shareholders, in shares, bonds or debentures as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its formation, promotion, organisation, or the course of its operations;

Périodiquement, distribuer en espèces ou autrement aux actionnaires de la compagnie aucune propriété, aucunes valeurs ou aucuns droits de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Hector Meunier, Limitée", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Vincent-de-Paul, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'août, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
4411 C.-J. SIMARD.

"Association des Maréchaux-Ferrants de Québec".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'août 1924, constituant en corporation, sans capital actions: Arthur Rochette, Wilfrid Godbout, Narcisse Rondeau, Alphonse Blondeau, Elzéar Grimard, Alphonse Tardif, maréchaux-ferrants, J.-Charles Morel, voyageur de commerce, tous de Québec, dans les buts suivants :

Susciter et protéger les intérêts des maréchaux-ferrants en général et particulièrement ceux de la province de Québec;

Elever le niveau intellectuel, moral, social, professionnel et matériel de ses membres;

Protéger les membres en cas d'accidents ou de décès et assister les veuves et les orphelins des membres décédés;

Resserrer les liens de fraternité entre les maréchaux-ferrants;

Obtenir des compagnies de transport, de téléphone, de commerce, d'assurance et d'autres compagnies et personnes des concessions et des privilèges justes et équitables;

Stimuler et perfectionner l'apprentissage de la maréchalerie;

Protéger et améliorer la race chevaline;

Organiser les connaissances, l'expérience, la théorie, la pratique et les forces éparses des maréchaux-ferrants dans leur profession et de les orienter vers l'accomplissement plus parfait, mieux fini et plus économique de leur ouvrage professionnel pour le plus grand bien de la race chevaline et des propriétaires de chevaux;

Fonder une ou plusieurs écoles de maréchalerie;

Avoir une bibliothèque, sous le nom de "Association des Maréchaux-Ferrants de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille piastres (\$20,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera dans la cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'août, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
4403 C.-J. SIMARD.

"Bibeau & Lalande, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'août, 1924, constituant en corporation: Joseph-Zacharie Bibeau, bourgeois, J.-Armand Lalande, courtier,

To distribute in specie or otherwise from time to time to the shareholders of the company any property, assets or rights of the company, under the name of "La Compagnie Hector Meunier, Limitée", with a total capital-stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Vincent de Paul, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of August, 1924.

C. J. SIMARD,
4412 Assistant Provincial Secretary.

"Association des Maréchaux-Ferrants de Québec".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of August, 1924, incorporating, without share capital: Arthur Rochette, Wilfrid Godbout, Narcisse Rondeau, Alphonse Blondeau, Elzéar Grimard, Alphonse Tardif, farriers, J. Charles Morel, commercial traveller, all of Quebec, for the following purposes :

To suscite and protect the interests of farriers in general and particularly those of the Province of Quebec;

To raise the intellectual, moral, social, professional and material level of its members;

To protect its members in case of accident or death and assist the widows and orphans of deceased members;

To tighten the bonds of fraternity among farriers;

To obtain from transportation, telephone, commercial, insurance and other companies and persons just and equitable concessions and privileges;

To stimulate and perfect the apprenticeship of farriery;

To protect and improve the equine race;

To organise the knowledge, experience, theory, practice and scattered forces of farriers in their calling and orient them towards the more perfect, finished and economic accomplishment of their professional work for the greater benefit of the equine race and horse owners;

To establish one or more schools of farriery;

To have a library, under the name of "Association des Maréchaux-Ferrants de Québec".

The amount to which the immovable property which may be owned by the company is limited, is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of August, 1924.

C. J. SIMARD,
4404 Assistant Provincial Secretary.

"Bibeau & Lalande, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1924, incorporating: Joseph Zacharie Bibeau, gentleman, J. Armand Lalande, broker, both of the city of

tous deux de la cité de Montréal, Joseph-Paul, Gustave Bibeau, cultivateur, de Sainte-Dorothée, et Osias Bibeau, employé civil, de Montréal, dans le district de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer le commerce d'immeubles, acquérir, louer, posséder, exploiter, construire, améliorer, développer, vendre, échanger ou autrement disposer de tous immeubles et de tous droits et intérêts s'y rattachant;

Vendre, échanger, louer, administrer, percevoir les revenus des propriétés d'autrui, moyennant commission, et faire toutes les affaires de courtiers et d'agents d'immeubles; de courtiers et d'agents d'assurance dans toutes ses branches, feu, vie, accidents, d'agents de collection à commission, de courtiers financiers, en général, entreprises d'investigations, évaluations, subdivisions et autres semblables; aussi faire des ventes à l'encan de meubles et immeubles, sujettes aux lois des licences de cette Province;

Faire en général les affaires de placements et de finances;

Acheter, vendre, assurer et en général faire le commerce de stocks, obligations, debentures et autres garanties offertes à eux pour souscription publique, et négocier des prêts pour leur propre compte en qualité de courtiers, agents et gérants pour autres et garants;

Acheter, exploiter, louer, vendre ou échanger des mines, droits de mines, systèmes d'ouvrages hydrauliques, limites à bois, moulins à scie et à farine, systèmes d'éclairage électrique, licences et lots de rivières, privilèges, pouvoirs d'eau, droits et tous les intérêts y ayant rapport, les développer, utiliser, et manufacturer et faire le commerce des produits d'iceux;

Promouvoir, organiser, conduire et diriger ou réorganiser et amalgamer ou être la cause d'amalgamer toutes sociétés, associations, syndicats ou corporations;

Exercer l'industrie de constructeurs, entrepreneurs généraux et fournisseurs de matériaux;

Faire le commerce général en gros et en détail d'objets, effets et marchandises de toutes sortes, y compris instruments d'agriculture, engrais chimiques, automobiles, comme principal ou comme marchands à commission;

Exploiter suivant les lois de cette province des hôtels, tavernes, camps pour touristes et tout ce qui s'y rattache;

Négocier des prêts hypothécaires en qualité d'agents à commission;

Faire des prêts hypothécaires et généralement toutes transactions particulières aux maisons de crédit;

Contracter des emprunts hypothécaires et autres sur le crédit de la compagnie en rapport avec ces attributions;

Placer et disposer les deniers de la compagnie de la manière qu'il sera décidé de temps à autre;

Faire des avances de deniers, garantir les entreprises, ou aider autrement les clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et acquérir et détenir des valeurs de toutes sortes, mobilières et immobilières, pour dettes, engagements et obligations dus à la compagnie;

Payer en obligations ou actions acquittées de la compagnie tout ou partie de toutes propriétés, droits ou privilèges acquis par elle, matériaux fournis et travaux exécutés sur ces propriétés, et pour services rendus en rapport avec le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou de toutes obligations ou autres va-

Montreal, Joseph Paul Gustave Bibeau, farmer, of Sainte Dorothée, and Osias Bibeau, civil employee, of Montreal, in the district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the real estate business, acquire, lease, hold, operate, construct, improve, develop, sell, exchange or otherwise dispose of any immovable property and any rights and interests relating thereto;

To sell, exchange, lease, manage, collect the revenue of the property of others, for a commission, and carry on the business of brokers and real estate agents, of insurance brokers and agents in all its branches, fire, life, accident, collection agents on commission, financial brokers, in general, investigation undertakings, valuations, subdivisions and other similar; and also to sell by auction movable and immovable property, subject to the license laws of the Province;

To carry on generally the business of investment and finance;

To purchase, sell, insure and generally deal in stocks, bonds, debentures and other securities offered to them for public subscription, and negotiate loans for their own account as brokers, agents and managers for others, and guarantors;

To purchase, operate, lease, sell or exchange mines, mining rights, hydraulic plants, timber limits, saw and flour mills, electric light plants, licenses and river lots, privileges, water powers, rights and any interests connected therewith, develop and utilise same, and manufacture and deal in the products thereof;

To promote, organise, manage and direct or reorganise and amalgamate or cause to be amalgamated any firms, associations, syndicates or corporations;

To carry on the business of constructors, general contractors and suppliers of materials;

To deal generally wholesale and retail in objects, goods and merchandise of every kind, including agricultural implements, chemical fertilizers, automobiles, as principals or commission merchants;

To operate in accordance with the laws of the Province, hotels, taverns, camps for tourists and anything connected therewith;

To negotiate mortgage loans as commission agents;

To make mortgage loans and generally any transactions appropriate to banking houses;

To raise mortgage loans and others on the credit of the company in connection with such attributions;

To invest and place the money of the company in the manner that may be decided from time to time;

To make advances of money, guarantee the undertakings of or otherwise assist clients and others having business relations with the company, and acquire and hold securities of all kinds, movable and immovable, for debts, agreements and obligations due to the company;

To pay for with bonds or paid up shares of the company in whole or in part, for any property, rights or privileges acquired by it, materials supplied and work performed on such property, and for services rendered in connection with the placing of the shares of the capital stock of the company or any bonds or other securities of

leurs de la dite compagnie, ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou autrement;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement des fins ou pour atteindre les objets ci-dessus énumérés ou qui pourraient paraître profitables à la compagnie et, en général, exercer toute autre industrie que la compagnie croirait pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus, ou pouvant augmenter la valeur, ou rendre profitables les droits ou biens de la compagnie.

Les objets et pouvoirs spécifiés et contenus aux divers paragraphes et clauses des présentes ne seront limités ni restreints d'aucune manière par induction ou déduction des termes de tout autres paragraphe ou clause que ce soit, sous le nom de "Bibeau & Lalande, Inc.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'août 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
4405 C.-J. SIMARD.

the said company, or relating to the formation or promotion of the company or otherwise;

To do anything necessary, suitable or proper for the accomplishment of the purposes, or to attain the objects hereinabove enumerated, or that may appear profitable to the company, and in general exercise any other business that the company may deem capable of suitably exercising in connection with the hereinabove objects, or capable of increasing the value of or rendering profitable the rights or property of the company.

The objects and powers specified and contained in the various paragraphs and clauses hereof shall neither be limited nor restricted in any manner by induction or deduction from the terms of any other paragraph or clause whatever, under the name of "Bibeau & Lalande, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of August, 1924.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"L'Association des médecins de Langue Française de l'Amérique du Nord".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de septembre, 1924, constituant en corporation, sans capital-actions: Emmanuel-P. Benoit, Albert LeSage, Roméo Boucher, de Montréal, Arthur Vallée, Georges-A. Racine, Joseph de Varennes, de Québec, tous médecins, dans les buts suivants :

Au moyen d'une organisation régulière et permanente, de rallier sur un terrain d'intérêt commun, les divers groupes de médecins de Langue Française, d'organiser des congrès périodiques, promouvoir les intérêts matériels et scientifiques de ses membres en publiant un journal médical, ou établir, maintenir et encourager toutes les autres œuvres analogues, le tout conformément aux conditions qui pourront être déterminées de temps à autre par les règlements de la dite corporation et aux lois en vigueur en cette province, sous le nom de "L'Association des médecins de Langue Française de l'Amérique du Nord".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$100,000.00.

Le bureau principal de la corporation sera dans les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de septembre, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
4415 C.-J. SIMARD.

"L'Association des médecins de Langue Française de l'Amérique du Nord".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1924, incorporating without share capital: Emmanuel P. Benoit, Albert LeSage, Roméo Boucher, of Montréal, Arthur Vallée, Georges A. Racine, Joseph de Varennes, of Quebec, all physicians, for the following purposes :

By means of a regular and permanent organization, to rally on a ground of common interest the various groups of physicians of the French language, to organise periodical congresses, promote the material and scientific interests of its members by publishing a medical journal, or establish, maintain and encourage any other similar works, the whole in conformity with the conditions that may be determined from time to time by the by-laws of the said corporation and the laws in force in the Province, under the name of "L'Association des médecins de Langue Française de l'Amérique du Nord".

The amount to which the immovable property which may be owned on possessed by the company is limited, is \$100,000.00.

The head office of the company will be at the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1924.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"La Voix de l'Est, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1924, constituant en corporation: Joseph-Octave Grondin, imprimeur, Joel-N. Grondin, Eddy A. Farrell, commerçants, tous de Saint-Joseph de Beauce, dans les buts suivants :

"La Voix de l'Est, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1924, incorporating: Joseph Octave Grondin, printer, Joel N. Grondin, Eddy A. Farrell, traders, all of Saint Joseph de Beauce, for the following purposes:

Commercer sur tous les produits de manufactures, de papier, d'imprimerie, de librairie, de publicité en général, tel que journaux, revues, livres, et papeterie commerciale et tout ce qu'une imprimerie peut produire et acquérir, importer et exporter; acquérir et posséder tous biens, meubles ou immeubles en tout endroit quelconque, nécessaires ou utiles à ces différents commerces; les hypothéquer, aliéner ou autrement les engager, comme toute personne pourrait le faire, pouvoir s'associer avec d'autres personnes physiques ou morales, pour arriver à ces fins, être mandant ou mandataire; transiger de quelque manière que ce soit pour arriver à ces fins; plaider, donner, recevoir des meubles ou immeubles, donner et recevoir des billets, chèques, lettres de change, emprunts, acquérir des immeubles dans le seul but de les revendre, sous le nom de "La Voix de l'Est, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Joseph, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

4417

C.-J. SIMARD.

"Mahogany-Development, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juillet 1924, constituant en corporation: Charles Russell McKenzie, avocat, Francis George Bush, gérant, Herbert William Jackson, comptable, et William Patrick Creagh, sténographe, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, ou autrement acquérir le capital-actions de "Agua Azul Mahogany Company, S.A., de Mexico" corps dûment incorporé sous les lois de la République du Mexique, et faire des affaires générales comme marchands de bois, manufacturiers et exportateurs, et trafiquants de bois scié, billes, bois de construction et de bois de toute sorte et de toute description, de même que de caoutchouc et *chicle*, et des produits de la forêt de toutes sortes et de toute description, manufacturés et non-manufacturés, et comme marchands, expéditeurs, frêteurs et trafiquants;

Acquérir par achat, bail ou autrement, de la propriété immobilière située dans la République du Mexique, comprenant des réserves d'acajou et de caoutchouc avec tous les droits et privilèges qui lui sont attachés, comprenant les mines et les minéraux qu'elles contiennent, des droits riverains et autres qui lui sont attachés, de même que toutes autres limites forestières de toute description, et le bois de construction, de caoutchouc et des terrains miniers, les mines, les minéraux et les droits miniers, les baux et les droits riverains de toute nature, les posséder et les développer et aucune partie d'iceux, de quelque manière que la compagnie jugerait recommandable, soit au moyen de l'industrie forestière, agricole, minière ou autrement, et exercer toutes ou chacune des affaires avantageuses ou utiles ou en vue de tout tel développement, de chacune des choses qui s'y rapportent;

Acquérir, ériger, posséder et exploiter le commerce du bois et des scieries, et tous autres moulins et usines nécessaires ou recommandables relativement au commerce général de bois, ou s'y rapportant, ou avec le commerce général de

To deal in any manufactured goods, paper, printing, stationery, publicity in general, such as newspapers, reviews, books, commercial paper and anything that a printing house may produce and acquire, import and export, to acquire and hold any property, movables or immovables, in any place whatever, necessary or useful for such different businesses; to hypothecate, alienate or otherwise pledge same as any person might do, to amalgamate with other physical or moral persons, to attain such purposes; to be a principal or agent; to deal in any manner whatsoever to attain such purposes: to litigate, give, accept movables or immovables, give and accept notes, cheques, bills of exchange, loans, and acquire immovable property with the sale purpose of reselling same, under the name of "La Voix de l'Est, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be at Saint Joseph, in the district of Beauce.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Mahogany Development, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of July, 1924, incorporating: Charles Russell McKenzie, advocate, Francis George Bush, manager, Herbert William Jackson, accountant and William Patrick Creagh, stenographer, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To buy, purchase or otherwise acquire the capital stock of "Agua Azul Mahogany Company S.A., of Mexico", a body corporate, duly incorporated under the laws of the Republic of Mexico, and to do a general business as lumbermen and manufacturers and exporters and dealers in lumber, logs and timber and wood of every kind and description, as also in rubber and *chicle*, and products of the forest, both manufactured and unmanufactured, of all kinds and descriptions, and of merchants, shippers, freighters and traders;

To acquire by purchase, lease or otherwise, immovable property situate in the Republic of Mexico, comprising mahogany and rubber limits, together with all the rights and privileges attaching thereto, including the mines and minerals therein and the mining, water and other rights attaching thereto, as also all and any other timber limits of any and every description, and timber rubber and mineral lands, mines, minerals and mining rights and water leases and rights of any nature whatsoever, and own, operate and develop same or any part thereof in such manner as the company may consider advisable, either by means of lumbering, agriculture, forestry, mining or otherwise, and to carry on all and any business or businesses advantageous or useful in connection with any such development or any thing connected therewith;

To acquire, erect, own and operate lumber and sawmills and all other mills and plant necessary or advisable in connection with a general lumber business and in connection therewith, or with the business generally of the company, to improve

la compagnie, améliorer et développer des rivières et des lacs, et construire et entretenir des réservoirs, des canaux, des barrages, des jetées, des estacades et autres travaux et équipements de toutes sortes, et acquérir, ériger, posséder et opérer tout matériel nécessaire relativement à la préparation et à la manufacture de caoutchouc et de *chicle* et de chacun de leurs sous-produits; et acquérir, construire, posséder et opérer toutes ou aucune usine et fonderie et machinerie de toute nature, utiles ou convenant à l'opération, à l'exploitation des mines ou de minéraux de toutes sortes ou de description;

Faire affaires comme épargnistes, capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents; entreprendre, exploiter et exécuter tous genres d'opérations financières, commerciales, foncières, mercantiles et autres; exercer aucun autre commerce qui paraîtra propre à être convenablement exercé en rapport avec aucun de ces objets, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur de la propriété de la compagnie, de la rendre profitable, ou d'en faciliter la réalisation;

Souscrire à, garantir, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou au moyen de sûretés collatérales, et jouir de, vendre, échanger, voter ou autrement trafiquer de stock, bons, débetures et autres valeurs de tout gouvernement ou autre corporation municipale, scolaire, industrielle ou financière, ou autre compagnie, et émettre des actions acquittées en paiement ou partie de paiement du prix d'achat de tout stock, bons, débetures ou autres valeurs acquises par la compagnie;

Promouvoir, organiser, administrer et développer, ou aider à la promotion, l'organisation, l'administration ou le développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise dans lesquels la compagnie peut être intéressée ou dans les valeurs desquels elle peut avoir placé ses fonds;

Acheter ou autrement acquérir, détenir ou autrement trafiquer de propriétés foncières et personnelles, des droits et spécialement des terrains, bâtiments, héritages, maisons et entreprises commerciales ou industrielles, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, patentes, licences, titres, polices, dettes actives, d'aucun intérêt dans la propriété foncière ou personnelle, de réclamations à l'encontre de cette propriété ou contre aucune personne ou compagnie, de privilèges et choses en litige de toutes espèces;

Emettre des débetures, actions hypothécaires, bons, obligations et titres de toutes sortes, les rédiger, constituer et garantir, comme on le jugera à propos, avec plein pouvoir de les faire transférables par remise, instrument de cession ou autrement, à perpétuité ou à terme, convertibles ou autrement, les grever ou les garantir par acte de fidéicommis ou autrement sur l'entreprise de la compagnie, sur aucuns biens et droits spécifiques présents ou futurs de la compagnie, ou d'aucune autre manière quelconque;

Agir en qualité d'agents et courtiers pour placer, manipuler, prêter, payer, transmettre et percevoir de l'argent pour aucune personne, corporation, firme, ou cour judiciaire, aussi recevoir, prendre, détenir, transférer et céder toute propriété foncière ou personnelle qu'on pourra octroyer, céder ou confier à la présente compagnie;

Faire enquête, examen, audition et rapport

and develop rivers and lakes, and to construct and maintain reservoirs, canals, dams, embankments, booms and other works and equipment of all kinds, and to acquire, erect, own and operate all plant necessary in connection with the treatment and manufacture of rubber and chicle and any of their by-products; and to acquire, erect, own and operate all and any plant, smelters and machinery of any nature whatsoever useful or convenient in connection with the operating or working of mines or minerals of all and any kind or description;

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, real estate, trading and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

To subscribe, for, underwrite, buy, take or otherwise acquire, and to hold either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, sell, exchange, vote or otherwise deal in stock, bonds, debentures and other securities of any Government, municipal, school, industrial or financial or other corporation or company, and to issue paid up shares in payment or part payment of the purchase price of any stock, bonds, debentures or other securities acquired by the company;

To promote, organize, manage or develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchise, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company and privileges and choses in action of all kinds;

To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds, and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either perpetual or terminal, and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise in the undertaking of the company or upon any specific property and rights present and future of the company, or otherwise how ever;

To act as agents and brokers for the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corporation, firm or court of law, and to take, receive, hold, transfer and convey all property, real or personal, which may be granted, conveyed or committed to this company;

To investigate, examine, audit and report on

relativement aux livres, à l'état, à l'avenir, aux affaires et conditions commerciales d'aucune personne, firme ou corporation, relativement aux circonstances d'aucune maison ou entreprise mercantile, et généralement sur l'actif, les biens ou les droits;

Agir comme agents ou procureurs pour la transaction de toute affaire, l'administration et la collection de fonds, rentes, intérêts, dividendes, mortgages, bons, billets, notes et autres valeurs;

Etablir ou entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, constitutions, fonds, fidéicommis et choses de nature à profiter aux employés de la compagnie, ou aux personnes dépendantes de ou alliées à des employés, et accorder des pensions et allocations à telles personnes et faire des paiements dans le but de leur assurance et souscrire ou garantir des fonds pour des fins de charité, d'éducation ou de bienfaisance, ou pour tout objet public, général ou utile, et établir et supporter toute association, institution, fonds ou fidéicommis, pour la réalisation de tels objets;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autrement, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, manufacturer ou accorder des licences au sujet de, ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et émettre des actions acquittées ou des obligations ou les deux, pour le paiement de leur prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques com-

the books, standing, prospects, business affairs and conditions of any person, firm or corporation or on the circumstances of any business concern or undertaking and generally on any assets, property or rights;

To act as agents or attorneys for the transmission of any business, the management and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trust and conveniences calculated to benefit servants or ex-servants of the company, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances to such persons, and to make payments towards their insurance and to subscribe or guarantee money for any charity or educational or benevolent object or any public, general or useful object, and to establish and support or aid in the establishment and support of any association, institution, fund or trust for the attainment of any such objects;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reci-

muns, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement la présente compagnie; et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle personne, société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et disposer des fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui, de temps en temps, sera déterminée;

Distribuer, en espèces ou autrement, tous les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie, reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de toute propriété, comprenant les entreprises de la compagnie, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

procal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débiteures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, engager ou lier toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, pour garantir tous bons, débiteures, actions-obligations ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisée à émettre, ou tout argent emprunté pour les fins de la compagnie;

Faire toutes telles choses comme se rapportant à, ou favorisant la réalisation des objets ci-dessus, et faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et par l'intermédiaire de commissaires, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Mahogany Development, Limited".

Le capital-actions de la compagnie consistera en 10,000 actions sans valeur nominale, ou au pair. Telles actions sans valeur nominale ou au pair seront émises pour telle considération que les directeurs pourraient, de temps en temps, déterminer.

Le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses affaires sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de juillet 1924.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4419 ALEXANDRE DESMEULES.

"Melville Apartments, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'août 1924, constituant en corporation: Félix-Romuald Sylvestre, agent, Edouard-Edmond Dubuque, agent, et François Xavier-Antoine Biron, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles, agents d'assurance et agents financiers;

Agir comme courtiers pour vendre et acheter toutes sortes de choses et agir comme agents et courtiers pour affaires commerciales en général, faire l'échange avec l'étranger, prêter de l'argent et charger des intérêts;

Acquérir par achat, bail, échange ou tout autre titre légal, construire et posséder, détenir, démolir exploiter, gérer, vendre, échanger toute propriété mobilière ou immobilière de toute sorte et les droits dans telles choses;

Acquérir des droits de propriété et de la propriété de toute sorte, acquérir et trafiquer de la totalité ou partie de propriété de toute personne, association ou corporation ayant des pouvoirs semblables à ceux de cette compagnie et les payer en argent, en parts de la compagnie ou de toute autre manière jugée convenable;

Agir comme agents pour la vente, le loyer, la gérance ou l'administration de propriété mobilière ou immobilière et se faire payer une commission pour tel service;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the Company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Mahogany Development, Limited".

The capital stock of the company shall consist of 10,000 shares without nominal or par value. Such shares without nominal or par value to be issued for such consideration as the Directors may from time to time determine.

The amount of capital with which the company shall commence business shall be fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the company will be at the City of Montreal, district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of July, 1924.

ALEXANDRE DESMEULES,
4420 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Melville Apartments, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of August, 1924, incorporating: Félix Romuald Sylvestre, agent, Edouard Edmond Dubuque, agent, and François Xavier Antoine Biron, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents, insurance agents and financial agents;

To act as brokers for buying and selling of all kinds, and to act as brokers and agents for general commercial purposes, to deal in foreign exchange and the lending of money and to charge interest for same;

To acquire by purchase, exchange, lease, or any other legal title, construct and own, hold, demolish, exploit, manage, sell, exchange, or otherwise convey movable and immovable property of every kind, and rights in such things;

To acquire ownership rights and property of every kind and acquire and deal in the whole or part of the property of any persons, association or corporation having similar powers to those of this company, and pay for same in cash, or shares of the company or in any other manner deemed expedient by the said company;

To act as agents to sell, lease, manage or administer movable and immovable property and to be paid a commission for such services;

Investir les fonds disponibles de la compagnie sur des garanties et de la manière que la compagnie pourrait le décider;

Faire, sous son nom, enregistrer des prêts et des placements et opérations de toute sorte à l'exception des affaires de banque;

Faire des avances d'argent, donner des garanties pour les transactions financières ou aider de quelque manière que ce soit les clients ou autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et acquérir des obligations mobilières ou immobilières pour les dettes dues à la compagnie;

Posséder de toute manière, en ce qui concerne les affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qui peuvent être détenus par les individus;

Contracter des emprunts sur son propre crédit ou en rapport avec ses placements ou pour l'émission de bons, débetures ou autrement;

Faire toute chose convenable à l'accomplissement des objets et à la réalisation des faits ci-dessus énumérés qui pourra être profitable à la compagnie en aucun temps, et généralement exercer tous commerces que la compagnie peut être capable d'exercer et se rapportant aux objets ci-dessus mentionnés ou qui peuvent augmenter la valeur ou rendre profitables la propriété et les droits de la compagnie;

Les objets et les pouvoirs spécifiés dans les divers paragraphes et clauses ci-dessus ne sont pas restreints ou limités en aucune façon pour induction ou pour déduction de terme de tout autre paragraphe ou clause quelconque;

Avec l'assentiment des actionnaires, rémunérer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toute quantité de parts ou autres valeurs de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Faire, tirer, accepter, endosser, accepter et émettre des lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débetures ou autres instruments négociables ou transférables;

Faire toute chose, exercer tous pouvoirs et faire toute affaire se rapportant à la réalisation des objets pour lesquels cette compagnie a été incorporée, sous le nom de "Melville Apartments, Limited", avec un capital total de dix mille piastres, (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions (communes de cent piastres \$100.00), chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour d'août 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

4421

C.-J. SIMARD.

To invest the disposable funds of the company in securities and in the manner the company may decide upon;

To carry on under its corporate name, loan and investment operations of every kind excepting the business of banking;

To make advances of money, to give guarantee for the undertakings of money, or aid in any way whatever the clients or others having business dealings with the company and acquire and hold movable and immovable securities for debts due to the company;

To hold in every respect what concerns the business, the same powers and privileges held by any individual;

To contract loans on its credit or in connection with its investments or by the issue of bonds, debentures or otherwise;

To do anything suitable for the accomplishments of the objects and for the attainment of the purposes hereabove enumerated that may be of profit to the company at any time, and generally exercise any business that the company may be able to carry on in connection with the objects mentioned hereabove or that may increase the value of or render profitable the property and rights of the company;

The objects and powers specified in the various paragraphs and clauses herein shall neither be restricted or limited in any manner by reference to or inference from the terms of any other paragraph or clause whatever;

To remunerate, with the sanction of the shareholders, any person or company for services rendered or to be rendered in disposing of, or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares or other values of the company or the conduct of its business;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, checks, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all powers and carry on any business incidental to the carrying on the objects wherefor this company is incorporated, under the name of "Melville Apartments, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of August, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Union of Municipalities of the Province of Quebec.—L'Union des municipalités de la Province de Québec".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de Juin, 1924, constituant en corporation, sans capital-actions: Joseph Beaubien, manufacturier, de Montréal, Rosaire Prieure, secrétaire, de Pointe-aux-Trembles, Peter William McLagan, marchand, Charles Francis Furse, trésorier, de Westmount, James Ballantyne, entrepreneur, de Montréal-ouest, Joseph-Aquila Leclair, entrepreneur, de Verdun, Téléphore-Damien Bouchard, journaliste, de Saint-Hyacinthe, Alexandre Thurber, manufacturier, de Longueuil, pour les fins suivantes :

"Union of Municipalities of the Province of Quebec.—L'Union des municipalités de la Province de Québec".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1924, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph Beaubien, manufacturer, of Montreal, Rosaire Prieure, secretary, of Pointe aux Trembles, Peter William McLagan, merchant, Charles Francis Furse, treasurer, of Westmount, James Ballantyne, contractor, of Montreal West, Joseph Aquila Leclair, contractor, of Verdun, Téléphore Damien Bouchard, journalist, of Saint Hyacinthe, Alexandre Thurber, manufacturer, of Longueuil, for the following purposes :

Encourager, dans toute la province de Québec le bon gouvernement municipal;

Faire une étude générale des conditions des affaires municipales de la province de Québec;

Faire comprendre aux municipalités les avantages d'une saine administration municipale;

Inculquer à la population l'esprit de la co-opération civique;

S'assurer des voies et moyens employés avec succès dans d'autres pays relativement au développement civique;

Établir et maintenir des bureaux d'informations pour donner les informations civiques requises;

Faciliter les améliorations dans toutes les activités du gouvernement municipal et de son administration.

L'association pourra acquérir et recevoir par achat, dons, legs ou autrement, et posséder de la propriété mobilière ou immobilière, pourvu que la valeur de telle propriété ne dépasse pas \$50,000.00;

L'association pourra vendre et aliéner la propriété et acquérir d'autres propriétés à sa place, mais les immeubles ainsi acquises ne devront pas dépasser \$50,000.00;

Aucun membre de l'association ne sera personnellement responsable pour toutes dettes ou toutes obligations de cette dernière;

L'association pourra établir et maintenir des branches pour la réalisation des fins pour lesquelles elle est incorporée;

L'association aura un sceau officiel. Sous son sceau officiel, l'association aura une existence permanente;

L'association pourra faire des contrats avec toute personne ou société quelconque pour tous objets qu'elle croira avantageux pour ses fins;

L'association pourra faire des contrats et ester en justice comme demanderesse ou défenderesse devant toute cour de justice;

L'association pourra collecter de ses membres les redevances légalement établies par ses règlements;

L'association pourra s'affilier à toute corporation ou société d'une nature semblable à la sienne;

Avec le consentement des membres à une assemblée générale, l'association pourra s'unir avec toute association semblable, se charger de l'actif et du passif de l'association, après telle fusion;

L'association pourra emprunter toutes sommes nécessaires à ses fins sur des billets, des obligations ou autrement hypothéquer sa propriété;

L'association pourra encourager, de toute manière recommandable, l'établissement d'œuvres d'une nature semblable à la sienne;

L'association pourra, d'une manière générale, faire des choses destinées à promouvoir les intérêts de l'association, sous le nom de "Union of Municipalities of the Province of Quebec—L'Union des Municipalités de la province de Québec".

Le montant de la valeur de la propriété immobilière que pourra posséder la corporation sera limité à cinquante mille piastres (\$50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de juin, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

4425

C.-J. SIMARD.

Encourage throughout the Province of Quebec good municipal government;

Make a general survey of the municipal conditions in the Province of Quebec;

To educate the municipalities on the advantages of sound Municipal administration;

To inculcate throughout the population the spirit of civic co-operation;

To ascertain the ways and means most successfully employed in other countries, with regard to civic development;

To establish and maintain information bureaus to supply the required civic information;

To facilitate improvements in every branch of Municipal Government and administration;

The association may acquire and receive, by purchase, gifts, legacies or otherwise, and possess movable and immovable property, provided the value of such immovables does not exceed \$50,000.00;

The association may sell and alienate property and acquire other property in its place, but the immovables thus acquired shall not exceed \$50,000.00;

No member of the association shall be personally liable for any debt or any liabilities of the latter;

The association may establish and maintain branches for the achievement of the purposes for which it is incorporated;

The association shall have a corporate seal. Under its corporate seal, that association shall have a perpetual existence;

The association may contract with any person or society whatever for any objects it may think advantageous to its purposes;

The association may contract and *ester en justice* both as plaintiff or defendant before any Court of Justice;

The association may collect from its members dues legally enacted by its by-laws;

The association may affiliate with any corporation or society of a like nature to its own;

The association may, with the consent of the general meeting of the members, amalgamate with any association of a like nature, take over the assets and liabilities of the association after such amalgamation;

The association may borrow any sums necessary for its purposes, on notes, bonds or otherwise hypothecate its property;

The association may promote and encourage in any manner deemed expedient the establishment of works of a like nature to its own;

The association may, in a general manner, do things deemed to promote the interests of the association, under the name of "Union of Municipalities of the Province of Quebec.—L'Union des Municipalités de la Province de Québec".

The amount of value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited at \$50,000.00.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of June, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4426

"La Fonderie Frontenac, Limitée.—Frontenac Foundry, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'août 1924, constituant en corporation : Théophile Jolicœur, demeurant au No. 23 de la rue Labelle, Pierre Massé, demeurant au No. 620 de la rue Baldwin, et Amédée Fortier, demeurant au No. 388 de la rue Cartier, tous mouleurs, des Cité et District de Montréal, dans les buts suivants :

1.—Exercer l'industrie et faire le commerce :

(a) Du bois, de la fonte et de l'acier, sous leurs différentes espèces et dans tous leurs usages, en produits ou sous-produits;

(b) De toutes les choses dans la fabrication desquelles entrent le bois, la fonte et l'acier;

(c) De toutes les choses qui peuvent être l'objet d'un commerce, négoce ou industrie.

2.—Manufacturer, fabriquer, ouvrir, assembler, importer, exporter, acheter et vendre tout ce qui peut être objet de commerce.

3.—Acquérir, totalement ou partiellement, par achat, échange, contrôle ou autrement, tout actif mobilier ou immobilier, tout droit quelconque, possédé ou détenu dans tout commerce, négoce ou industrie, par toute personne, société, association ou compagnie, et à ces fins :

(a) Assumer, aux lieu et place d'aucune de ces dernières, totalement ou partiellement, tout passif, ou toute responsabilité quelconque.

(b) Faire avec aucune d'elle tout arrangement et convention que la présente compagnie jugera utiles et avantageux, quant aux prix, conditions d'achat, d'échange ou de contrôle.

(c) Payer ces acquisitions, en totalité ou en partie, avec des actions ordinaires, privilégiées ou hypothécaires, libérées, de la présente compagnie, ou avec des actions ou valeurs détenues ou possédées par elle, ou avec de l'argent ou autrement.

(d) Acquérir, sous la présente autorité, et dans ces conditions, l'industrie et le commerce exercés à Montréal, par la raison sociale "Frontenac Foundry Co., Reg'd".

4.—Faire affaires comme compagnie de biens-fonds et terrains, et comme agence foncière, agir comme courtiers en immeubles et estimateurs et comme agents d'assurance, avec pouvoir d'acquérir, acheter en vertu d'aucun titre, détenir, posséder, surveiller, entretenir, contrôler, gérer, exploiter, développer, hypothéquer, donner en garantie, louer, vendre, transférer, échanger, améliorer, cultiver, faire arpenter, subdiviser, céder gratuitement des rues ou ruelles ou autrement trafiquer et disposer de biens-fonds et propriétés, bâtisses et immeubles, valeurs, intérêts ou droits en iceux, ainsi que toutes autres espèces de propriétés et effets, et à ces fins affecter et employer le capital de la compagnie.

5.—Construire, bâtir à entreprise, ou autrement, sur des terrains appartenant à la compagnie, ou dans lesquels elle peut être en aucune façon intéressée, toutes usines, édifices, résidences, pouvant servir à aucune fin quelconque, et faire le commerce de toutes choses pouvant servir à la construction.

6.—Souscrire, acheter, ou d'aucune manière acquérir et détenir des actions, du capital, des débentures, bons, obligations, billets et autres valeurs émises ou garanties par aucun gouvernement ou autre corporation, ou par aucune compagnie constituée ou faisant affaires dans la

"La Fonderie Frontenac, Limitée.—Frontenac Foundry, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1924, incorporating Théophile Jolicœur, residing at No. 23, Labelle Street, Pierre Massé, residing at No. 620 Baldwin street, and Amédée Fortier, residing at No. 288 Cartier Street, all moulders, of the city and district of Montréal, for the following purposes:

To carry on the industry and deal in:

(a) Wood, cast-iron and steel, of all kinds and in all its uses, in products and by-products;

(b) Of all things in the manufacturing of which wood, cast-iron and steel enter;

(c) Of all things which may be the object of business, trade or industry.

2.—To manufacture, fabricate, work, assemble, import, export, buy and sell everything which may be the object of trade.

3.—To acquire in whole or in part by purchase, exchange, control or otherwise, any movable or immovable assets and any right whatever possessed or held, in any business, trade or industry, by any person, partnership, association or company, and for such purposes:

(a) To take over, in lieu and place of any of the latter, in whole or in part, any liabilities or any responsibility whatever.

(b) To enter with any thereof into any arrangement and agreement which the present company may think useful and advantageous, as to prices, conditions of purchase, exchange or control.

(c) To pay for such acquisitions, in whole or in part, with paid up common, preferred shares or debenture-stock of the present company or with shares or securities held or possessed by it, or with cash or otherwise.

(d) To acquire under the present authority and under such conditions, the business carried on at Montreal by the firm "Frontenac Foundry Co., Reg'd".

4.—To carry on the business of a real estate and land company and a real estate agency, to act as real estate brokers and valuers and insurance agents, with power to acquire, buy under any title, hold, possess, superintend, maintain, control, manage, operate, develop, hypothecate, pledge, lease, sell, transfer, exchange, improve, cultivate, survey, subdivide, convey gratuitously streets or lanes or otherwise deal in and dispose of real estate and property, buildings and immovables, securities, interests or rights therein, as well as any other kind of property and effects, and for such purposes, to apply and use the capital of the company.

5.—To construct, build by the job or otherwise, on lands belonging to the company or in which it may in any manner be interested, any shops, buildings, residences, capable of being used for any purposes whatever, and to deal in all things capable of being used for building purposes.

6.—To subscribe for, buy, or in any manner acquire and hold shares, stock, debentures, bonds, obligations, notes and other securities issued or guaranteed by any government or other corporation or by any incorporated company carrying on business in the Dominion of

Puissance du Canada, ou ailleurs, aussi les vendre ou autrement en disposer, les donner en garantie, et garantir aucunes telles valeurs.

7.—Eriger, exploiter, faire fonctionner des hôtelleries, restaurants, maisons de rapport, maisons de location, résidences, maisons de pension, lieux d'amusement, et faire tous actes pour obtenir ces fins.

8.—Solliciter, acheter, louer, exploiter, ou autrement acquérir ou en disposer, des caveats, patentes, droits, brevets, améliorations et procédés enregistrés, licences, concessions, marques, noms, dessins de commerce et choses semblables, ou aucun intérêt en ceux, ou autres renseignements relatifs à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucune des fins corporatives;

9.—Acheter et vendre des actions et des obligations, souscrire à des émissions d'actions et d'obligations, acheter et vendre des émissions d'actions ou d'obligations, encaisser les coupons d'intérêts d'obligations et d'effets de commerce;

10.—Aider à promouvoir, organiser, développer ou administrer aucune corporation ou compagnie, prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement, aucune personne ou aucune corporation dans le capital-actions de laquelle la présente compagnie a des parts ou avec laquelle elle peut se trouver en relations d'affaires; s'engager pour les dites compagnies ou personnes ou conjointement avec elles, et garantir leurs dettes et obligations.

11.—Faire affaires comme agents d'aucune compagnie ou personne.

12.—Etablir en tous endroits que la compagnie jugera à propos des succursales, agences, pour tout genre de commerce ou d'industrie exercé par la compagnie.

13.—Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, et ce, en aucun temps, et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire les dits emprunts aux termes et conditions, et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie jugera raisonnables, ou tout privilège sur ses biens mobiliers ou immobiliers.

14.—Emettre en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera utile et nécessaire, des actions-obligations (debenture-stock), et en disposer pour les montants et aux termes que la compagnie croira convenables.

15.—Hypothéquer, garantir ou mettre en gage, par acte authentique, pour garantir le paiement des obligations, débentures, actions-obligations (debenture-stock), qu'elle est autorisée à émettre par la loi ou sa charte, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède et possèdera dans la province, et, d'une manière générale exercer, sous les conditions y mentionnées tous les pouvoirs accordés par la loi.

16.—Distribuer en nature, parmi ses actionnaires, toutes actions ou autres valeurs d'autres corporations, corps publics ou compagnies que la présente compagnie peut posséder.

17.—Emettre ou distribuer des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, obligations-actions (debenture-stock) ou autres valeurs de la compagnie, et payer avec icelles pour tous services, toutes dettes et obligations de la compagnie, ou assumées par elles, et les donner en garantie;

18.—Faire tous contrats de louage de service,

Canada or elsewhere, also to sell or otherwise dispose of, pledge and guarantee any such securities.

7.—To erect, operate, conduct hostleries, restaurants, tenement houses, apartment houses, residences, boarding houses, places of amusements and to do all acts for the attainment of such purposes.

8.—To apply for, buy, lease, operate or otherwise acquire or dispose of caveats, patents, rights, *brevets*, improvements and registered processes, licenses, concessions, trade-marks and trade-names, industrial designs and the like or any interests therein or other informations as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company.

9.—To buy and sell shares and bonds, subscribe to issues of shares and bonds; buy and sell issues of shares or bonds, cash interest coupons, bonds and commercial instruments.

10.—To assist in promoting, organizing, developing or managing any corporation or company-raise and assist in raising money, to aid by way of boni, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any person or any corporation in the capital-stock of which the present company hold shares or with which it may have business dealings; to be security for such companies or persons or jointly with them and to guarantee their debts and obligations.

11.—To carry on business as agents of any company or person.

12.—To establish in any place which the company may think convenient branches, agencies, for any kind of business or industry carried on by the company;

13.—To borrow any sums which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertakings or the exercise of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans on such terms and conditions and by giving such securities and hypothecs as the company may think reasonable, or any privilege on its movable and immovable property.

14.—To issue at any time and as often as it may think fit, useful and necessary, debenture-stock and to dispose of the same for such sums and on such terms as the company may think convenient.

15.—To hypothecate, mortgage or pledge by authentic deed, to secure the payment of the bonds, debentures, debenture-stock it is authorized to issue, by law or its charter, the movable or immovable property, present or future, which the company now owns and may own in the Province, and generally to exercise under the conditions herein mentioned all the powers granted by law.

16.—To distribute in kind, amongst its shareholders, any shares and other securities of other corporations, public bodies or companies which the company may possess.

17.—To issue or allot fully paid up and non assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company and to pay therewith for any services, any debts and liabilities of the company or taken over by it, and to pledge the same.

18.—To enter into any contracts of hire of

de cautionnements autres que les cautionnements qui doivent être donnés par des compagnies de garantie, de mandat, d'agence, de transaction et généralement tous contrats et conventions quelconques dont est capable une corporation, sans aucune exception;

19.—Faire aucune convention ou conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la concession réciproque ou à la coopération avec aucune personne, compagnie ou association, constituée ou à être constituée, exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou genre d'affaires se rattachant à la réalisation des objets de la présente corporation ou se fusionner avec elle;

20.—Faire affaires comme compagnie de transport, avec tous les privilèges que ce commerce ou industrie comporte, sous le nom de "La Fonderie Frontenac, Limitée—Frontenac Foundry, Limited".

Le montant du capital de la compagnie sera de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00).

Ledit capital sera divisé en cent cinquante (150) actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune, et en trois cent quarante-neuf (349) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Les dites actions privilégiées porteront intérêt au taux de sept pour cent (7%) par an, comme dividende fixe, payable aux dates fixées par la compagnie, et les détenteurs desdites actions n'auront pas droit de vote sur icelles, aux assemblées de la compagnie, mais elles confieront un privilège sur tous les biens de la compagnie, et devront être payées de préférence aux actions ordinaires, tant en principal qu'en dividendes, le cas échéant, et les actionnaires auront le pouvoir, par règlement:

(a) De rendre cumulatifs les dividendes des actions privilégiées.

(b) De fixer une durée à toute émission d'icelles.

(c) De fixer un montant pour leur rachat par la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'août, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

4413

C.-J. SIMARD.

"Rouyn Central Mines, Ltd".

(Aucune responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juillet, 1924, constituant en corporation: Ella Doloreux, Imelda Hogue, Jessie Dickson, secrétaires, filles majeures, J.-Albert Lecompte, Benoit-H. Beauvais, comptables, Wm.-D. Cooper, gérant de mines, et James Ball, courtier, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Chercher et explorer des terrains miniers et des minéraux;

Faire toutes opérations par lesquelles le sol, la terre, le roc et les pierres, dans le but d'extraire des minéraux de toutes sortes, peuvent être minés, creusés, extraits, lavés, tamisés, fondus, raffinés, broyés ou traités de quelque manière; préparer pour le marché tels minéraux par tous

service, of surety, other than sureties which must be given by surety companies, of mandate, agency, transaction and generally any contracts and agreements within the attributes of a corporation without any exception.

19.—To enter into any agreement or arrangements for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, company or association, incorporated or to be incorporated, carrying on or about to carry on any business which the present company is authorized to carry on, or any business or transaction incidental to the attainment of the objects of the present company or to amalgamate therewith.

20.—To carry on the business of a transportation company with all the privileges which such business or industry carries, under the name of "La Fonderie Frontenac, Limitée.—Frontenac Foundry, Limited".

The amount of the capital stock of the company will be forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00).

The said capital stock will be divided into one hundred and fifty (150) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and of three hundred and forty nine (349) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The said preferred shares shall bear interest at the rate of seven per cent (7%) per annum as fixed dividend, payable on the dates fixed by the company, and the holders of the said shares shall have no right to vote thereon at the meetings of the company, but they shall carry a lien over all the property of the company and shall be reimbursed in preference to the common shares, both as to principal and dividend, in such event, and the shareholders shall have the power, by-law:

(a) To make cumulative the dividends on the preferred shares;

(b) To fix the date of maturity of any issue of such preferred shares;

(c) To fix the value for their redemption by the company.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of August, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Rouyn Central Mines, Ltd".

(No personal liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of July, 1924, incorporating: Ella Doloreux, Imelda Hogue, Jessie Dickson, secretaries, spinsters, J. Albert Lecompte, Benoit H. Beauvais, accountants, Wm. D. Cooper, mines manager, and James Ball, broker, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell

les moyens possibles, et les vendre ou autrement en disposer; or otherwise dispose thereof;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, des terrains miniers, des droits miniers, des droits de préemption ou tout intérêt y appartenant, tout outillage mécanique, droits de patente ou invention, ou le droit de faire usage d'appareils et de droits de patente, relativement aux fins ci-dessus;

Construire, maintenir et exploiter, sur ses propres propriétés et sur les propriétés sous son contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, des jetées, des barrages, des biez, des canaux, pouvoirs d'eau, pouvoirs électriques et autres, travaux hydrauliques et autres, chemins, manufactures, bâtiments, moulins, entrepôts et magasins nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 6735 à 6741, S. R., 1909, de la manière y prescrite;

Manufacturer, acheter et vendre toutes sortes d'articles, de marchandises, d'outils et d'appareils requis par la compagnie, par ses serviteurs ou ses employés;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les vaisseaux nécessaires pour ses opérations et pour le transport de ses produits;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débiteures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de substances minérales, de terrains, de marchandises ou pour des travaux;

Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant toute industrie ou toute affaire que toute compagnie constituée sous l'autorité de cette loi peut exercer, et les payer en actions acquittées, en tout ou en partie, si on le désire, et se charger des dettes et des charges y incombant;

Faire tous tels actes et toutes telles opérations accessoires aux opérations mentionnées ci-dessus, ou qui pourraient faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été incorporée. Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au-delà du montant du prix payé ou qu'ils auront consenti de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Rouyn Central Mines, Ltd. (Aucune responsabilité personnelle)", avec un capital total de trois millions de piastres (\$3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions d'une valeur au pair de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

4423

C.-J. SIMARD.

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights or invention, or the right to make use of apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, waterpowers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 R. S. 1909, in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter, and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company in payment of minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares; in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the object for which it was incorporated. The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Rouyn Central Mines, Ltd. (No Personal Liability)", with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of the par value of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of July, 1924.

C. J. SIMARD.

4424

Assistant Provincial Secretary.

Demande à la Législature

Avis public est par les présentes donné que William Currie, Limited, demandera, à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, l'adoption d'un bill privé ratifiant l'acquisition de certaines propriétés, par elle, ainsi que la vente d'icelles, et ratifiant son titre ainsi que celui d'acquéreurs subséquents des dites propriétés.

Montréal, le 17 septembre 1924.

WILLIAM CURRIE, LIMITED.

4445-30-4

Application to the Legislature

Public notice is hereby given that William Currie, Limited, will apply, at the next Session of the Legislature of this Province, for a Private Bill to ratify the acquisition of certain immovable properties, by it, as well as the disposal of same, and to regularise its title as well as that of subsequent acquirers from it.

Montreal, September 17th, 1924.

WILLIAM CURRIE, LIMITED.

4446-39-4

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "British & European Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, le et après ce vingt-quatrième jour de septembre, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce vingt-quatrième jour de septembre 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
J.-P. BELANGER.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec, P. Q.
4479—39—2

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Augustin", dans le comté de Portneuf, a obtenu un permis et a été enregistrée conformément aux dispositions des articles 6870 et suivants et 6850 S. R. P. Q., 1909, et de la loi 4 Geo. V, c. 54, s. 1, à l'effet de tenir assurés contre le feu et la foudre les maisons et bâtiments de fermes situés dans les limites de la municipalité de Saint-Augustin.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950, ce treizième jour de septembre, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,

Département du Trésor,
Québec, P. Q. 4303—38—2

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance connue sous le nom de "Imperial Underwriters Corporation of Canada" a changé son nom pour celui de "Imperial Insurance Office", le et après ce onzième jour de septembre, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,

Département du Trésor,
Québec, P. Q. 4305—38—2

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de Saint-Odilon-de-Crambourne", dans le comté de Dorchester, a obtenu un permis et a été enregistrée conformément aux dispositions des articles 6870 et suivants et 6850 S. R. P. Q., 1909, et de la loi 4 Geo V, c. 54, s. 1, à l'effet de tenir assurés contre le feu, la foudre et le vent, les maisons et bâtiments de fermes situés dans les limites de la municipalité de Saint-Odilon-de-Crambourne.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950, ce quinzième jour de septembre, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,
J. P. BELANGER.

Branche des Assurances,

Département du Trésor,
Québec, P. Q. 4319—38—2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The British & European Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include Sprinkler leakage insurance, on and after this twenty fourth day of September, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty fourth day of September, 1924.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec, P. Q.
4480—39—2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Augustin", in the County of Portneuf, has been licensed and registered, pursuant to the provisions of articles 6870 and following and 6850 and Act 4, Geo. V, c. 54, s. 1, in order to keep insured against fire and lightning the houses and farm buildings situated within the limits of the Municipality of Saint-Augustin.

Given pursuant to article 6950, this thirteenth day of September, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,
Québec, P. Q. 4304—38—2

Notice is hereby given that the Insurance Company known as "Imperial Underwriters Corporation of Canada" has changed its name to "Imperial Insurance Office", on and after this eleventh day of September, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,
Québec, P. Q. 4306—38—2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de Saint Odilon de Crambourne", in the County of Dorchester, has been licensed and registered, pursuant to the provisions of articles 6870 and following and 6850 and Act 4, Geo. V, c. 54, s. 1, in order to keep insured against fire and lightning and wind the houses and farm buildings situated within the limits of the Municipality of Saint Odilon de Crambourne.

Given pursuant to article 6950, this fifteenth day of September, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

J. P. BELANGER,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department,
Québec, P. Q. 4320—38—2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Sun Insurance Office of London, England", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, automobile, accident, garantie, maladie, assurance contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et contre le bris de glaces, a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les ouragans, le et après ce onzième jour de septembre, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce onzième jour de septembre, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 4307—38-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Sun Insurance Office of London, England," authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, automobile, accident, guarantee, sickness and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, sprinkler leakage and plate glass insurance, has been extended to include tornado insurance, on and after this eleventh day of September, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this eleventh day of September, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 4308—38-2

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours", dans le comté de Rouville, a obtenu un permis et a été enregistrée conformément aux dispositions des articles 6870 et suivants et 6850 S.R. P. Q., 1909 et de la loi 4 Geo. V, c. 54, s. 1, à l'effet de tenir assurés contre le feu et la foudre les maisons et bâtiments de fermes situés dans les limites de la municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950, ce quinzième jour de septembre, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 4321—38-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours", in the County of Rouville, has been licensed and registered, pursuant to the provisions of articles 6870 and following and 6850 and Act 4 Geo. V, c. 54, s. 1, in order to keep insured against fire and lightning the houses and farm buildings situated within the limits of the Municipality of Notre Dame de Bonsecours.

Given pursuant to article 6950, this fifteenth day of September, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 4322—38-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Alliance Assurance Company, Limited, of London" l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, accident, maladie, garantie, automobile, vol avec effraction, bris de glaces, et assurance contre les dommages sur propriété de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, le et après ce seizième jour de septembre 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce seizième jour de septembre, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des Assurances,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 4331—38-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Alliance Assurance Company, Limited, of London", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, accident, sickness, guarantee, automobile, burglary, plate glass and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include Sprinkler Leakage Insurance, on and after this sixteenth day of September, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this sixteenth day of September 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 4332—38-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Northern Assurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, accident, maladie, automobile, bris de glaces, vol avec effraction, garantie, contre les dommages causés par arrosoirs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre l'ouragan et le transport intérieur, le et après ce seizième jour de septembre 1924.

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Northern Assurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, accident, sickness, automobile, plate glass, burglary, guarantee, sprinkler leakage and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include Tornado Insurance and Inland Transportation Insurance, on and after this sixteenth day of September, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce seizième jour de Septembre, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des Assurances,

J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

4333-38-2

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de Ham-Nord", dans le comté de Wolfe, a obtenu un permis et a été enregistrée conformément aux dispositions des articles 6870 et suivants et 6850 S. R. P. Q., 1909, et de la loi 4 Geo. V, c. 54, s. 1, à l'effet de tenir assurés contre le feu et la foudre les maisons et bâtiments de fermes situés dans les limites de la municipalité de Ham-Nord.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950, ce dix-septième jour de septembre 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

4357-38-2

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this sixteenth day of September, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

4334-38-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de Ham-Nord", in the County of Wolfe, has been licensed and registered, pursuant to the provisions of articles 6870 and following and 6850 and Act 4 Geo. V, c. 54, s. 1, in order to keep insured against fire and lightning the houses and farm buildings situated within the limits of the municipality of Ham Nord.

Given pursuant to article 6950, this seventeenth day of September, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

4358-38-2

Actions en séparation de biens

No 606. Dame Maria Desilets, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Emile Hamel, menuisier, du même lieu, demanderesse; vs Emile Hamel, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Montréal, le 22 septembre 1924.

Les avocats de la demanderesse,

MASSON, BILLETTE,

4451-39-5

BRODEUR & MASSON.

Province de Québec, District d'Abitibi. Cour Supérieure, No 583. Dame Laura Hébert, de Macamic, épouse séparée de biens de F.-Lucien Lavoie, de Macamic, demanderesse; vs Ledit F.-Lucien Lavoie, prospecteur, de Macamic, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.

Amos, le 19 septembre 1924.

Le procureur de la demanderesse,

(Signé) L.-A. LADOUCEUR.

Vraie Copie:

Le procureur de la demanderesse,

L.-A. LADOUCEUR.

4457-39-5

Cour Supérieure, No 159. Haineault vs Jacob, District d'Abitibi.

Une action en séparation de biens a été prise le 6 septembre 1924, à Amos, par Dame Antoinette Haineault, contre Sinai Jacob, de La Reine.

Amos, ce 22 septembre, 1924.

Le procureur de la demanderesse,

4459-39-5

WM. PARADIS.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 8209.

Dame Graziella Emery, épouse de Cléophas Rodrigue, journalier, de Saint-Prospère, demanderesse vs Cléophas Rodrigue, défendeur.

Actions for separation as to property

No. 606. Dame Maria Desilets, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Emile Hamel, joiner, of the same place, plaintiff; vs Emile Hamel, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, September, 22 1924.

MASSON, BILLETTE,

BRODEUR & MASSON,

4452-39-5

Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Abitibi. In the Superior Court, No 583. Dame Laura Hébert, wife of F. Lucien Lavoie, of Macamic, Plaintiff; vs The said F. Lucien Lavoie, prospector, of Macamic, Defendant.

An action as to separation of property has been instituted in this case.

Amos, September, 19, 1924.

(Signed) L. A. LADOUCEUR,

Attorney for Plaintiff.

True Copy:

L. A. LADOUCEUR,

Attorney for Plaintiff.

4458-39-5

Superior Court, No 159. Haineault vs Jacob, District of Abitibi.

An action for separation as to property has been taken on the 6th of September, 1924, at Amos, by Dame Antoinette Haineault, against Sinai Jacob, de La Reine.

Amos, this 22nd September, 1924.

WM. PARADIS,

Attorney for plaintiff.

4460-39-5

Canada, province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No 8209.

Dame Graziella Emery, wife of Cléophas Rodrigue, laborer, of Saint Prosper, plaintiff; vs Cléophas Rodrigue, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 24 septembre 1924.

Saint-Joseph, Beauce, 24 septembre 1924.

Le procureur de la demanderesse,
4483—39-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, province de Québec, district de Hull. Cour supérieure, No 7531. Dame Fabienne Campeau, du village de Templeton, district de Hull, épouse commune en biens de Marie-Joseph Schingh, horticulteur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Marie-Joseph Schingh, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16ième jour de septembre 1924.

Hull, ce 16 septembre 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
4359—38-5 FORTIER & MAJOR.

Province de Québec, Cour supérieure No. 581, district de Saint-François. Dame Myrtle B. Chadsey, du canton de Barnston, dit district, a pris une action en séparation de biens contre son mari, Carl L. B. Wheeler, cultivateur, de Barnston susdit.

Sherbrooke, 10 septembre 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
4361—38-5 VERRET & DESILETS.

Province de Québec, Cour supérieure, No 600, district de Saint-François. Dame Aimée Ouellet, du canton de Barnston, dit district, a pris une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Rouleau, cultivateur, de Barnston susdit.

Sherbrooke, 11 septembre 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
4363—38-5 VERRET & DESILETS.

Province de Québec, district de Québec, dans la Cour supérieure, No 2020.

Bernadette Godin, de Saint-Basile, épouse commune en biens de Ernest Papillon, industriel, de Saint-Basile, Co. de Portneuf, demanderesse; vs Ernest Papillon, industriel, de Saint-Basile, Co. de Portneuf, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le seizième jour de septembre, 1924.

Québec, ce 18 septembre 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
BEDARD & FLYNN.

Vraie copie,

Les procureurs de la demanderesse,
Bédard & Flynn. 4397—38-5

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 983. Dame Gorgianna Cartier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Vermette, agent de commerce, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Joseph Vermette, agent de commerce, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce sixième jour de juin 1924, contre le défendeur.

Montréal, le 6 septembre 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
4207—37-5 BERARD & BEAULIEU.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 24th of September, 1924.

Saint Joseph, Beauce, September 24th, 1924.

ROSAIRE BEAUDOIN,
4484—39-5 Solicitor for plaintiff.

Canada, Province of Québec, District of Hull. In the Superior Court, No. 7531. Dame Fabienne Campeau, of the village of Templeton, in the district of Hull, wife common as to property of Marie Joseph Schingh, horticulturist, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Marie Joseph Schingh, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this 16th day of September, 1924.

Hull, September 16th, 1924.

FORTIER & MAJOR,
4360—38-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, Superior Court, No. 581, District of Saint Francis. Dame Myrtle B. Chadsey, of the Township of Barnston, said district, has taken an action for separation as to property against her husband Carl L. B. Wheeler, farmer, of Barnston aforesaid.

Sherbrooke, 10 September, 1924.

VERRET & DESILETS,
4362—38-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, Superior Court, No. 600, district of Saint Francis. Dame Aimée Ouellet, of the Township of Barnston, said district, has taken an action for separation as to property against her husband, Joseph Rouleau, farmer, of Barnston aforesaid.

Sherbrooke, September 11, 1924.

VERRET & DESILETS,
4364—38-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 2020.

Bernadette Godin, of Saint Basile, wife common as to property of Ernest Papillon, industrial, of Saint Basile, county of Portneuf, plaintiff; vs Ernest Papillon, industrial, of Saint Basile, Co. of Portneuf, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the sixteenth day of September, 1924.

Quebec, September 18, 1924.

BEDARD & FLYNN,
Attorneys for the plaintiff.

True copy,

Bedard & Flynn,
Attorneys for plaintiff. 4398—38-5

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 983. Dame Gorgianna Cartier, of the city and district of Montreal, wife common of property of Joseph Vermette, commercial agent, of the same place, duly authorized for the purpose, plaintiff; vs the said Joseph Vermette, defendant.

An action in separation as to property against the defendant has been instituted this 6th of June, 1924.

Montreal, September 6, 1924.

BERARD & BEAULIEU,
4208—37-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska. Cour supérieure, No 196. Dame Lumina Leclerc, épouse de Hormisdas Caron, voyageur, de Warwick, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Hormisdas Caron, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 4 août 1924.

Québec, 4 septembre 1924.

Le procureur de la demanderesse,

Signé: ANT. BOURGET.

Vraie copie,

ANT. BOURGET,

Procureur de la demanderesse,

4209—37-5

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 196. Dame Lumina Leclerc, wife of Hormisdas Caron, travelling salesman, of Warwick, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Hormisdas Caron, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 4th of August, 1924.

Quebec, September 4, 1924.

(Signed), ANT. BOURGET,

Attorney for plaintiff.

True copy,

ANT. BOURGET,

Attorney for plaintiff.

4210—37-5

Canada, province de Québec, district de Kamouraska. No 9420. Alma Michaud, épouse commune en biens d'Adélard Levesque, hôtelier et marchand de bois, de la paroisse de Sainte-Rose-du-Dégel, demanderesse; vs ledit Adélard Levesque, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19ème jour d'août 1924.

Rivière-du-Loup, 5 septembre 1924.

Les procureurs de la demanderesse,

4211—37-5 CASGRAIN & LIZOTTE.

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska. Superior Court, No. 9420. Alma Michaud, wife common as to property of Adélard Levesque, innkeeper and wood dealer, of the parish of Sainte Rose du Dégel, plaintiff; vs Adélard Levesque, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 19th of August 1924.

Rivière du Loup, September 5, 1924.

CASGRAIN & LIZOTTE,

Attorneys for plaintiff.

4212—37-5

No 621, Cour supérieure, Montréal. Dame Léa Rondeau, épouse commune en biens de Antoine Bonin, manufacturier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice; vs ledit Antoine Bonin.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 avril 1923.

Montréal, 3 septembre 1924.

Les procureurs de la demanderesse,

4213—37-5 THEBERGE & GERMAIN.

No. 621, Superior Court, Montreal. Dame Léa Rondeau, wife common as to property of Antoine Bonin, manufacturer, of the city and district of Montreal, the said Dame Léa Rondeau duly authorized to *ester en justice*; vs the said Antoine Bonin.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on April 18th, 1923.

Montreal, September 3rd, 1924.

THEBERGE & GERMAIN,

Attorneys for plaintiff.

4214—37-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2083. Azilda Houle, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Philippe Girard, entrepreneur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18ème jour d'août 1924.

Montreal, 5 septembre, 1924.

Les procureurs de la demanderesse,

4217—37-5 BASTIEN & BASTIEN.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2083. Azilda Houle, of the City and District of Montreal, plaintiff; vs Philippe Girard, of the City and District of Montreal, contractor, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 18th day of August, 1924.

Montreal, September 8, 1924.

BASTIEN & BASTIEN,

Attorneys for plaintiff.

4218—37-5

Province de Québec, district d'Abitibi, Cour Supérieure, No 516. Dame Flore Cossette, épouse commune en biens de Lucien Cossette, contracteur, de La Sarre, dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Lucien Cossette, de La Sarre, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16ème jour de juillet 1924.

Le procureur de la demanderesse,

L.-A. LADOUCEUR.

Amos, le 18 août 1924.

4061-35-5

Province of Quebec, District of Abitibi. In the Superior Court, No 516. Dame Flore Cossette, wife of Lucien Cossette, contractor, of La Sarre, duly authorized to plead in Court, plaintiff; vs the said Lucien Cossette, defendant.

An action as to separation of property has been instituted in this case, on the 16th. day of July, 1924.

L. A. LADOUCEUR,

Attorney for plaintiff.

Amos, August 18th, 1924.

4062-35-5

Province de Québec, district d'Abitibi, Cour Supérieure, No 525. Dame Rosanna Lanthier, épouse commune en biens de Dinas Beauvais, de Senneterre, dûment autorisée à ester aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Dinas Beauvais, de Senneterre, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29ème jour de juillet, 1924.

Le procureur de la demanderesse,

L.-A. LADOUCEUR.

Amos, le 18 août, 1924.

4063-35-5

Province of Quebec, district of Abitibi. In the Superior Court, No 525. Dame Rosanna Lanthier, wife of Dinas Beauvais, laborer, of Senneterre, duly authorized to plead in Court, plaintiff; vs the said Dinas Beauvais, defendant.

An action as to separation of property has been instituted in this case, on the 29th. day of July, 1924.

L. A. LADOUCEUR,

Attorney for Plaintiff.

Amos, August 18th, 1924.

4064-35-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2072. Dame Alphonsine Payant, femme commune en biens de Jacques-Damase Chenier, résidant à 3430 Notre-Dame Est, dans les cité et district de Montréal, et dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Jacques-Damase Chenier, du même lieu, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le 5 août 1924.

Montréal, 26 août 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
CHAUVIN, MEAGHER, WALKER,
4075-35-5 STEWART & CREPEAU.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 4663. Dame Polla Yophes, de Montréal, épouse de David Zarakien, du même endroit, marchand, demanderesse; vs Le dit David Zarakien, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

Les procureurs pour la demanderesse,
JACOBS & PHILLIPS.

Montréal, 26 août 1924.

Vraie copie.

Jacobs & Phillips,
Procureurs pour la demanderesse. 4077-35-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2072. Dame Alphonsine Payant, wife common as to property of Jacques Damase Chenier, residing at 3430 Notre-Dame Street East, in the city and district of Montreal, and duly authorized to take the present action, plaintiff; vs The said Jacques Damase Chenier, of the same place, merchant.

An action in separation of property was instituted by the plaintiff against the defendant, on the 5th of August, 1924.

Montreal, August 26th, 1924.

CHAUVIN, MEAGHER, WALKER,
STEWART & CREPEAU,
4076-35-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4663. Dame Polla Yophes, of Montreal, wife of David Zarakien, of the same place, merchant, plaintiff; vs The said David Zarakien, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

JACOBS & PHILLIPS,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, August 26, 1924.

True copy,

Jacobs & Phillips,
Attorneys for plaintiff. 4078-35-5

Actions en séparation de corps et de biens

Dans la Cour supérieure, district de Québec, No 1862. J.-Alphonse Martin, de la cité de Québec, mécanicien, demandeur; vs Dame Rose Aimée Mercier, de la cité de Québec, épouse commune en biens de J.-Alphonse Martin, défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée ce jour en cette cause.

Québec, 9 septembre 1924.

Les procureurs du demandeur.
4231-37-5 NADEAU & PRATTE.

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 155. Mme Eva Desmarais, de la ville du Cap-de-la-Madeleine, épouse de Thomas Courteau, ci-devant de la ville du Cap-de-la-Madeleine et maintenant de lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Thomas Courteau, défendeur.

Une action en séparation de corps et biens a été instituée en cette cause le 29ième jour d'août 1924.

Trois-Rivières, ce 29ème jour d'août 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
4109-36-5 BUREAU, BIGUE & GOUIN.

Actions for separation as to bed and board

In the Superior Court, district of Quebec, No. 1862. J. Alphonse Martin, of the city of Quebec, machinist, plaintiff; vs Dame Rose Aimée Mercier, of the city of Quebec, wife common as to property of J. Alphonse Martin, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted this day in this cause.

Quebec, September 9, 1924.

NADEAU & PRATTE,
4232-37-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Three Rivers, Superior Court, No. 155. Mrs. E. Desmarais, of the city of Cape Madeleine, wife of Thomas Courteau, heretofore of Cape Madeleine and presently of unknown parts, duly authorized to sue in law, plaintiff; vs the said Thomas Courteau, defendant.

An action in separation as to bed and board has been instituted in this case, on the 29th day of August, 1924.

Three Rivers, this 29th day of August, 1924.

BUREAU, BIGUE & GOUIN,
4110-36-5 Plaintiff's solicitors.

Avis divers

COPIE D'UNE RÉOLUTION ADOPTÉE PAR LA COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC, A SA REUNION DU 17 SEPTEMBRE 1924.

IL A ÉTÉ PROPOSÉ ET RÉSOLU :

Que la résolution du 22 août, donnant suite aux recommandations de l'Arrêté-en-Conseil No. 1535, soit modifiée en retranchant de la dite résolution tout ce qui a trait à la préparation

Miscellaneous Notices

COPY OF A RESOLUTION PASSEE BY THE QUEBEC LIQUOR COMMISSION, AT ITS MEETING OF THE 17TH SEPTEMBER, 1924.

IT WAS PROPOSED AND RESOLVED:

That the resolution of the 22nd of August, setting forth the recommendations of Order-in-Council No. 1535, be modified by striking out from the said resolution everything relative to

décrite sous le nom "WINE ELIXIR TONIQUE GENTIN", par la Compagnie Gentin Ltée, Montréal; et que le texte modifié comme suit soit publié dans la Gazette Officielle de Québec:

Vu l'arrêté-en-conseil No. 1535, en date du 21 août 1924;

Vu les articles 47 et 48 de la Loi des Liqueurs Alcooliques;

Vu les rapports d'analyses faites par les analystes de la Commission des Liqueurs de Québec, à Québec, d'échantillons du produit ci-après mentionné;

IL EST RÉSOLU COMME SUIT:

1. Que la Commission des Liqueurs de Québec établit, par la présente, que le produit suivant, à savoir:

DOCTEUR WINFREY'S TONIC, par Saint James Products Co., Ltd, 14 Sainte-Thérèse, Montréal, n'est pas un médicament au sens des articles 47 et 48 de la Loi des Liqueurs Alcooliques, mais une liqueur alcoolique à laquelle la dite loi s'applique;

2. Que la présente résolution soit publiée dans la Gazette Officielle de Québec;

3. Que la Commission des Liqueurs de Québec donne un avis à cet effet, conformément aux articles 47 et 48 de la dite loi, au fabricant, aux agents en cette province du fabricant ou aux personnes qui ont acquis ce produit pour le revendre.

Vraie copie,
4427

Le secrétaire,
L. GIGUERE.

Le "Crédit Foncier Franco-Canadien" a nommé M. Roger de Roumefort, de Montréal, directeur général de la Société pour la province de Québec et pour toute la Puissance du Canada, et un duplicata de sa procuration a été déposé à notre bureau, révoquant toute procuration antérieure.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de septembre 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
4429 C.-J. SIMARD.

A une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Renards Argentés Beetz, Limitée", tenue à Montréal, en l'étude de MM. Biron & Poirier, notaires, 35 rue Saint-Jacques, Chambre 20, le lundi, quizième jour de septembre mil neuf cent vingt-quatre, à midi, (heure avancée):

Il est résolu unanimement:

2. Que l'article huitième des dits règlements généraux soit modifié en remplaçant, à la deuxième ligne, le mot "trois" par le mot "cinq", de sorte qu'à l'avenir le conseil d'administration de la compagnie soit composé de cinq directeurs, et que le secrétaire de la compagnie remplisse, à ce sujet, toutes les formalités prescrites par l'article 6016 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909.

Certifié conforme.

Le secrétaire-trésorier,
4439 H. LAUREYS.

A une assemblée spéciale du conseil d'administration de "Renards Argentés Beetz, Limitée", tenue à Montréal, en l'étude de MM. Biron & Poirier, notaires, 35 rue Saint-Jacques, le troisième jour de septembre mil neuf cent vingt-quatre:

the preparation described under the name of "WINE ELIXIR TONIQUE GENTIN", by La Compagnie Gentin, Ltée, Montreal; and that the text modified as follows be published in the Quebec Official Gazette:

Seeing Order in Council No. 1535, dated the 21st August, 1924;

Seeing the articles 47 and 48 of "The Alcoholic Liquor Act";

Seeing the reports of analyses made by the analysts of The Quebec Liquor Commission, at Quebec, of samples of the products hereunder mentioned;

IT IS RESOLVED AS FOLLOWS:

1. That the Quebec Liquor Commission establishes, by these presents, that the following product, to wit:

DOCTEUR WINFREY'S TONIC, by Saint James Products Co., Ltd, 14 Sainte Therese Street, Montreal, is not a medicine with the meaning of articles 47 and 48 of the Alcoholic Liquor Act, but an alcoholic liquor to which the said act applies;

2. That the present resolution be published in the Quebec Official Gazette;

3. That the Quebec Liquor Commission gives notice to that effect, pursuant to articles 47 and 48 of the said act, to the manufacturer, and to the agents in this Province of the manufacturer or to persons who have acquired such product to resell same.

A true copy, L. GIGUERE,
4428 Secretary.

The "Crédit Foncier Franco-Canadien" has appointed Mr. Roger de Roumefort, of Montreal, general director of the Company for the Province of Quebec and for all the Dominion of Canada, and a duplicate of his power of attorney has been filed at our office, revoking any prior power of attorney.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of September, 1924.

C. J. SIMARD,
4430 Assistant Provincial Secretary.

At a special general meeting of the shareholders of "Renards Argentés Beetz, Limitée," held at Montreal, in the office of Messrs Biron & Poirier, notaries, 35 Saint James Street, Room 20, Monday, the Fifteenth day of September, nineteen hundred and twenty four, at twelve o'clock, noon (Daylight Saving Time):

It was resolved unanimously:

2. That article eighth of the said general by-laws be modified by replacing, in the second line, the word "three" by the word "five", so that hereafter the Board of Management of the company be composed of five directors and that the secretary of the company fulfill, in this regard, all the formalities prescribed by article 6016 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909.

Certified correct.

H. LAUREYS,
4440 Secretary-Treasurer.

At a special general meeting of the Board of Management of "Renards Argentés Beetz, Limitée", held at Montreal, in the office of Messrs Biron & Poirier, notaries, 35 Saint James Street, the third day of September, nineteen hundred and twenty four:

Il est proposé par M. J.-Jean Beetz, appuyé par M. Charles Hurtubise:

Que l'assemblée générale des actionnaires de "Renards Argentés Beetz, Limitée", qui doit être convoquée, comme susdit, pour le quinzième jour de septembre courant (1924), aux fins de ratifier le règlement spécial "C", considère aussi:

2. L'opportunité de modifier les dispositions de l'alinéa huit des règlements généraux de la compagnie, en portant de trois à cinq le nombre des directeurs de la compagnie.

Certifié conforme.

Le secrétaire-trésorier,
H. LAUREYS.

4441

Avis est par les présentes donné, que Daman Brock, cultivateur, du canton Sutton; Alden B. Bailey, manufacturier; William H. Boright, commerçant; Chester A. Brown, cultivateur; Rufus A. Harvey, journalier; Frédéric E. Jersey, cultivateur; Frédéric A. Jewett, cultivateur; Lyman P. Knowlton, cultivateur; William C. McCoy, cultivateur; David McN. Manson, inspecteur; Carleton J. Oliver, marchand et membre de l'Assemblée Législative; George W. Travor, cultivateur, et Daman E. Warner, du canton de Potton et tous du district de Bedford, sous le nom de "Potton Cemetery Company", après l'expiration de deux mois après la première publication, s'adresseront au lieutenant-gouverneur pour faire confirmer, par un arrêté-en-conseil, les donations faites par les personnes ci-dessous mentionnées en faveur des pétitionnaires, ou à l'un ou à l'autre ou plusieurs d'entre eux en fiducie, passées devant le notaire Ernest Fleury, aux dates respectives des parties de terrain suivantes, à savoir, comme suite:

1. Le 22ème jour de novembre 1923, par William S. Brown, cultivateur, du canton Potton, à Carleton J. Oliver et Alden B. Bailey.

Lot numéro onze cent six (1106) du canton Potton. (The Old Leadville Cemetery).

2. Le 22ème jour de novembre 1923, Arthur J. Sargent, cultivateur, du canton Potton, à Carleton J. Oliver et Alden B. Bailey.

Lot numéro cent quatre-vingt-dix-neuf du dit canton. (The Highwater Cemetery).

3. Le 7ème jour de janvier 1924, par Albert Benjamin, cultivateur, du canton Potton, aux dits Oliver et Bailey.

Lot numéro trois cent treize du dit canton. (The Chapel Cemetery).

4. Le 22ème jour de novembre 1923, par William C. McCoy, cultivateur, du canton Potton, aux dits Oliver et Bailey.

Lot numéro mille vingt-huit et toute la partie du lot numéro mille vingt-sept laquelle a été ajoutée à l'ancien lot du vieux cimetière tel qu'il est maintenant clôturé, le tout du dit canton. (The Owl's Head Cemetery).

5. Le 22ème jour de novembre 1923, par Charles A. Barnett, cultivateur, du canton Potton, aux dits Oliver et Bailey.

Lot numéro vingt-quatre (24), ensemble avec un droit de passage, en tout temps, avec véhicule, de la barrière au côté du grand chemin à la cime du cap au dit lopin de terre ci-haut mentionné, le tout dans le dit canton. (The Dunkin Cemetery).

6. Le 22ème jour de novembre 1923, par Madame Vetta Lake, de North Troy, dans l'état de Ver-

It was proposed by Mr. J. Jean Beetz, seconded by Mr. Charles Hurtubise:—

That the special general meeting of the shareholders of "Renards Argentés Beetz, Limitée", which is to be called, as aforesaid, for the fifteenth day of the month of September instant, (1924), for to ratify the special by-law "C", consider also:

2. The opportunity to modify the provisions of paragraph eight of the general by-laws of the company, by increasing from three to five the number of directors of the company.

Certified correct.

H. LAUREYS,
Secretary-Treasurer.

4442

Public notice is hereby given that Daman Brock, farmer, of the Township of Sutton; Alden B. Bailey, manufacturer; William H. Boright, trader; Chester A. Brown, farmer; Rufus A. Harvey, workman; Frederick E. Jersey, farmer; Frederick A. Jewett, farmer; Lyman P. Knowlton, farmer; William C. McCoy, farmer; David McN. Manson, inspector; Carleton J. Oliver, merchant and Member of the Legislative Assembly; George W. Travor, farmer, and Daman E. Warner, salesman, of the Township of Potton and all in the District of Bedford, under the name of "The Potton Cemetery Company", after the expiration of two months from the first publication of this notice, will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for an Order-in-Council confirming Deeds of Gift from the undernoted persons to the Petitioners, or one or other or more than one of them in trust, passed before Maître Ernest Fleury, notary public, at the times stated respectively, of the following parcels of land, to wit, as follows:

1. On the 22nd day of November, 1923. From William S. Brown, farmer, of the Township of Potton, to Carleton J. Oliver and Alden B. Bailey.

Lot number eleven hundred and six (1106) of the Township of Potton, (The Old Leadville Cemetery).

2. On the 22nd day of November, 1923, Arthur J. Sargent, farmer, of the Township of Potton, to Carleton J. Oliver and Alden B. Bailey.

Lot number one hundred and ninety nine (199) of the said Township. (The Highwater Cemetery).

3. On the 7th day of January, 1924. From Albert Benjamin, farmer, of the Township of Potton, to the said Oliver and Bailey.

Lot number three hundred and thirteen (313) of the said Township. (The Chapel Cemetery).

4. On the 22nd day of November, 1923. From William C. McCoy, farmer, of the Township of Potton, to the said Oliver and Bailey.

Lot number ten hundred and twenty eight and all that part of lot number ten hundred and twenty seven which has been added to the old cemetery lot and as the same is now fenced in, the whole of the said Township. (The Owl's Head Cemetery).

5. On the 22nd day of November, 1923. From Charles A. Barnett, farmer, of the Township of Potton, to the said Oliver and Bailey.

Lot number twenty four (24), together with a right at all times to a drive or road from the gate on the side of the highway at the brow of the Hill to the said lot of land above described, the whole in the said Township. (The Dunkin Cemetery).

6. On the 22nd day of November, 1923. From Mrs. Vetta Lake, of North Troy, in the State

mont, un des Etats-Unis d'Amérique, veuve de feu Samuel L. Elkins, en son vivant du même endroit, cultivateur, aux dits Oliver et Bailey.

Lot numéro cinq cent quarante-quatre-B (544-B) du dit canton. (The Mansonville Cemetery).

7. Le lot numéro mille soixante-cinq (1065), ensemble avec un droit de passage à travers le terrain du dit donateur, d'aller et venir par le dit lot du cimetière, et pour servir seulement aux fins du cimetière, et les dits droits de passage ne devant pas être enclos. (The Vale Perkins Cemetery). Cet Acte, le 22ème jour de novembre, 1923. Par Richard A. Jones, cultivateur, du canton Potton, aux dits Oliver et Bailey. Le tout, dans le canton Potton.

8. Le 22ème jour de novembre 1923, par Emile Thérout, cultivateur, du canton Potton, aux dits Oliver et Bailey.

Lot numéro six cent trente-cinq, et toute cette partie du numéro sept cent soixante-deux (762) maintenant clôturée et ayant servi au cimetière et étant la partie nord du dit lot 633. Le tout dans le dit canton. (The Province Hill Cemetery).

9. Le 22ème jour de novembre 1923, par Lyman P. Knowlton, cultivateur, du canton Potton, aux dits Oliver et Bailey.

Lot numéro mille quatre-vingt (1080), ensemble avec droit de passage à travers le dit terrain du dit donateur d'aller et venir, par le dit lot du cimetière, mais le dit droit de passage devant servir seulement aux fins du cimetière et ne devant pas être enclos. Le tout dans le dit canton. (The Knowlton Landing Cemetery).

Pour constituer les dits applicants et leurs successeurs en office, en une corporation, sous le nom de "The Potton Cemetery Company", avec pouvoir de reprendre et détenir à perpétuité comme telle corporation tous les lots ou parties de terre ci-haut décrits, et, si nécessaire, acquérir et détenir à perpétuité d'autre terrain, n'excédant pas en tout trente-cinq arpents en superficie, pour le seul usage comme terrains de cimetière et pour nulle autre fin.

Le tout conformément à la section 6821 et suivants des statuts refondus de la province de Québec.

Cowansville, Québec, 18 septembre 1924.

Le procureur des applicants,
4443 R. F. STOCKWELL, K.C.

of Vermont, one of the United States of America, widow of the late Samuel L. Elkins, in his lifetime of the same place, farmer, to the said Oliver and Bailey.

Lot number five hundred and forty four-B (544-B) said Township. (The Mansonville Cemetery).

7. Lot number ten hundred and sixty five (1065), together with a right of way across said donor's land to go on and from the said cemetery lot and to be used only for the cemetery purposes, and the said rights of way not to be fenced in. (The Vale Perkins Cemetery). This Deed on the 22nd day of November, 1923. From Richard A. Jones, farmer, of the Township of Potton, to the said Oliver and Bailey. The whole in the Township of Potton.

8. On the 22nd day of November, 1923. From Emile Theroux, farmer, of the Township of Potton, to the said Oliver and Bailey.

Lot number six hundred and thirty five (635) and all that part of seven hundred and sixty two (761) as now enclosed and used as part of the cemetery and lying north of the said lot 635. The whole in the said Township. (The Province Hill Cemetery).

9. On the 22nd day of November, 1923. From Lyman P. Knowlton, farmer, of the Township of Potton, to the said Oliver and Bailey.

Lot number ten hundred and eighty (1080), together with a right of way across said donor's land to go to and from the said cemetery lot, but said right of way to be used only for cemetery purposes and not to be fenced in. The whole in the said Township. (The Knowlton Landing Cemetery).

And to constitute the said applicants and their successors in office a corporation, under the above name of "The Potton Cemetery Company", with power to take over and hold in perpetuity as such corporation all the foregoing lots and parcels of land, and, if need be, to acquire and hold in perpetuity other land, not exceeding in all thirty five arpents in superficies, for the sole use as burial grounds and for no other purpose.

The whole in conformity with Sec. 6821 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec.

Cowansville, Quebec, September 18th, 1924.
R. F. STOCKWELL, K.C.,
4444 Solicitor for Applicants.

Bureaux-chef

LAURENTIAN FELDSPAR COMPANY, LIMITED.

Avis est donné que "Laurentian Feldspar Company, Limited", constituée en corporation par Lettres Patentes émises par le lieutenant-gouverneur de Québec, le 25 avril 1924, a établi son bureau au No 86 de la rue Notre-Dame ouest, à Montréal, où elle a sa principale place d'affaires.

Donné à Montréal, ce 13ème jour de septembre 1924.

Le secrétaire-trésorier,
4433 W. DUFRESNE.

Canada, province de Québec, district de Montréal. In re: "Mercier & Roussin, Limitée".

Avis public est, par les présentes, donné que la compagnie "Mercier & Roussin, Limitée",

Chief Offices

LAURENTIAN FELDSPAR COMPANY, LIMITED.

Notice is hereby given that "Laurentian Feldspar Company, Limited", a company incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of Quebec, on the 25th day of April, 1924, has its office at No. 86 Notre Dame Street West, in the City of Montreal, where its chief place of business is situated.

Dated at Montreal, this 13th day of September 1924.

W. DUFRESNE,
4434 Secretary-Treasurer.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal. In re: "Mercier & Roussin, Limitée".

Public notice is hereby given that the company "Mercier & Roussin, Limitée", duly incorporated

dûment incorporée par Lettres Patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de cette province, en date du 19 juillet 1924, à sa principale place d'affaires au No 877 de la rue Notre-Dame Est, en la cité de Montréal.

Le président,
LEON MERCIER.
Le secrétaire-trésorier,
MAURICE ROUSSIN.

4453

Prenez avis que le bureau-chef de la "Laurentian Hydro-Electric, Limited" (Hydro-Electrique Laurentienne, Limitée), est situé au numéro 90 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal.

Le secrétaire,
J. S. MILLER.

4435

under Letters Patent dated July 19th, 1924, has its principal place of business at No. 877 Notre Dame Street East, in the city of Montreal.

LEON MERCIER,
President.
MAURICE ROUSSIN,
Secretary-Treasurer.

4454

Take notice that the head office of "Laurentian Hydro-Electric, Limited" (Hydro-Electrique Laurentienne, Limitée), is situated at number 90 Saint James Street, in the City of Montreal.

J. S. MILLER,
Secretary.

4436

Charte :—Abandon de

Avis est par les présentes donné que la "Paterson & Son, Incorporated", ayant divisé ses immeubles entre ses actionnaires, et n'ayant aucunes dettes ou responsabilités, demandera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'abandonner sa charte.

Montréal, septembre 1924.

Le secrétaire,
S. E. GLADWELL.

4491

Charter :—Surrender of

Notice is hereby given that Paterson Son, Incorporated, having divided its assets ratably among its shareholders and having no debts or liabilities, will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, September, 1924.

S. E. GLADWELL,
Secretary.

4492

Compagnie autorisée à faire des affaires

La compagnie "Mather & Platt, Ltd", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, à 816, édifice New Birks.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Hubert Charles Kemball, de Montréal.

Québec, 15 septembre 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4437

Company authorized to do business

The company "Mather & Platt, Ltd", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the province.

Its chief place of business, in the Province, is at No. 816, New Birks Building, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Hubert Charles Kemball, of Montreal.

Quebec, September 15, 1924.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4438

Liquidation—Avis de

"THE ST. JAMES PRODUCTS COMPANY, LIMITED".

Procès-verbal d'une assemblée spéciale générale des actionnaires de "The St. James Products Company, Limited", tenue à Montréal, au bureau principal de la compagnie, ce vingt-cinquième jour d'août 1924, à onze heures de l'avant-midi, à laquelle assemblée sont présents tous les actionnaires de la compagnie, ne représentant pas moins des deux-tiers du capital de la compagnie.

Le Président de la compagnie agit comme Président.

Le secrétaire de la Compagnie est prié de lire

Winding up Notice

"THE ST. JAMES PRODUCTS COMPANY, LIMITED".

Minutes of a special general meeting of the shareholders of "The St. James Products Company, Limited", held in Montreal, at the head office of the company, this twenty fifth day of August, 1924, at eleven o'clock in the forenoon, at which meeting were present all the shareholders of the company, representing not less than two thirds of its capital.

The President of the company acted as Chairman.

The secretary of the company was requested

l'avis de convocation, lequel avis se lit comme suit:

Monsieur:—

Avis vous est, par les présentes, donné, qu'une assemblée générale des actionnaires de cette compagnie aura lieu au bureau de la compagnie, à Montréal, au No 29 de la rue Saint-Vincent, le vingt-cinquième jour d'août, 1924, à onze heures de l'avant-midi, à laquelle assemblée il sera proposée que la présente compagnie soit dissoute et que les affaires de cette compagnie soient liquidées volontairement, sous les dispositions des articles 6120 et suivants des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909, et, qu'en conséquence, la résolution des directeurs de cette compagnie à cet effet, adoptée le vingt-cinquième jour d'août, 1924, soit ratifiée et confirmée.

Par ordre,

(Signé) J.-B. POIRIER,
Le secrétaire.

Le Président constate que le dit avis a été dûment expédié, conformément aux règlements de la compagnie, à tous les actionnaires, et que les actionnaires sont tous présents.

Il est alors proposé, dûment secondé et unanimement résolu que la résolution des directeurs de cette compagnie, adoptée le vingt-cinquième jour d'août 1924, à l'effet qu'il est à propos que les affaires de la compagnie soient liquidées volontairement, et ce en vertu des dispositions des articles 6120 et suivants des Statuts Refondus de la Province de Québec, soit ratifiée et confirmée.

Qu'en conséquence les procureurs de la compagnie reçoivent instruction d'adopter toutes procédures requises pour liquider les affaires de la compagnie, et que M. Ralph Edgar Markgraf, des cité et district de Montréal, soit nommé liquidateur.

Et la dite assemblée est ajournée.

Certifié vraie copie.

Le secrétaire, Le vice-président,
J.-B. POIRIER, WM. E. HAYES.

4431

to read the notice of meeting, which notice reads as follows:

Sir,

Notice is hereby given you that a general meeting of the shareholders of the company will be held in Montreal, at the office of the company, No. 29 Saint Vincent Street, on the twenty fifth day of August, 1924, at eleven o'clock in the forenoon, at which meeting it will be proposed that the present company be dissolved and that the business of the company be voluntarily liquidated, under the provisions of articles 6120 and following of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and that, therefore, the resolution of the directors of the company to such effect, adopted on the twenty fifth day of August, 1924, be ratified and confirmed.

By Order,

(Signed) J. B. POIRIER,
Secretary.

The President recognizes that the said notice was duly sent, in conformity with the by-laws of the company, to all the shareholders, and that the shareholders are all present.

It was then proposed, duly seconded and unanimously resolved that the resolution of the directors of the company, adopted on the twenty fifth day of August, 1924, to the effect of it being expedient that the affairs of the company be voluntarily liquidated, and such in virtue of the provisions of articles 6120 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, be ratified and confirmed.

That therefore, the attorneys of the company receive instructions to adopt any proceedings required to liquidate the business of the company, and that Mr. Ralph Edgar Markgraf, of the city and district of Montreal, be appointed liquidator.

And the said meeting was adjourned.

Certified true copy.

J. B. Poirier, WM. E. HAYES,
Secretary. Vice-President.

5432

Ordre de Cour

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour Supérieure, No. 6918.—Alfred Tanguay & Paul Tanguay, tous deux commerçants, de Saint-Gédéon, et y faisant affaires sous la raison sociale de "Tanguay & Tanguay", demandeurs; vs Napoléon Buteau, de Saint-Evariste, défendeur; et le dit Napoléon Buteau, opposant.

Le neuvième jour de septembre, 1924.

Sur ordre de l'honorable juge Ernest Roy, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du Protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Saint-Joseph-de-Beauce, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

Le Protonotaire de la C. S.

(Signé) VEZINA & FERRON.

(Vraie copie)

Vézina & Ferron, P. C. S. 4317—38-2

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, No. 6918.—Alfred Tanguay & Paul Tanguay, both traders, of Saint Gedeon, and there carrying on business under the firm name of "Tanguay & Tanguay", Plaintiffs; vs Napoleon Buteau, of Saint Evariste, Defendant, & the said Napoleon Buteau, Opposant.

The ninth day of September, 1924.

Upon the order of the Honourable Judge Ernest Roy, seeing the alleged insolvency of the said defendant, the creditors of said defendant who have not yet filed their claims are requested to do so in this cause, at the office of the Prothonotary of the Superior Court for this district, at Saint Joseph de Beauce, within fifteen days from the date of the first publication of the present notice in the Quebec Official Gazette, according to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

The Prothonotary of the Superior Court,

(Signed) VEZINA & FERRON.

(A True Copy)

Vézina & Ferron, P. S. C. 4318-38-2

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et scellées, endossées "Soumissions pour débentures", et adressées au soussigné, le Trésorier des Commissaires d'Écoles pour la cité des Trois-Rivières, seront reçues jusqu'à 4 heures P.M., le 13 octobre 1924, pour l'achat de quarante-sept mille dollars (\$47,000.00) d'obligations des Commissaires d'Écoles pour la cité des Trois-Rivières, datées du 1er mai 1924, et remboursables dans trente ans, le 1er mai 1954, portant intérêt (a) au taux de cinq pour cent (5%) par an, (b) au taux de cinq et demi pour cent (5½%) par an, payable semi-annuellement le 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Le capital et l'intérêt de ces obligations payables au bureau de la Banque de Montréal, dans la cité des Trois-Rivières, ou dans la cité de Montréal, ou dans la cité de Québec.

Ces obligations seront émises par coupures au choix de l'acquéreur.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté pour un montant égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après l'exécution du contrat, sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

Les soumissions seront prises en considération à l'Assemblée de la Commission, qui sera tenue le 13 octobre 1924, à 8 heures P.M., au lieu ordinaire des réunions.

La Commission ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Le trésorier,
ARTHUR NOBERT.

Trois-Rivières, Qué., le 24 septembre 1924.
4447-39-2

Bureau de Commissaires d'Écoles Catholiques
Romains de la cité de Québec.

Avis est par le présent donné que le Bureau de Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Québec offrira en vente \$300,000.00 de ses débentures, au taux de cinq pour cent, à une échéance de trente ans.

Le secrétaire-trésorier du Bureau de Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Québec.

ANTOINE-C. TASCHEREAU.
Québec, 23 septembre 1924. 4455

Avis public est par le présent donné que le conseil municipal de la Ville de Farnham, P.Q., recevra d'ici au 13 octobre 1924, à 7 heures P.M., au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées, endossées "Soumissions pour Obligations", pour l'achat de \$100,000.00 d'obligations de la Ville de Farnham, à 5%, datées du premier août 1924 et échéant le premier août 1954; dénomination \$1000.00.

Intérêt payable semi-annuellement le premier août et le premier février de chaque année.

Tenders

Province of Quebec.

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
CITY OF THREE RIVERS.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for debentures", addressed to the undersigned, the Treasurer of the School Commissioners for the City of Three Rivers, will be received until 4 o'clock P.M., of the 13th of October 1924, for the purchase of forty seven thousand dollars (\$47,000.00) of bonds of School Commissioners for the city of Three Rivers, dated the 1st of May 1924, and redeemable in thirty years, the 1st of May 1954, bearing interest (a) at the rate of five per cent (5%) per annum, (b) at the rate of five and a half per cent (5½%) per annum, payable semi-annually the 1st May and 1st of November in each year.

The principal and interest of these bonds are payable at the office of the Bank of Montreal, in the city of Three Rivers, or in the city of Montreal, or in the city of Quebec.

These bonds shall be issued in denominations at the option of the purchaser.

Each tender must be accompanied by a certified check for an amount equal to one per cent (1%) of the amount of the loan. The check of the tenderer whose offer is accepted shall be returned to him after the execution of his contract, without interest.

The interest accrued on the bonds must be added to the price offered at the time of their delivery.

The tenders will be considered at the meeting of the Commission, which will be held on the 13th of October, 1924, at 8 o'clock P.M., at the customary place of meeting.

The Commission does not bind itself to accept the lowest or any tender.

The Treasurer,
ARTHUR NOBERT.

Three Rivers, Que., September 24, 1924.

4448-39-2

Board of Roman Catholic School Commissioners
of the City of Quebec.

Notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Quebec will offer for sale \$300,000.00 of its debentures, at the rate of five per cent, maturing in thirty years.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
Secretary-Treasurer of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Quebec.

Quebec, September 23, 1924.

4456

Notice is hereby given that the Municipal Council of the Town of Farnham, P.Q., will receive between now and the 13th of October 1924, at 7 o'clock P.M., at the office of the undersigned, written tenders sealed and addressed "Tenders for Bonds", for the purchase of \$100,000.00 of bonds of the Town of Farnham, at 5%, dated from the first of August 1924 and maturing the first of August, 1954; denomination \$1000.00.

Interest payable semi-annually the first of August and first of February of every year.

Capital et intérêt payables au bureau de la Banque d'Hochelaga à Farnham ou à Montréal.

Les susdites soumissions seront prises en considération à la séance du conseil, le 13 octobre 1924, à huit heures du soir, ou aussitôt après que le conseil ou l'un de ses comités pourra le faire.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Les chèques des soumissions non acceptées seront remis sans délai. Celui du soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée lui sera remis après l'exécution du contrat, sans intérêt. Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison. La Ville de Farnham ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Farnham, 22 septembre 1924.

Ville de Farnham.

Le secrétaire-trésorier,

J.-E. LEFEBVRE.

4461—39-2

Capital and interest payable at the office of Hochelaga Bank, at Farnham or Montreal.

The aforesaid tenders shall be taken into consideration at the meeting of the council, on the 13th of October, 1924, at eight o'clock in the evening, or as soon after as the council or one of its committees can do so.

Every tender must be accompanied by an accepted check equal to 1% of the par value of the issue. The checks for non accepted tenders shall be remitted without delay. That of the tenderer whose offer has been accepted will be remitted to him on the execution of the contract, without interest. Every tender must specify if the price offered includes or not the accrued interest on the bonds at the time of their delivery. The Town of Farnham does not bind itself to accept any of the tenders.

Farnham, 22nd September, 1924.

Town of Farnham.

J. E. LEFEBVRE,

Secretary-Treasurer.

4462—39-2

Avis est par les présentes donné que le Conseil de la Ville d'Aylmer, recevra des soumissions à Aylmer, Québec, jusqu'à quatre heures P. M., heure solaire, le 13 octobre, 1924, pour l'achat de \$69,500.00 d'obligations de la ville d'Aylmer, en dénominations de \$1,000.00 et de \$500.00, à 5½% d'intérêt, datées du 1er mai 1924 et échéant le 1er mai 1964, l'intérêt payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre, chaque année, à Aylmer, Qué.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt, et devra spécifier si l'intérêt accru est ou n'est pas inclus dans le montant offert.

Les soumissions seront prises en considération à l'assemblée régulière du conseil, le 13ème jour d'octobre, 1924, à 8 heures P. M., à l'hôtel-de-ville, à Aylmer.

Le Conseil se réserve le droit de rejeter toutes ou aucune soumission.

La ville d'Aylmer, le 23 septembre 1924.

Le secrétaire-trésorier,

E. MAUBACH.

4485—39-2

Public notice is hereby given that the Council of the Town of Aylmer will receive tenders at Aylmer, Que., up to four o'clock P. M. (standard time) the 13th day of October, 1924 or the purchase of six y nine thousand and five hundred dollars of bonds of the municipality of the Town of Aylmer, in the denomination of \$1,000.00 and \$500.00 at 5½% interest, dated May 1st, 1924, payable the first of May 1964, interest payable on the first of May and on the first of November, each year, at Aylmer, P. Q.

Each tender must be accompanied by an accepted check of 1% of the amount of the issue, and must specify if the accrued interest is or is not included in the amount offered.

Tenders will be taken into consideration at the regular meeting of the Council, on the 13th day of October, 1924, at 8.00 P. M., in the Town Hall, Aylmer, P. Q.

The Council reserves the right to reject any or all tenders.

The City of Aylmer, September 23rd, 1924.

E. MAUBACH,

Secretary-treasurer.

4486—39-2

LA MUNICIPALITÉ VILLAGE DE SAINT-ETIENNE-DE-LA-MALBAIE, COMTÉ DE CHARLEVOIX

Des soumissions scellées et endossées "Soumissions pour débentures" seront reçues par le soussigné, au bureau de la municipalité du village de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, comté de Charlevoix, mercredi, le 15 octobre 1924, pour l'achat de vingt mille piastres de débentures de la municipalité du village de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, comté de Charlevoix, portant intérêt au taux de 5½% payable semi-annuellement à la Banque Provinciale de la Malbaie, et datées le 1er novembre 1924, émises sous l'autorité du règlement No 119.

Les débentures ci-dessus seront en coupures au gré de l'acheteur et rachetables en séries de un à dix ans.

Chaque soumissionnaire devra spécifier si le prix offert comprend, ou non, l'intérêt accumulé sur les débentures jusqu'à la date de leur livraison.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% de la valeur au pair de l'émission.

La municipalité du village de Saint-Etienne-

THE MUNICIPALITY VILLAGE OF SAINT-ETIENNE DE LA MALBAIE, COUNTY OF CHARLEVOIX

Sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, at the office of the municipality of the village of Saint Etienne de la Malbaie, county of Charlevoix, Wednesday, October 15th, 1924, for the purchase of twenty thousand dollars of bonds of the municipality of the village of Saint Etienne de la Malbaie, county of Charlevoix, bearing 5½% interest payable semi-yearly at the Banque Provinciale at La Malbaie and dated November 1st, 1924, issued under authority of By-law No 119.

The above bonds will be in denominations at the option of the purchaser and redeemable in series of one to ten years.

Each tender must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds up to the time of delivery.

Each tender must be accompanied by an accepted check equal to 1% of the par value of the issue.

The municipality of the village of Saint

de-la-Malbaie, comté de Charlevoix, ne s'engage pas à accepter la plus haute, ni aucune autre soumission.

Le secrétaire-trésorier,

LOUIS-PH. DUFOUR.

La-Malbaie, 24 septembre 1924.

4487

Etienne de la Malbaie, county of Charlevoix, does not bind itself to accept the highest or any other tender.

LOUIS PH. DUFOUR.

Secretary-treasurer.

La Malbaie, September 24, 1924.

4488

Province de Québec, district de Montréal, ville de Dorval.

Avis public est par le présent donné que le sousigné recevra des soumissions à son bureau, à Dorval, jusqu'à 7 heures P. M. le 15ième jour du mois d'octobre 1924, pour l'achat de sept mille quatre cents piastres d'obligations de la Corporation Municipale de la Ville de Dorval, au taux de 5½%, dont \$6,400.00 datées du 1er juillet 1924, et échéant par séries annuelles, le 1er jour de juillet chaque année, le premier des dits remboursements annuels devant échoir le 1er jour de juillet 1925 et le dernier des dits remboursements annuels le 1er jour de juillet 1944; et \$1,000.00 datées le 1er août 1924 et échéant le 1er août 1944.

Dénomination \$100.00 et intérêt payable semi-annuellement le 1er août et le 1er février de chaque année.

Ces obligations ont été dûment approuvées par le lieutenant-gouverneur en Conseil de la Province de Québec.

Un dépôt de 1% du montant de la valeur au pair des obligations, ou un chèque certifié pour ce montant, accepté par une banque légalement constituée et payable au pair, devra accompagner chaque soumission.

Chaque soumission devra spécifier si l'intérêt accru est ou n'est pas inclus dans le montant offert.

On se réserve le droit de rejeter toutes ou aucunes soumissions.

Ces dépôts ou chèques déposés par les soumissionnaires dont les offres ne seront pas acceptées leur seront remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution du contrat.

Donné en la ville de Dorval, ce vingt-troisième jour du mois de septembre 1924.

LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA VILLE

DE DORVAL

Le secrétaire-trésorier,

HORACE MELOCHE.

4497

Province of Quebec, district of Montreal, Ville de Dorval.

Public notice is hereby given that the undersigned will receive tenders at his office, in Dorval, up to 7 o'clock P. M., on the 15th day of the month of October, 1924, for the purchase of seven thousand four hundred dollars of bonds of the Municipal Corporation of the Town of Dorval, at the rate of 5½%, of which \$6,400.00 dated the 1st July, 1924, and maturing by annual series the 1st day of July of every year, the first of the said annual redemptions maturing the 1st day of July, 1925, and the last of the said annual redemptions the 1st day of July, 1944; and \$1,000.00 dated the 1st August, 1924, and maturing the 1st August, 1944.

Denomination \$100.00 and interest payable semi annually the 1st of August and 1st of February of every year.

The said bonds were duly approved by the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec.

A deposit of 1% of the amount of the par value of the bonds or a certified check for such amount, accepted by a chartered bank and payable at par, must accompany every tender.

Every tender must specify if the accrued interest is or not included in the amount offered.

The right to reject all or any of the tenders is reserved.

The deposits or checks filed by the tenderers whose offers are not accepted will be remitted to them without delay; that of the tenderer whose offer is accepted will be remitted to him upon execution of the contract.

Given in the Town of Dorval, this twenty third day of the month of September, 1924.

THE MUNICIPAL CORPORATION OF THE

TOWN OF DORVAL.

HORACE MELOCHE,

Secretary treasurer.

4498

Vente de bagages non réclamés

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, mercredi, le vingt-sixième jour de novembre 1924, chez Fraser Frères, encanteurs, 453-455, rue Saint-Jacques, Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER

CANADIEN DU PACIFIQUE.

Par J.-O. APPS,

Agent général du bagage.

Montréal, le 24 septembre 1924. 4481-39-6

Sale unclaimed baggage

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Wednesday, the twenty sixth day of November, 1924, at Fraser Brothers, auctioneers, 453-455 Saint James Street, Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company unclaimed for a space of twelve months.

THE CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY.

Per J. O. APPS,

General Baggage Agent.

Montreal, September 24th, 1924. 4482-39-6

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

Canada, province de Québec, district de Kamouraska.

Dans l'affaire de l'actif de Louis Côté, Rivière-du-Loup Station, Témiscouata, P. Q., cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que MARDI, le VINGT-HUITIÈME jour d'OCTOBRE, 1924, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus, à la porte de l'église de la paroisse Saint-François-Xavier le tout conformément à l'article 20, paragraphe 4, de la Loi de Faillite, les immeubles suivants, savoir:

a. Un terrain situé en la cité de Rivière-du-Loup, contenant cent trente et un pieds (131) sur la rue Albert, quatre-vingt-sept pieds sur la rue Saint-Paul, cent vingt-six pieds sur la ligne est, et quatre-vingt-sept pieds dans la ligne sud, et borné au nord à la rue Saint-Paul, au sud à Dame Vve Joseph Thériault, à l'ouest à la rue Albert, et à l'est aux représentants de Emile Rossignol et Fernand Rouleau, faisant partie du numéro deux cent dix (No 210), du cadastre de la ville de Fraserville—avec bâtisses et moulin dessus construits.

b. Un autre terrain faisant partie du même numéro deux cent dix (210), de cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front à l'est, à la rue Saint-Pierre, à l'ouest à Fernand Rouleau ou représentants, au nord à Louis Côté, et au sud à Xavier Lajoie ou représentants.

c. Un autre terrain faisant partie du même numéro deux cent dix (210), de cent pieds de front par cent pied de profondeur, mesure anglaise; borné au nord-est à la rue Saint-Pierre, au nord à la rue Saint-Paul, au sud et au sud-ouest à Auguste Pouliot ou représentants.

d. Un autre terrain faisant partie du même numéro deux cent dix (210), de cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front au nord, à la rue Saint-Paul, au sud et à l'ouest, à Auguste Pouliot ou représentants, et au nord-est à Louis Côté.

e. Les lots cadastraux quatre cent quatre-vingt-treize (493), quatre cent quatre-vingt-quinze (495), quatre cent quatre-vingt-seize (496) et quatre cent quatre-vingt-dix-sept (497), de la subdivision du lot numéro deux cent neuf-deux (209-2) du cadastre de la ville de Fraserville.

La vente sera faite au plus haut enchérisseur, et le prix de l'enchère payable comptant.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Le syndic autorisé,
EUDORE BEAUDOIN.

Bureau: 4 rue de la Cour,
Rivière-du-Loup, Tém. 4463—39-2

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, (en matière de faillite). Dans l'affaire de Zéphirin Desrochers, cultivateur, de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester, comté d'Arthabaska, cédant autorisé; et E.-G. Picher, syndic autorisé.

Avis public est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent vingt-quatre, à DIX

Canada, province of Quebec, district of Kamouraska.

In the matter of Louis Côté, Rivière du Loup Station, Temiscouata, P. Q., bankrupt.

Public notice is hereby given that TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER 1924, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold, pursuant to article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy Act, the following properties:

a. A piece of land situate in the city of Rivière du Loup, having a frontage of one hundred and thirty one feet (131) on Albert Street, eighty seven feet on Saint Paul Street, one hundred and twenty six feet on the east line, and eighty seven feet on the south line; bounded to the north by Saint Paul Street, to the south by Mrs. Joseph Thériault, to the west by the Albert Street, to the east by the representatives of Emile Rossignol and Fernand Rouleau, being part of the lot number two hundred and ten (part 210), of the cadastre of the town of Fraserville—with dwellings and mill thereon erected.

b. A lot of land being part of the same number two hundred and ten, having a frontage of fifty feet by hundred feet in depth, English measurements; bounded in frontage to the east by Saint Pierre Street, to the west by Fernand Rouleau or representatives, to the north by Louis Côté, and to the south by Xavier Lajoie or successors.

c. Another piece of land being part of the same number two hundred and ten (210), having a frontage of hundred feet, by hundred feet in depth, English measurements; bounded to the north-east by the Saint Pierre Street, to the north by Saint Paul Street, to the south and southwest by Auguste Pouliot and successors.

d. Another piece of land, being part of the same number two hundred and ten (210), having a frontage of fifty feet by hundred feet in depth, English measurements; bounded in the frontage to the north by Saint Paul Street, to the south and to the west by Auguste Pouliot or successors, and to the north by Louis Côté.

e. The lots of land numbers four hundred and ninety three (493), four hundred and ninety five (495), four hundred and ninety six (496), and four hundred and ninety seven (497), of the subdivision of the lot number two hundred and nine-two (209-2) of the cadastre of the town of Fraserville.

To be sold at public auction, at the church door of Saint Francois Xavier, and payable cash by the highest bidder.

Titles and certificates can be seen in my office.

Rivière du Loup, September 23, 1924.
EUDORE BEAUDOIN,
Authorized trustee.

Office: 4 Court Street,
Rivière du Loup, Tém. 4464—39-2

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court (sitting in Bankruptcy). In the matter of Zéphirin Desrochers, farmer, of the parish of Saint Paul de Chester, county of Arthabaska, authorized assignor; and E. G. Picher, trustee.

Public notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY NINTH day of OCTOBER next, (1924), at TEN o'clock in

heures de l'avant-midi, seront vendus en la paroisse de Saint-Paul-de-Chester, à la porte de l'église de ladite paroisse de Saint-Paul-de-Chester, comté d'Arthabaska, les droits et biens immobiliers ci-après mentionnés, savoir:

a. Une terre étant la moitié nord-ouest du lot numéro douze du sixième rang du canton de Chester, contenant cinq arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester, comme étant la moitié nord-ouest du numéro cent neuf ($\frac{1}{2}$ n.-o. 109); prenant des deux côtés à Johnny Côté ou représentants—avec bâtisses dessus construites;

b. Les droits et prétentions dudit Zéphirin Desrochers, dans et sur le terrain ci-après décrit et spécialement le droit de réméré stipulé dans un acte de vente en date du 28 mars 1918, enregistré le 4 avril 1918, en payant et remboursant à J.-E. Hudon la somme de \$350.00 avec intérêt à 8% à compter du 15 mars 1919, tel que le tout est mentionné dans ledit acte de vente à réméré consenti par ledit Zéphirin Desrochers à J.-E. Hudon, le 28 mars 1918, dans et sur le terrain suivant: une terre faisant partie du lot numéro huit du sixième rang du canton de Chester, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester, comme étant partie sud-est du numéro cent cinq (p. s.-e. 105), contenant deux arpents et demi de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot; prenant d'un côté à Paul Lefebvre et de l'autre côté à France Grenier—avec bâtisses dessus construites.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, par. 4 et suivants, et les art. 716, 717 et 741 C. P. C.

Condition de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements, s'adresser à:

Le syndic,

GUSTAVE PICHER.

Bureau: rue de l'Eglise.

Arthabaska, 22 septembre 1924. 4489—39-2

Dans l'affaire de J.-Nap. Beaulé, épiciier, 206 rue Saint-Sauveur, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le TRENTIÈME jour d'OCTOBRE 1924, à ONZE heures A. M., seront vendus à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre, Québec, les immeubles en cette affaire comme suit:

1. Les lots numéros dix-huit cent quatre-vingt-sept-A, dix-huit cent quatre-vingt-sept et dix-huit cent soixante-huit-A (1887-A, 1887 et 1868-A) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, situés coin des rues Saint-Sauveur et Colomb, contenant 56 pieds et 6 pouces de front sur la dite rue Saint-Sauveur sur 64 pieds de profondeur, et le lot numéro dix-huit cent quatre-vingt-six (1886) du susdit cadastre, contenant 11 pieds de front sur la rue Colomb sur 64 pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise—avec la maison et autres bâtisses dessus construites.

2. Le lot numéro dix-huit cent soixante-huit (1868) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, étant un lot situé sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Sauveur, contenant vingt-huit pieds de front sur la dite rue

the forenoon, there will be sold in the parish of Saint Paul de Chester, at the parochial church door of the said parish, in the county of Arthabaska, the rights and immovable properties hereinafter described, to wit:

a. A land being the west north half of the lot number twelve of the sixth range of the township of Chester, containing five arpents in front, more or less, by the depth of the lot, known and designated on the official cadastre for the parish of Saint Paul de Chester, as being the west north half of number one hundred and nine ($\frac{1}{2}$ n.-o. 109); bounded by two sides to Johnny Côté or representatives—with buildings thereon erected;

b. The rights and pretensions of said Zéphirin Desrochers in and on the land hereinafter described and specially le droit de réméré stipulated in a deed of sale bearing date of March 28th, 1918, registered on the fourth of April, 1918, by paying and reimbursing to J. E. Hudon the sum of three hundred and fifty dollars, with interest of 8% since March 15th, 1919, as the whole is mentioned in the said deed of vente à réméré consented by the said Zéphirin Desrochers to J. E. Hudon, on March 28th, 1918, in and upon the following land: a land being part of lot number eight of the sixth range of the township of Chester, known and designated to the official plan and book of reference for the parish of Saint Paul de Chester, as being the southeast part of number one hundred and five (p. s.-e. 105), containing two arpents and a half in front, more or less, by the depth of the lot; bounded by one side to Paul Lefebvre, and the other side to France Grenier—with buildings thereon erected.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

The sale is made pursuant to article 20, par. 4, ss. and the art. 716, 717 and 741 C. C. P.

Condition of sale: Cash.

For further information apply to the undersigned trustee.

GUSTAVE PICHER,

Authorized trustee.

Office: Church Street.

Arthabaska, September 22nd, 1924. 4490—39-2

In the matter of J. Nap. Beaulé, grocer, 206 Saint Sauveur Street, Québec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the THIRTIETH day of OCTOBER 1924, at ELEVEN o'clock A. M., will be sold at our office, 101 Saint Peter Street, Québec, the immovable properties as follows:

1. Lots numbers one thousand eight hundred and eighty seven-A, one thousand eight hundred and eighty-seven and one thousand eight hundred and sixty eight-A (1887-A, 1887 and 1868-A) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, situated corner of Saint Sauveur and Colomb Streets, measuring 56 feet and 6 inches in front on said Saint Sauveur Street by 64 feet in depth, and lot number one thousand eight hundred and eighty six (1886) of said cadastre, measuring 11 feet in front on Colomb Street, by 64 feet in depth, the whole more or less, English measure—with the house and other buildings thereon constructed.

2. Lot number one thousand eight hundred and sixty eight (1868) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, situated on the southwest side of Saint Sauveur Street, measuring twenty eight feet in front on said

Saint-Sauveur, sur soixante-quatre pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Le lot numéro dix-huit cent soixante-neuf (1869) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, situé sur le côté nord de la rue Châteauguay, contenant 40 pieds de front sur 60 pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

La vente se fera pour chaque item séparément.

Les titres et certificats sont visibles à notre bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C. et aussi à l'article 20, paragraphe 4, A. B. C. de la loi de faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics,

BÉDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,
Québec, le 25 septembre, 1924. 4499—39-2

Canada, Province de Québec, district de Richelieu. Dans l'affaire de Adélard Frappier, beurrier, de la ville de Sorel, Qué., débiteur.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un terrain situé en la cité de Sorel, sur le côté sud de la rue Provost, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Sorel comme faisant partie du lot numéro cent cinquante-sept (Ptie 157), mesurant soixante-six pieds de largeur par cent dix-neuf pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornée en front vers le nord par la rue Provost, en profondeur par une autre partie du dit lot No. 157, du côté est par le lot No 158 et du côté ouest par le lot No 156—avec les bâtisses dessus construites, servant de buanderie et fromagerie, circonstances et dépendances,

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du District de Montréal, en matière de faillite, suivant les dispositions de l'article 20, par. 4, lettre C, ayant effet du décret, au bureau du shérif du district de Richelieu, situé au palais de justice, en la Ville de Sorel, dit district, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE mil neuf cent vingt-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Le syndic,

VINCENT LAMARRE.

Bureau: 83 Craig Ouest, Montréal.
Montréal, 24 septembre 1924. 4501—39-2

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska. Dans l'affaire de Victorien Lavigne, journalier, de Drummondville, Qué., insolvable.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

1.—Deux lots ou emplacements sis et situés sur la concession du quatrième rang, de la contenance de cinquante pieds de largeur par cent vingt-cinq pieds de profondeur chacun, lesquels lots sont connus et désignés comme étant les lots numéros vingt et vingt et un (20 et 21) de la subdivision officielle du lot numéro cent trente-

Saint Sauveur Street, by sixty four feet in depth, the whole more or less, English measure—with the house and other buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

3. Lot number one thousand eight hundred and sixty nine (1869) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, situated on the north side of Chateauguay Street, measuring 40 feet in front by 60 feet in depth, the whole more or less—with house thereon constructed, circumstances and dependencies.

The sale will be made for each item separately.

Titles and certificates may be seen at our office.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C.C.P. and also to article 20, paragraph 4 A. B. C., of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Trustees.

Office: 101 Saint Peter Street,
Quebec, September 25th, 1924. 4500—39-2

Canada, Province of Quebec, District of Richelieu. In the matter of Adélard Frappier, butter-maker, of the Town of Sorel, Que., debtor.

Public notice is hereby given that the immovable described as follows:

A lot of land situate in the city of Sorel, on the south side of Provost Street, known and designated on the official plan and book of reference of the Town of Sorel, as forming part of the lot number one hundred and fifty seven (Pt. 157), measuring sixty six feet in width by one hundred and nineteen feet in depth, English measure and more or less; bounded in front to the north by Provost Street, in the depth by another part of said lot No. 157, on the east side by the lot No. 158 and on the west side by the lot No. 156—with the buildings thereon erected, used as a butter and cheese factory, circumstances and dependencies,

Will be sold by virtue of a judgment of the Superior Court of the District of Montreal, sitting in Bankruptcy, pursuant to the provisions of article 20, par. 4, letter C, having effect of the decree, at the office of the sheriff of the district of Richelieu, at the Court House, in the town of Sorel, said district, on WEDNESDAY, the TWENTY NINTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and twenty four, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions of payment: 20% cash, the balance in three days.

For further particulars and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,

Trustee.

Office: 83 Craig West, Montreal.
Montreal, September 24, 1924. 4502—39-2

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska. In the matter of Victorien Lavigne, laborer, of Drummondville, Que., insolvent.

Public notice is hereby given that the immovables designated as follows:

1.—Two lots or emplacements lying and situate in the concession of the fourth range, each containing fifty feet in width by one hundred and twenty five feet in depth, which lots are known and designated as being the lots numbers twenty and twenty one (20 and 21) of the official subdivision of lot number one hundred and thirty

huit (138), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham—avec les bâtisses y érigées.

2.—Un lot ou emplacement sis et situé du côté sud-ouest de la rue Hériot, en la ville de Drummondville, mesurant soixante-six pieds de largeur par cent trente-deux pieds de profondeur, plus ou moins, maintenant connu et désigné comme lot portant le numéro soixante-dix-huit (78), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier est de la ville de Drummondville, comté de Drummond.

Seront vendus en vertu d'un jugement de la Cour supérieure du district de Québec, en matière de faillite, rendu le cinq septembre, mil neuf cent vingt-quatre, portant le No 208f des dossiers de ladite cour, suivant les dispositions de la loi de faillite, art. 20, par. 4 et suivants, ayant effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric-de-Drummondville, comté de Drummond, JEUDI, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent vingt-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Condition de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,

VINCENT LAMARRE.

Bureau: 83 Craig-Ouest, Montréal.

Montréal, 24 septembre 1924. 4503—39-2

Canada, province de Québec, district de Saint-Hyacinthe. Dans l'affaire de Victorien Lavigne, journalier, Drummondville, Qué., insolvable.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Une terre de trois cent quatre-vingts arpents de terre étant les numéros quatre cent soixante-quatorze, quatre cent soixante-quinze, quatre cent soixante-dix-sept et quatre cent soixante-dix-huit (474, 475, 477 et 478), aux plan et livre de renvoi officiels de Saint-André-d'Acton—avec bâtisses,

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du District de Québec, en matière de faillite, rendu le cinq septembre, mil neuf cent vingt-quatre, portant le No 208-F des dossiers de la dite Cour, suivant les dispositions de la loi de faillite, article 20, para. 4 et suivants, ayant effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Saint-André-d'Acton, comté de Bagot, VENDREDI, le TRENTE et UNIEME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent vingt-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Condition de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,

VINCENT LAMARRE.

Bureau: 83 Craig eOust, Montréal.

Montréal, 24 septembre 1924. 4505—39-2

Dans l'affaire de L.-P. Beaudin, marchand, Grande-Rivière, Co. Gaspé, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le DIXIEME jour d'OCTOBRE 1924, à DIX heures A.M., seront vendus à la porte de l'église de Grande-Rivière, les immeubles en cette affaire, comme suit:

eight (138), on the official plan and book of reference of the township of Grantham—with the buildings thereon erected;

2. A lot or emplacement lying and situate on the southwest side of Heriot Street, in the town of Drummondville, measuring sixty six feet in width by one hundred and thirty two feet in depth, more or less, now known and designated as lot bearing number seventy eight (78), on the official plan and book of reference of the east ward of the town of Drummondville, county of Drummond.

Will be sold by virtue of a judgment of the Superior Court of the district of Quebec, sitting in Bankruptcy, rendered the fifth of September, one thousand nine hundred and twenty four, bearing No. 208f of the records of the said court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, art. 20, par. 4 and following, having effect of the decree, at the door of the church of the parish of Saint Frédéric de Drummondville, county of Drummond, on THURSDAY, the THIRTIETH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and twenty four, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions of payment: 20% cash, the balance in three days.

For further particulars and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,

Trustee.

Office: 83 Craig West, Montreal.

Montreal, September 24th, 1924. 4504—39-2

Canada, Province of Quebec, District of Saint Hyacinthe. In the matter of Victorien Lavigne, laborer, Drummondville, Que., insolvent.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

A farm of three hundred and eighty arpents being the numbers four hundred and seventy four, four hundred and seventy five, four hundred and seventy seven and four hundred and seventy eight (474, 475, 477 & 478), on the official plan and book of reference of Saint André d'Acton—with buildings,

Will be sold by virtue of a judgment of the Superior Court of the district of Quebec, sitting in Bankruptcy, rendered the fifth of September, one thousand nine hundred and twenty four, bearing No. 208-F of the records of the said court, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, par. 4 and following, having effect of the decree, at the door of the church of the parish of Saint André d'Acton, county of Bagot, on FRIDAY, the THIRTY FIRST day of OCTOBER, one thousand nine hundred and twenty four, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions of payment: 20% cash, the balance in three days.

For further particulars and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,

Trustee.

Office: 83 Craig West, Montreal.

Montreal, September 24, 1924. 4506—39-2

In the matter of L. P. Beaudin, merchant, Grande-Rivière, county of Gaspé, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TENTH of OCTOBER 1924, at TEN o'clock A.M., there will be sold at the door of the church of Grande-Rivière, the immoveables belonging to this estate, described as follows:

A. Un certain morceau de terrain situé dans la Seigneurie de Grande-Rivière, connu comme étant le lot numéro quatre-vingt-quatre (84), de la municipalité de Grande-Rivière, premier rang Est de la Rivière;

B. Un certain morceau de terrain situé dans la Seigneurie de Grande-Rivière, formant partie du lot connu sous le numéro quatre-vingt-sept (87) de la municipalité de Grande-Rivière, premier rang est de la rivière, cette partie du dit lot ayant été réservée pour lui-même par ledit L.-P. Beaudin, dans un certain acte d'échange passé entre lui et Zéphirin Beaudin, le vingt-quatrième jour de septembre, mil neuf cent un (septembre 24, 1901), enregistré à Percé dans le registre B, volume 30, page 602, le vingt-huitième jour de septembre, mil neuf cent un (28 septembre 1901), sous le numéro cinq cent quatre-vingt. Ledit morceau ainsi réservé et qui est maintenant annoncé en vente étant décrit dans ledit acte comme suit :

"Louis-Philippe Beaudin se réserve de sur le dit numéro quatre-vingt-sept (87), le magasin actuellement en construction et la grandeur du terrain sur lequel ledit magasin est bâti et sa devanture, et le petit "store" en arrière dudit magasin; borné en front vers le sud au chemin public, d'un côté vers l'est par le lot 82, au nord et à l'ouest au reste dudit lot 87.

C. Un certain morceau de terrain situé dans la Seigneurie de Grande-Rivière, connu sous le lot quatre-vingt-six (86) de la municipalité de Grande-Rivière, premier rang est de la rivière.

Ledit L.-P. Beaudin est le seul et unique propriétaire de la partie du lot 86 mesurant 49 pieds de front par 216 de profondeur et borné en front vers le nord par le chemin public, en arrière vers le sud au lot 84, d'un côté vers l'est au reste du lot 86 et de l'autre côté à l'ouest au lot 88. L'acheteur desdits 49 pieds par 216 deviendra donc propriétaire absolu de ce morceau.

En ce qui concerne les lots numéros 84, la partie du lot 87 et la balance de 86, tels que ci-haut décrits, ils seront vendus sujets à une substitution créée en faveur des frères et sœurs dudit L.-P. Beaudin. Ceci veut dire que l'acheteur prendra possession, immédiatement de ces lots et partie de ce lot. Si lors du décès de L.-P. Beaudin, il n'a pas d'enfants vivants alors, ces deux lots 84 et partie de 87 et balance de 86 retourneront aux frères et sœurs de L.-P. Beaudin et l'acheteur sera obligé de délaisser ces propriétés. Cependant, si, lors du décès dudit L.-P. Beaudin, ce dernier laisse des enfants, alors l'acheteur restera le propriétaire absolu de ces propriétés et il ne sera pas obligé de les remettre à personne, et les frères et sœurs de L.-P. Beaudin et les enfants de L.-P. Beaudin, n'auront alors aucun droit dans ces propriétés. C'est probablement ce qui arrivera, car ledit L.-P. Beaudin est maintenant âgé de soixante ans, et il est père de cinq enfants vivant.

La vente se fera pour chaque item séparément, au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificat sont visibles à mon bureau, et le tout visible sur les lieux en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article "20", paragraphe 4 A, B, C, de la loi de Faillite,

A. A certain parcel of land situate in the seignior of Grand River, known as being the lot number eighty four (84) of the municipality of Grande-Rivière, first range east of the river;

B. That certain parcel of land situate in the seignior of Grand River, forming part of the lot known under the number eighty seven (87) of the municipality of Grande-Rivière, first range east of the river, that part of said lot having been reserved for himself by the said L. P. Beaudin in a certain deed of exchange passed between him and Zéphirin Beaudin the twenty fourth day of September, one thousand nine hundred and one (September 24, 1901) registered at Percé, in register B, volume 30, page 602 the twenty eighth day of September, one thousand nine hundred and one (September 28, 1901) under number five hundred and eighty. The said parcel of land thus reserved and which is now advertised for sale being described in the said act as follows:

Louis Philippe Beaudin reserves for himself in and out of said number eighty seven (87) the store presently under construction and the extent of land upon which the said store is built and the land in front thereof and the small store in rear of the first store, bounded in front to the south by the public road, on one side to the east by lot 82, to the north and west by the residue of said lot 87.

C. That certain parcel of land situate in the seignior of Grand River, known as being lot eighty six (86) of the municipality of Grande-Rivière, first range east of the river.

The said L. P. Beaudin is the sole and only proprietor of that part of lot 86 measuring 49 feet in front by 216 feet in depth and bounded in front to the north by the public road, in rear to the south by lot 84, on one side to the east by the residue of lot 86 and on the other side to the west by lot 88. The purchaser of the said 49 feet by 216 shall consequently become the absolute proprietor of the said parcel of land.

With respect to lots number 84, the part of lot 87 and the balance of 86, as hereabove described, they shall be sold subject to a substitution created in favour of the brothers and sisters of said L. P. Beaudin. This signifies that the purchaser shall take possession immediately of such lots and part of such lot. If at the death of L. P. Beaudin none of his children survives him, then these two lots 84 and part of 87 and the balance of 86 shall return to the brothers and sisters of L. P. Beaudin and the purchaser shall be bound to quit such properties. However, if at the death of said L. P. Beaudin, some of his children survive him, then the purchaser shall remain the absolute proprietor of the said properties and he shall not be bound to return them to anybody, and the brothers and sisters of L. P. Beaudin and the children of L. P. Beaudin shall then have no right in such property. It is probably what will happen as the said L. P. Beaudin who is now sixty year old and the father of five living children.

Each item to be sold separately and to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office and the whole may be inspected on the premises at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 4 A, B, C of the Bankruptcy Act and also

et aussi aux articles 716 et 717 du C.P.C. qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie,

Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.

Québec, ce 4 septembre, 1924. 4147—36-2

to articles 716 and 717 C.C.P. which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,

Trustee.

Offices: 44 Dalhousie street,

Canada Steamship Lines, Ltd., Building.

Quebec, September 4, 1924. 4148—36-2

Dans l'affaire de P.-R. & A. Pratt, marchands de bois et propriétaires de moulin, Matapédia, cédants autorisés. Avis est par le présent donné que MARDI, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE, 1924, à DIX heures a.m., sera vendu à la porte de l'église de Matapédia, l'actif en cette affaire, comme suit:

A.—Un lot de bois, billots, planches, bardeaux \$1,332.25
B.—Grèments de chantier 420.89
C.—Roulant: Chevaux, voitures, etc. 381.00
D.—Ameublement de bureau 38.00
E.—Un coffre-fort "Taylor" 50.00
F.—Une machine à écrire "Remington" 30.00
G.—Crédits suivant liste 111.16

H.—Un lot de terre contenant un mille de long sur quatre acres de large, connu sous le lot "B", dans le rang trois (3) Rivière Restigouche—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

I.—Les lots numérotés un, deux, trois et quatre (1-2-3-4) du quatrième rang (4) Chemin Kempt, canton Restigouche, chaque lot étant un mille de long sur quatre acres de large

J.—Un certain lot de terre situé dans le canton Restigouche, et borné comme suit à l'est par le lot numéro vingt (20), en avant ou au sud par le centre du chemin, à l'ouest par le résidu du dit lot, propriété de Hugh Sillars, et en arrière par le lot numéro un (1) étant partie du lot numéro vingt et un (21) du cadastre officiel du premier rang du dit canton de Restigouche—avec bâtisses dessus construites, moulin à scie et machineries, circonstances et dépendances.

K.—La partie sud-ouest du lot numéro onze B (11-B) du 2^{ème} rang, rivière Restigouche, canton Restigouche, comté de Bonaventure; bornée au nord par Alcide Lagacé, à l'est par le lot No 10, à l'ouest par le lot No 12, au sud par la ligne de base entre les rangs un et deux de la rivière Restigouche, contenant soixante acres en superficie, plus ou moins—avec une maison et une petite grange dessus construites, circonstances et dépendances

L.—Une maison située sur un certain terrain connu comme faisant partie du lot numéro quarante-deux-F (42-F) du premier rang du canton Restigouche; borné au nord au chemin Matapédia, à l'est à Robert Ferguson, au sud à la rivière Matapédia, à l'ouest à John A. Ryan, sujet à une rente annuelle de \$10.00 payable à Restigouche Salmon Club.

M.—Les droits de coupe de bois sur les lots vingt-deux-C et vingt-trois-A (22-C et 23-A) dans le premier rang, rivière Restigouche, canton Restigouche

N.—Un certain terrain situé dans le premier rang Restigouche, canton Matapédia connu comme faisant partie du lot numéro trente cinq-B (Ptie 35-B).

In the matter of P R. & A. Pratt lumber merchants and sawmill owners Matapédia, authorized assignors. Notice is hereby given that on TUESDAY, the SEVENTH day of OCTOBER, 1924, at TEN o'clock A M., there will be sold at the door of the church of Matapédia, the assets pertaining in this estate, described as follows:

A.—A lot of wood, logs, boards, shingles \$1,332.25
B.—Camp equipment 420.89
C.—Rolling stock: horses, wagons, etc. 381.00
D.—Office furniture 38.00
E.—One "Taylor" Safe 50.00
F.—One "Remington" Typewriter 30.00
G.—Credits as per list 111.16

H.—A lot of land containing one mile in length by four acres in width, known as being lot "B" in range three (3), river Restigouche—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

I.—The lots numbers one, two, three and four (1 2 3 and 4) of the fourth (4) range, Kempt road, township of Restigouche each lot being one mile long by four acres wide.

J.—That certain lot of land situate in the township of Restigouche and bounded as follows: to the east by lot number twenty (20), in front or to the South by the middle of the road, to the West by the residue of said lot belonging to Hugh Sillars, and in rear by lot number one (1) being part of lot number twenty one (21) of the official cadastre of the first range of said township of Restigouche—with the buildings thereon erected, a saw-mill and machinery, circumstances and dependencies.

K.—The southwest part of lot number eleven B (11-B) of the second range, river Restigouche, township of Restigouche, county of Bonaventure; bounded to the North by Alcide Lagacé, to the East by lot No. 10, to the West by lot No. 12, to the South by the base line between ranges 1 and 2 of river Restigouche, containing sixty acres in superficies, more or less—with a house and a small barn thereon erected, circumstances and dependencies

L.—A house situate on a certain parcel of land known as forming part of lot number forty two-F (42-F) of the first range of the township of Restigouche; bounded to the north by the Matapédia Road, to the East by Robert Ferguson, to the South by river Matapédia, to the West by John A. Ryan, subject to an annual ground rent of \$10.00 payable to Restigouche Salmon Club.

M.—The rights to cut timber upon lots twenty two-C and twenty three-A (22-C and 23-A), in the first range of river Restigouche, township of Restigouche.

N.—That certain lot of land situate in the first range of Restigouche, township of Matapédia, known as forming part of lot number thirty five-B (Pt 35-B).

La vente se fera pour chaque item séparément en bloc, à tant dans la piastre pour les item A, B, C, D et G et au plus haut enchérisseur pour les autres item.

Les listes détaillées du bois, du roulant et des crédits sont visibles à mon bureau ainsi que les titres et certificats.

Le tout sera visé en aucun temps en s'adressant à Alex. Pratt, Matapédia.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe 4 A, B, C de la Loi de Faillite, et aussi aux articles 716 et 717 du C. P. C. et équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
J.-P. E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Da housie.

Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.,
Québec, ce 4 septembre 1924. 4149-36-2

Each item to be sold separately, *en bloc*, at so much in the dollar for item A, B, C, D and G, and to the highest bidder for all other item.

Detailed list of the wood, rolling stock and credits may be seen at my office, as well as the titles and certificates.

The whole may be inspected at any time on applying to Alex. Pratt, Matapédia.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 4 A, B, C of the Bankruptcy Act and also to articles 716 and 717 C.C. P., which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment Cash:

J. P. E. GAGNON

Trustee.

Office: 44 Dalhousie Street,

Canada Steamship Lines, Ltd. Building,
Quebec September 4, 1924. 4150-36-2

Canada, Province de Québec, District de Kamouraska. Dans l'affaire de l'actif de J.-Baptiste Roussel, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Co. Kamouraska, P. Q., cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné, que MARDI, le VINGT ET UNIEME jour d'OCTOBRE, 1924, à DEUX HEURES ET DEMIE de l'après-midi, seront vendus à la porte de l'église de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, les immeubles suivants, savoir :

"Un terrain avec bâtisses dessus construites, situé en le premier rang de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, contenant environ treize perches et soixante-quatorze pieds en superficie, mesurant au sud-est trente pieds et six pouces, mesure française, au nord-ouest trente-trois pieds, au sud-ouest et au nord-est, cent trente-cinq pieds, même mesure, et faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-six (186), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, et étant la partie sud-ouest de ce lot--circonstances et dépendances".

Vente faite conformément à l'article 20, paragraphe 4 de la Loi de Faillite, qui a les mêmes effets qu'une vente faite par le shérif.

Rivière-du-Loup, 13 septembre 1924.

Le Syndic Autorisé,

4323-38-2

EUDORE BEAUDOIN.

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska. In the matter of J. Baptiste Roussel, Sainte Anne de la Pocatière, Co. Kamouraska, P. Q., authorized assignor.

Public notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY FIRST day of OCTOBER, at HALF past TWO o'clock in the afternoon, will be sold at the church door of Sainte Anne de la Pocatière, the following properties :

"A piece of land, with buildings thereon erected, situated in the first range of the parish of Sainte Anne de la Pocatière, containing about thirteen perches and seventy four feet in superficies, measuring to the southeast, thirty feet and six inches, French measurements, to the northwest thirty three feet, to the southwest and to the northeast one hundred and thirty five feet, same measurements, and forming part of the lot number one hundred and eighty six (Pt. 186), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte Anne de la Pocatière, and being the southwest part of this lot--circumstances and dependencies".

Sale made pursuant to article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy Act, which gives it the effects of a Sheriff's sale.

Rivière du Loup, this thirteenth day of September, 1924.

EUDORE BEAUDOIN,

4324-38-2

Authorized trustee.

Canada, Province de Québec, district de Kamouraska. Dans l'affaire de l'actif de Ernest T. Gagnon, Saint-Léon-le-Grand, Comté de Matapédia, P. Q., cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE 1924, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus à la porte de l'église Saint-Léon-le-Grand, le tout conformément à l'article 20, paragraphe 4 de la loi de Faillite, les immeubles suivants, savoir :

Le lot de terre numéro quatre, du premier rang, du cadastre officiel du canton Pineau—avec bâtisses et dépendances dessus construites.

La vente sera faite au plus haut enchérisseur. Conditions de paiement: Argent comptant. Rivière-du-Loup, 17 septembre 1924.

Le syndic autorisé,

4365-38-2

EUDORE BEAUDOIN.

Canada, province of Quebec, district of Kamouraska. In the matter of Ernest T. Gagnon, Saint Leon le Grand, County of Matapédia, P. Q., authorized assignor.

Public notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY SECOND day of OCTOBER 1924, at TEN o'clock in the forenoon will be sold at the church door of Saint Leon le Grand, County of Matapédia, pursuant to article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy Act, the following properties:

The lot of land number four, of the first range, for the official cadastre of the township Pineau—with dwellings and dependencies thereon erected.

To be sold to the highest bidder.

Terms of payment: Cash.

Rivière du Loup, September 17th, 1924.

EUDORE BEAUDOIN,

4366-38-2

Authorized trustee.

Province de Québec, district de Québec, Cause 53F.—Dans l'affaire de Joseph-J. Gagné, de Saint-Jean-Deschailons, province de Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour supérieure, division de faillite, le vingt et unième jour de juin 1924, et tel que prescrit par l'article 20 de la Loi de faillite, les immeubles ci-après désignés seront vendus par encan public, en un seul lot (en bloc), le MARDI, VINGT-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1924, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église catholique de Saint-Jean-Deschailons, province de Québec, savoir:

A.—Un terrain de forme irrégulière situé sur les terres du premier rang de la paroisse de Saint-Jean-Deschailons, au nord du chemin public, contenant trente-deux pieds de largeur sur le chemin public et soixante-huit pieds aussi de largeur sur la côte, sur deux cents pieds de profondeur du côté nord-est, mesure anglaise; borné en front, au sud, au chemin public, au nord à la côte, au nord-est, au terrain de la fabrique, et au sud-ouest à J.-J. Gagné ou représentants, et à la route qui conduit au quai; connu sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Jean-Deschailons, comme faisant partie du lot cent vingt-cinq (125 P.)—circonstances et dépendances.

B.—Un terrain faisant partie du lot cadastral numéro cent vingt-cinq (125 P.); de la paroisse de Saint-Jean-Deschailons, situé sur les terres du premier rang de la dite paroisse, au nord du chemin public, contenant cinquante pieds de front sur cent quatre pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front, au sud, au dit chemin, au nord et au nord-est au terrain de la fabrique de Saint-Jean, et au sud-ouest à la route qui conduit au quai—et les bâtisses et dépendances.

Un dépôt de \$500.00 sera exigé avant l'adjudication.

Pour autres renseignements et conditions de vente, s'adresser au syndic soussigné.

J.-A. TURCOTTE.

Bureau de Turcotte, Merrill & Potvin,
50, rue Notre-Dame ouest, Montréal.
4367—38-2

Province de Québec, district de Montréal, No 69. Dans l'affaire de "La Cie des Bois du Nord, Ltée, d'Amos, Qué., cédants autorisés.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, division de faillite, le douzième jour de septembre, 1924, et tel que prescrit par l'article 20 de la Loi de Faillite, les immeubles ci-après désignés seront vendus par encan public, en un seul lot, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1924, à la porte de l'église paroissiale d'Amos, Qué., à DEUX heures de l'après-midi:

Des emplacements connus et désignés comme étant les numéros 112, 113, 114, 115, 116, 124, 135, 136, 204, 204-A, 305, 315, 316, 317 et 317-A des plan et livre de renvoi officiels du village d'Amos—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour autres renseignements et conditions de vente, s'adresser aux Syndics soussignés.

TURCOTTE & MERRILL.

50 rue Notre-Dame Ouest, Montréal.
4369—38-2

Province of Quebec, district of Quebec, Cause 53F.—In the matter of Joseph J. Gagné, of Saint Jean Deschailons, Province of Quebec, authorized Assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered by the Superior Court, Bankruptcy Division, the 21st day of June, 1924, and in accordance with the provisions of Article 20 of the Bankruptcy Act, the immovable properties hereafter described will be sold by public auction, in one lot (*en bloc*), on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the door of the Catholic Church of Saint Jean Deschailons, Province of Quebec, to wit:

A.—A lot of land of irregular form situate in the first range of the parish of Saint Jean Deschailons, on the north side of the public road, measuring thirty two feet in width on the public road and sixty eight feet in width on the hill, by two hundred feet in depth on the northeast side, English measure; bounded in the front on the south by the public road, on the north by the hill, on the northeast by the property of La fabrique, on the southwest by the property of J. J. Gagné or representatives and the route leading to the wharf; known on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Deschailons, as being part of lot one hundred and twenty five (125 P.)—with buildings and other improvements thereon erected.

B.—A certain lot being part of lot cadastral number one hundred and twenty five (125 P.), of the parish of Saint Jean Deschailons, situate in the first range of the said parish, on the north side of the public road, measuring in front fifty feet by one hundred and four feet in depth, English measure; bounded in the front on the south side by the public road, on the north and northeast by the property of the Fabrique of Saint Jean, and on the southwest by the route leading to the wharf—with buildings thereon erected.

A deposit of \$500.00 will be required before adjudication.

For further particulars and conditions of sale, apply to the undersigned Trustee.

J. A. TURCOTTE.

Office of Turcotte, Merrill & Potvin,
50 Notre Dame Street West, Montreal.
4368—38-2

Province of Quebec, district of Montreal, No. 69. In the matter of: "La Cie des Bois du Nord, Ltée, Amos, Province of Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered by the Superior Court, Bankruptcy Division, the 12th day of September, 1924, and in accordance with the provisions of Article 20 of the Bankruptcy Act, the immovable properties hereafter described will be sold by public auction, in one lot, on the TWENTY THIRD day of OCTOBER, 1924, at the door of the Catholic Church, Amos, Que., at TWO o'clock in the afternoon.

The lots of land known and designated as being numbers 112, 113, 114, 115, 116, 124, 135, 136, 204, 204-A, 305, 315, 316, 317 and 317-A of the official plan and book of reference of the Village of Amos—the mill and other buildings and immovables erected thereon.

For further particulars and conditions of sale, apply to the undersigned Trustees.

TURCOTTE & MERRILL.

50 Notre Dame Street West, Montreal.
4370—38-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 402. Dame Minnie Vallée, demanderesse; vs Joseph-André Desmarteau *et al*, défendeurs.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure du district de Montréal, en date du 17 septembre 1924, dans une cause dans laquelle Dame Minnie Vallée, épouse de feu Henri Hervieux, en son vivant, médecin, es-qualité de légataire universelle à la Succession de feu Dame Marie-Louise Badeaux, en son vivant, épouse de feu Jean-Baptiste Vallée, est demanderesse; et Joseph-André Desmarteau, Lionel Desmarteau, Henri Desmarteau, tous trois gentilshommes, des cité et district de Montréal, et Dame Hermine Beaudry, veuve de feu Sir Pierre-Evariste Leblanc, en son vivant, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Une propriété sise et située en la Cité de Montréal, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, comme faisant partie du lot numéro six cent douze (612), contenant trente et un pieds et six pouces de largeur par soixante-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée en front par la rue Saint-Laurent, en profondeur par le résidu du lot numéro six cent douze (612), appartenant à la succession Joseph Vallée, du côté nord par le lot numéro six cent onze (611), et de l'autre côté par le lot numéro six cent treize (613)—avec bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1924, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice du district de Montréal, chambre 31, ou dans toute autre chambre que le juge désignera, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé, comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 20 septembre 1924.

(Signé) J.-E.-C. BUMBRAY,
L'avocat de la demanderesse.

Vraie copie,
J.-E.-C. BUMBRAY,
Avocat de la demanderesse. 4449—39-2

Sale by licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 402. Dame Minnie Vallée, plaintiff; vs Joseph Andre Desmarteau *et al*, defendants.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court of the District of Montreal, the 17th September, 1924, in a cause wherein Dame Minnie Vallée, wife of the late Henri Hervieux, in his lifetime physician, *es-qualité* of universal legatee to the Estate of the late Dame Marie Louise Badeaux, in her lifetime wife of the late Jean Baptiste Vallée, is plaintiff; and Joseph André Desmarteau, Lionel Desmarteau, Henri Desmarteau, all gentlemen of the City and District of Montreal, and Dame Hermine Beaudry, widow of the late Sir Pierre Evariste Leblanc, in his lifetime, Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, are defendants, ordering the licitation of the immovable described as follows, to wit:

A property situate in the City of Montreal known and designated on the official Plan and Book of reference of Saint Lawrence Ward, as forming part of lot number six hundred and twelve (612), containing thirty one feet and six inches width by seventy four feet in depth, English measure, more or less, and bounded in front by Saint Lawrence Street, in depth by the residue of lot number six hundred and twelve (612), belonging to the Estate Joseph Vallée, to the north by lot six hundred and eleven, and on the other side by lot number six hundred and thirteen (613)—with buildings thereon erected.

The above immovable will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER, 1924, at THIRTY minutes past TEN A.M., sitting the Court, in Room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room designated by the judge, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of said Court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from the right of so doing.

Montreal, 20th September, 1924.

(Signed) J. E. C. BUMBRAY,
Attorney for plaintiff.

True copy,
J. E. C. BUMBRAY,
Plaintiff Attorney. 4450—39-2

VENTES PAR LE SHÉRIF BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

SHERIFF'S SALES BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **CORINNE ROY**, demande-
No 8112. } resse; contre **GEDEON**
TREPANIER ET AL, défendeurs.

Comme appartenant à Stanislas Labbé:

Les lots numéros trente-cinq-A, trente-cinq-B, trente-six-A, trente-six-B (35-A, 35-B, 36-A et 36-B), d'après les plan cadastral et livre de renvoi officiels pour le premier rang du canton de Ditchfield—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agnès-du-Lac-Mégantic, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le hérif.

Bureau du shérif, **GUSTAVE GARANT**.
Saint-Joseph, Beauce, 23 septembre 1924.
[Première publication, 27 septembre 1924]

4473—39-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **CORINNE ROY**, plaintiff;
No. 8112. } against **GEDEON**
TREPANIER ET AL, defendants.

As belonging to Stanislas Labbé:

The lots numbers thirty five A, thirty five-B, thirty six-A and thirty six-B (35-A, 35-B, 36-A and 36-B), on the official cadastral plan and book of reference for the first range of the township of Ditchfield—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Agnès of Lake Mégantic, on the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER next, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Joseph, Beauce, 23rd September, 1924.
[First publication, September 27, 1924]

4474—39-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **WILLIAM BEAUPRE**,
No 8111. } demandeur; contre
GEDEON TREPANIER ET AL, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur Gédéon Trépanier:

Les lots numéros trente-trois-A, trente-trois-B et trente-quatre (33-A, 33-B et 34), d'après les plan cadastral et livre de renvoi officiels pour le premier rang du canton Ditchfield—avec bâtisses, circonstances et dépendances. A distraire l'emplacement de la maison d'école, avec bâtisse.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement en la ville de Mégantic, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE 1924, à ONZE HEURES ET DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif.

Bureau du shérif, **GUSTAVE GARANT**.
Saint-Joseph, Beauce, 25 septembre 1924.
[Première publication, 27 septembre 1924]

4511—39-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **WILLIAM BEAUPRE**,
No. 8111. } Plaintiff; against
GEDEON TREPANIER ET AL, defendants.

As belonging to the defendant Gédéon Trépanier:

The lots numbers thirty three-A, thirty three-B and thirty four (33-A, 33-B and 34), on the official cadastral plan and book of reference for the first range of the township of Ditchfield—with buildings, circumstances and dependencies. Except the emplacement of the school house and building.

To be sold at the registrar's office, in the town of Mégantic, the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER, 1924, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Joseph, Beauce, September 25, 1924.
[First publication, September 27, 1924]

4512—39-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.

Canada, } **GEDEON BEAUPRE**,
Province de Québec, } agent de commerce,
District de Bedford. } de la cité et du district de
No 1703. } Saint-Hyacinthe, deman-
deur; contre **FARNHAM RUBBER COM-**

PANY, LIMITED, corps politique incorporé, ayant son siège social dans la cité de Montréal, district de Montréal, défenderesse, et Emile Ostiguy, agent financier, en sa qualité de fidéicommissaire de ladite compagnie défenderesse, et Vincent Lamarre et Joseph Turcotte, tous deux comptables et syndics autorisés, en leur qualité de syndics conjoints aux biens de ladite "Farnham Rubber Company, Limited", tous trois de la cité de Montréal, district de Montréal, mis en cause.

Comme appartenant à la défenderesse:

Un morceau de terrain situé dans la ville de Farnham, comté de Missisquoi, province de Québec, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trente-six, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Farnham (ptie 36); lequel lot est plus spécialement décrit comme suit, à

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } **GEDEON BEAUPRE**,
Province of Quebec, } commercial agent, of
District of Bedford. } the city and district of
No. 1703. } Saint Hyacinthe, Plain-
tiff; against **FARNHAM RUBBER COM-**

PANY, LIMITED, body politic and duly incorporated having its principal place of business in the city and district of Montreal, Defendant, and Emile Ostiguy, financial agent, in his quality of *fidéicommissaire* of the said company defendant, and Vincent Lamarre and Joseph Turcotte, both accountants and authorized trustees, in their quality of joint trustees of the goods of the said company Farnham Rubber Company, Limited, all three of the said city and district of Montreal, *mis en cause*.

As belonging to Defendant:

A certain piece of land, situated in the town of Farnham, in the county of Missisquoi, province of Quebec, known and designated as being part of lot number thirty six, in the official plan and book of reference for the town of Farnham, (pt. 36); which lot is more especially described

savoir: commençant à un point sur la ligne est du lot de la compagnie de chemin de fer "Stanstead Shefford & Chambly", désigné comme lot quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Farnham, suivant la ligne nord-est du mur en brique de l'édifice principal ou manufacture érigée sur le dit terrain; de là et directement en droite ligne, suivant le mur nord-est de ladite manufacture, jusqu'à une limite située à trente pieds, partant de la marque des basses eaux de la rivière Yamaska; de là, en ligne parallèle et à trente pieds de la marque des basses eaux de ladite rivière Yamaska, jusqu'à une ligne de division entre le lot appartenant au débiteur, et celui appartenant à la compagnie "Robert C. Wilkins, Limited", décrit sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot original numéro trente-six (No 36-2); et de là en suivant une ligne droite, parallèle et à une distance de cinquante pieds du mur nord-ouest de la manufacture de la compagnie "Robert C. Wilkins, Limited", jusqu'au chemin public; de là, longeant le chemin public jusqu'à son intersection avec les terrains de la compagnie de chemin de fer "Stanstead, Shefford & Chambly"; et de là, suivant la ligne est des terrains de ladite compagnie de chemin de fer "Stanstead, Shefford & Chambly" jusqu'au point d'origine—avec les bâtisses, l'une en brique et l'autre en bois, ainsi que la manufacture et autres dépendances sus-érigées; avec en plus, les engins, bouilloires, élévateurs, systèmes de chauffage, arbres de couche, et aussi les machines et la machinerie y incorporées faisant partie de ladite manufacture et de ses dépendances; et, en plus, les droits que la compagnie défenderesse possède sur la voie d'évitement construite sur le terrain ci-dessus décrit.

Le tout affecté par une hypothèque en faveur du demandeur.

Avis est par les présentes donné que la vente de l'immeuble ci-dessus décrit, qui a eu lieu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Romuald de Farnham, à Farnham, dit district, le cinquième jour de juillet dernier, aura lieu encore, au même endroit, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

En raison de la fausse enchère de W. G. Roger, conformément à un jugement de l'honorable juge Hackett, en date du onzième jour d'août dernier.

Un dépôt de dix pour cent de l'évaluation municipale du dit immeuble sera exigé de chaque et de tout enchérisseur, avant de recevoir son offre ou son enchère, conformément à un jugement du même juge, rendu le même jour, le onzième jour d'août 1924.

L'évaluation municipale du dit immeuble est de quarante mille piastres.

Le shérif,

Bureau du shérif, C. B. JAMESON.
Sweetsburg, P. Q., 2 septembre 1924.
[Première publication, 6 septembre 1924]
4123—36-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Bedford.

Canada, } JOSEPH-A. BOISVERT,
Province de Québec, } cultivateur, du canton
No 53. } Potton, district de Bedford, demandeur; vs ALCIAR LAGUE, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Sabine, dit district, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:—

Cette ferme connue et désignée aux plan et

in the following manner, to wit: beginning at a point on the east line of the lot of the Stanstead, Shefford & Chambly Railway Company, designated under lot number four hundred and ninety nine (No. 499), of the official plan and book of reference of the said town of Farnham, following the northeast line of the brick wall of the principal building or factory erected on said land; from there directly in straight line, following the northeast wall of said factory to a boundary situated at thirty feet, starting from low water mark of the Yamaska River; from there in a parallel line, and at thirty feet from the low water mark of said Yamaska River, to the divisional line between the lot belonging to the debtor and that belonging to Robert C. Wilkins Co., Limited, described under number two of the official subdivision of the original lot No. thirty six (No. 36-2); from there, following a parallel straight line and at a distance of fifty feet from the northwest wall of the factory of Robert C. Wilkins Co., Limited, as far as the public road; from there, bordering upon the public road as far as the intersection with the land of the railway company of the Stanstead, Shefford & Chambly Railway Company; from there, following the east line of said land of the said railway company Stanstead, Shefford & Chambly to the point of beginning—with two houses, one of brick and the other of wood, as well as the factory and all other dependencies which are erected and made; with moreover the engines, boilers, elevators, heating systems, *arbres de couche* and also the machines and machineries incorporated in and forming part of the said factory and its dependencies; and moreover the rights which the defendant company has in the siding built on the land actually described.

The whole being affected by an hypothec in favor of Plaintiff.

Notice is hereby given that the sale of the above described immovable, which took place at the parochial church door of the parish of Saint Romuald de Farnham, at Farnham, said district, on the fifth day of July last, will again take place, at the same place, the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon.

For the false bidding of W. G. Roger, according to a judgment of the Honourable Justice Hackett, dated the eleventh day of August, 1924.

A deposit of ten per cent of the municipal valuation of the said immovable, shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, according to a judgment of the same Judge, on the same day, August eleventh, 1924.

The municipal valuation of the said immovable is forty thousand dollars.

Sheriff's office, C. B. JAMESON, Sheriff.
Sweetsburg, Que., September 2nd, 1924.
[First publication, September 6th, 1924]
4124—36-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Canada, } JOSEPH A. BOISVERT,
Province of Quebec, } gentleman farmer, of
No 53. } the township of Potton, district of Bedford. Plaintiff; vs ALCIAR LAGUE, farmer, of the parish of Sainte Sabine, said district, Defendant.

As belonging to Defendant:—

That certain farm known and designated

livre de renvoi officiels du cadastre du canton Stanbridge, (paroisse de Saint-Ignace), comme étant les lots numéros trois mille quatre-vingt-onze (3091), trois mille quatre-vingt-douze (3092), trois mille quatre-vingt-quatorze (3094), trois mille cent un (3101), et trois mille cent deux (3102), contenant cent trente et une acres, une vergée et huit perches en superficie, plus ou moins—avec tous les bâtiments et autres dépendances sus-érigés.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ignace-de-Stanbridge, dit district, le HUITIEME jour d'OCTOBRE 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., 2 septembre 1924.

[Première publication, 6 septembre 1924]
4121—36-2

upon the official cadastral plan and in the book of reference, of the township of Stanbridge (parish of Saint Ignace), as being lots numbers three thousand and ninety one (3091), three thousand and ninety two (3092), three thousand and ninety four (3094), three thousand one hundred and one (3101) and three thousand one hundred and two (3102), containing one hundred and thirty one acres, one rood and eight perches in superficies, more or less—with all the buildings and other improvements thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Ignace de Stanbridge, said district, on the EIGHTH day of OCTOBER, 1924, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., September 2nd, 1924.

[First publication, September 6th, 1924]
4122—36-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } **PIERRE alias PITRE**
No 9095 } **VEZINA**, courtier,
de la ville de Chicoutimi, en sa qualité de seul
et unique exécuteur testamentaire de la succes-
sion de feu Dame Eugénie Racine, veuve de feu
Michel-Félix Gourdeau, en son vivant commer-
çant, de la cité de Québec, demandeur; contre
ADELARD GAGNE, journalier, de Bagotville,
défendeur.

Un terrain formant partie du lot cadastral
du village Bagot ou de Bagotville, numéro trois
cent quarante (340), mesurant soixante-six pieds
de front sur cent cinquante pieds de profondeur,
et borné en front ou vers le sud-est par la rue
Bagot, du côté sud-ouest par le lot numéro trois
cent quarante et un (341), appartenant aux
représentants de feu Michel Ouellet, vers le
nord-ouest au terrain de Joseph Perron et vers
le nord-est au terrain de Wilfrid Côté—avec
toutes bâtisses dessus construites ou qui le
seront à l'avenir et toutes dépendances.

Avis est par le présent donné que la vente des
immeubles saisis dans la présente cause, qui
devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi,
le vingt-deuxième jour de septembre 1924, à la
porte de l'église paroissiale de Bagotville, aura
lieu à DIX heures de l'avant-midi, le TREI-
ZIEME jour d'OCTOBRE prochain 1924, à la
porte de l'église paroissiale de Bagotville.

Le shérif,

Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 22 septembre 1924. 4467

HULL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Hull.

No. 6304 } **DAME FABIOLA SMITH**, veuve
de feu Elzebert Roy, de la cité
d'Ottawa, dans la province d'Ontario, demande-
resse; vs **DAME ESTELLA ANN KEARNEY**,

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } **PIERRE alias PITRE**
No. 9095. } **VEZINA**, broker,
of the town of Chicoutimi, in his quality of sole
and only testamentary executor of the estate
of the late Dame Eugénie Racine, widow of the
late Michel Félix Gourdeau, in his lifetime,
trader, of the city of Quebec, plaintiff; against
ADELARD GAGNE, laborer, of Bagotville,
defendant.

A parcel of land forming part of cadastral lot
number three hundred and forty (340) of the vil-
lage of Bagot or Bagotville, measuring sixty six
feet in front by one hundred and fifty feet in
depth and bounded in front or to the southeast
by Bagot Street, to the southwest by lot number
three hundred and forty one (341), belonging
to the representatives of the late Michel Ouellet,
to the northwest by the land of Joseph Perron
and to the northeast by the land of Wilfrid
Côté—will all the buildings thereon erected or
which may be erected in the future and all
dependencies.

Notice is hereby given that the sale of immov-
ables seized in the present cause, formerly
announced to take place at ten o'clock in the
forenoon, the twenty second day of September,
1924, at the door of the parish church of Bagot-
ville, will take place at TEN o'clock in the
forenoon, the THIRTEENTH day of OCTO-
BER next, 1924, at the door of the parish church
of Bagotville.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, September 22nd, 1924. 4468

HULL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Hull.

No. 6304 } **DAME FABIOLA SMITH**, wi-
dow of the late Elzebert Roy,
of the City of Ottawa, in the Province of On-
tario, Plaintiff; vs **DAME ESTELLA ANN**

veuve de feu W. H. Kelly, de la ville de Buckingham, dans le district de Hull, défendresse.

Toute cette portion ou lopin de terre connue aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Buckingham, comme lot huit-A, dans le troisième rang dudit canton de Buckingham—avec tous les bâtiments sus-érigés.

Pour être vendue à la porte de l'église de Buckingham, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX HEURES de l'avant-midi, (heure solaire).

Le Shérif,

I. SAINT-PIERRE.

[Première publication, 6 Septembre 1924]

4133-36-2

KEARNEY, widow of the late W. H. Kelly, of the Town of Buckingham, in the District of Hull, Defendant.

All that piece or parcel of land known according to the official Plan and Book of Reference of the Township of Buckingham as lot Number Eight "A", in the third Range of the said Township of Buckingham—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the Church door of Buckingham, the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

I. SAINT PIERRE,

Sheriff.

[First publication, September 6, 1924]

4134-36-2

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, } FRANCIS BASINET,
District de Joliette, } cultivateur, de la
No 771. } paroisse de Saint-Jean-

de-Matha, dans le district de Joliette, demandeur;
vs AUGUSTE ARCHAMBAULT, cultivateur,
du même lieu, défendeur.

Les immeubles connus et désignés comme étant partie du lot No 551 et les lots Nos 569, 570 et 571 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, dans le district de Joliette.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, le TRENTIEME jour du mois d'OCTOBRE 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.

Joliette, 22 septembre 1924. 4513-39-2

[Première publication, le 27 septembre 1924]

Cour Supérieure.

Province de Québec, } AUGUSTE LOU-

DER, } VENDER, ma-
District de Joliette, } chiniste, des cité et district
No 778. } de Montréal, demandeur; vs MORRIS WISEBERG, autrefois de Saint-Henri-de-Mascouche, district de Joliette, et actuellement de lieux inconnus, défendeur.

Une ferme située en la côte Bâtarde, en la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, et composée des lots de terre portant les numéros officiels 1065, 1116 et 1117 de la dite paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, du cadastre hypothécaire du Comté de l'Assomption—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées, et tous les autres biens meubles faisant partie des dites propriétés et situés sur les dites propriétés.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche, dans le district de Joliette, le MARDI, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.

Joliette, 22 septembre 1924. 4515-39-2

[Première publication, 27 septembre 1924]

Cour supérieure.

Province de Québec, } JOSEPH VERSAIL-

LES, } LES, courtier, de la
District de Joliette, } ville de Montréal-Nord,
No 266. } dans le district de Montréal, demandeur; vs

Superior Court.

Province of Quebec, } FRANCIS BASINET,
District of Joliette, } farmer, of the parish
No. 771. } of Saint Jean de Matha,

in the district of Joliette, plaintiff; vs AUGUSTE ARCHAMBAULT, farmer, of the same place, defendant.

The immovables known and designated as being part of the lot No. 551 and the lots Nos. 569, 570 and 571 on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Jean de Matha, in the district of Joliette.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Jean de Matha, the THIRTIETH day of the month of OCTOBER, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DESROCHES,

Sheriff's office, Sheriff.

Joliette, September 22, 1924. 4514-39-2

[First publication, September 27, 1924]

Superior Court.

Province of Quebec, } AUGUSTE LOUVEN-

DER, } DER, machinist, of
District of Joliette, } the city and district of
No. 778. } Montreal, plaintiff; vs MORRIS WISEBERG, heretofore of Saint Henri de Mascouche, district of Joliette, and actually of parts unknown, defendant.

A farm situate at Côte Bâtarde, in the parish of Saint Henri de Mascouche, and composed of the lots of land bearing official numbers 1065, 1116 and 1117 of the said parish of Saint Henri de Mascouche, of the official cadastre of the county of l'Assomption—with a house and other buildings thereon erected, and all the other movable property forming part of the said property and situate on the said property.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Henri de Mascouche, in the district of Joliette, on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of the month of OCTOBER, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DESROCHES,

Sheriff's office, Sheriff.

Joliette, September 22, 1924. 4516-39-2

[First publication, September 27, 1924]

Superior Court.

Province of Quebec, } JOSEPH VERSAILLES,
District of Joliette, } broker, of the city of
No. 266. } Montreal North, in the
district of Montreal, plaintiff; vs AVILA BAR-

AVILA BARRETTE, notaire, de la paroisse de Sainte-Elisabeth, dans le district de Joliette, défendeur, et J.-E. RIVEST, protonotaire conjoint de la C. S. pour le district de Joliette, curateur au délaissement.

1. Un terrain situé en la paroisse de l'Isle-du-Pads, dans le Comté de Berthier, en la concession du Nid-de-l'Aigle, contenant environ un arpent et demi de front sur sept arpents de profondeur, mais sans aucune garantie de mesure précise; prenant devant au sud, au chenal du sud, à l'autre bout au chemin connu sous le No 353 du cadastre ci-après mentionné; d'un côté au terrain connu sous le No 353-C du cadastre officiel, et de l'autre côté par le terrain connu sous le No 354 au cadastre officiel, lequel terrain ci-dessus désigné est connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante-trois-b (353-B) du cadastre officiel de la dite paroisse de l'Isle-du-Pads, dans l'Ile-de-l'Aigle—sans bâtisse;

2. Cette partie de terrain située dans la dite paroisse de l'Isle-du-Pads, dans l'Ile-de-l'Aigle, connue et désignée sous le numéro trois cent cinquante-trois-c (353-C) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Visitation de l'Isle-du-Pads, contenant un arpent et demi de largeur par sept arpents de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, à commencer à compter ces dits sept arpents à partir de la grande rivière, aussi connue sous le nom de Grand Chenal.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Isle-du-Pads, dans le district de Joliette, le VINGT-NEUVIEME jour d'OCTOBRE 1924, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.
Joliette, ce 23 septembre 1924. 4517—39-2
[Première publication, le 27 septembre 1924.]

RETTE, notary, of the parish of Sainte Elizabeth, in the district of Joliette, defendant, and J. E. RIVEST, prothonotary of the S. C. for the district of Joliette, curator to the surrender of property made herein.

1. A lot of land situate in the parish of l'Isle du Pads, in the county of Berthier, in the concession of Nid de l'Aigle, containing about one arpent and a half in front by seven arpents in depth, but without guarantee as to precise measurements; adjoining in front to the south the south channel, on the other end by the road known under No. 553 of the cadastre hereafter mentioned, on one side by the land known under No. 353-c, of the official cadastre, and on the other side by the land known under No. 354 of the official cadastre, which land hereabove is known and designated under No. three hundred and fifty three -b(353-B) of the official cadastre of the said parish of l'Isle du Pads, in the Ile de l'Aigle—without building.

2. The part of land situate in the said parish of l'Isle du Pads, in l'Ile de l'Aigle, known and designated under number three hundred and fifty three-c (353-C) on the official plan and book of reference of the parish of La Visitation de l'Isle du Pads, containing one arpent and a half in width by seven arpents in depth, English measure, and more or less, starting to count these said seven arpents from the *grande rivière*, also known under the name of Grand Chenal.

To be sold at the door of the church of the parish of l'Isle du Pads, in the district of Joliette, the TWENTY NINTH day of OCTOBER, 1924, at TWO o'clock in the afternoon.

GEORGES DESROCHES,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, September 23, 1924. 4518—39-2
[First publication, September 27, 1924]

MONTCALM

Cour de Magistrat—Mon'-Laurier.

Province de Québec, } LA FONDERIE DE
District de Montcalm. } PLESSISVILLE,
No 135. } demanderesse; vs
JESSIE GODARD, industriel, de Val-Barrette,
district de Montcalm, défendeur.

Saisie comme appartenant au défendeur:

Cette propriété immobilière dans le canton Kiamika, et connue et désignée aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du dit canton Kiamika:

1. Le lot numéro trois (3) dans le huitième (8) rang du dit canton Kiamika.

2. Le lot numéro quatre (4) dans le huitième (8) rang du dit canton Kiamika.

3. Le lot numéro cinq (5) dans le huitième (8) rang du dit canton Kiamika.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Val-Barrette, MARDI, le QUATRIEME jour de NOVEMBRE 1924, à UNE heure de l'après-midi.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, A. BOUDREAULT.
Mont-Laurier, ce 20 septembre 1924.
[Première publication, 27 septembre 1924]
4469—39-2

MONTCALM

Magistrate's Court.—Mont Laurier.

Province of Québec, } LA FONDERIE DE
District of Montcalm. } PLESSISVILLE,
No. 135. } Plaintiff; vs JESSIE
GODARD, industrial, of Val Barrette, district
of Montcalm, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

The immovable property in the township of Kiamika, and known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Kiamika:

1. The lot number three (3) in the eighth (8) range of the said township of Kiamika.

2. The lot number four (4) in the eighth (8) range of the township of Kiamika;

3. The lot number five (5) in the eighth (8) range of the said township of Kiamika.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Joseph de Val Barrette, on TUESDAY, the FOURTH day of NOVEMBER, 1924, at ONE o'clock in the afternoon.

A. BOUDREAULT,

Sheriff's office, Deputy-sheriff.
Mont Laurier, September 20, 1924.
[First publication, September 27, 1924]
4470—39-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **EUSEBE GOSSE-**
 No 1984. } **LIN**, rentier, de la
 paroisse de Saint-Vallier, comté de Bellechasse,
 demandeur; contre **EDOUARD POIRIER**, de
 la paroisse de Saint-Fabien-de-Panet, comté de
 Montmagny, défendeur.

1. Un terrain étant partie du lot numéro vingt
 et un (21) du premier rang canton Panet, connu et
 désigné au cadastre officiel du dit canton sous le
 numéro vingt et un-A (21-A).

2. Un terrain étant la partie sud du lot numéro
 vingt-deux (22) du cadastre officiel pour le pre-
 mier rang du canton Panet—circonstances et
 dépendances.

3. Un terrain situé premier rang du canton
 Panet, contenant cent acres en superficie, étant
 le lot numéro vingt-trois (23) du cadastre officiel
 pour le dit canton—avec bâtisses dessus construi-
 tes, circonstances et dépendances.

4. Un lot de terre étant le lot numéro quatre
 (4) du cadastre officiel pour le troisième rang du
 canton Panet.

5. Un lot de terre connu et désigné sous le
 numéro vingt-trois (23) du cadastre officiel pour
 le rang sept (7) du canton Rolette—circonstances
 et dépendances.

Avec réserve de la coupe du bois en faveur de
 MM. Joseph Goulet et Alphonse Langlois, pour
 deux ans, du 14 septembre 1922, sur le lot No 23,
 premier rang du canton Panet et le lot No 23 du
 rang sept du canton Rolette.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
 de Saint-Fabien-de-Panet, MARDI, le
 VINGT-HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE
 prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif,
 Montmagny, 18 septembre 1924.
 [Première publication, 27 septembre 1924]
 4471—39-2

J.-C. LISLOIS.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit: } **EUSEBE GOSSELIN**,
 No. 1984. } annuitant, of the
 parish of Saint Vallier, county of Bellechasse,
 Plaintiff; against **EDOUARD POIRIER**, of the
 parish of Saint Fabien de Panet, county of Mont-
 magny, defendant.

1. A lot of land being part of lot number twenty
 one (21) of the first range of the township of
 Panet, known and designated on the official ca-
 dastre of the said township under number twenty
 one-A (21-A).

2. A lot of land being the south part of lot
 number twenty two (22) of the official cadastre
 for the first range of the township of Panet—cir-
 cumstances and dependencies.

3. A lot of land situate in the first range of the
 township of Panet, containing one hundred
 acres in superficies, being the lot number twenty
 three (23) of the official cadastre for the said
 township—with the buildings thereon erected,
 circumstances and dependencies.

4. A lot of land being the lot number four (4)
 of the official cadastre for the third range of the
 township of Panet.

5. A lot of land known and designated under
 number twenty three (23) on the official cadastre
 for the seventh (7) range of the township of
 Rolette—circumstances and dependencies.

With the reserve of the cut of timber in favour
 of Messrs Joseph Goulet and Alphonse Langlois,
 for two years, from the 14th of September, 1922,
 on the lot No. 23, first range of the township of
 Panet and the lot No 23 of the seventh range of
 the township of Rolette.

To be sold at the door of the church of the
 parish of Saint Fabien de Panet, on TUESDAY,
 the TWENTY EIGHTH day of the month of
 OCTOBER next, (1924), at TEN o'clock in the
 forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's office,
 Montmagny, September 18, 1924.
 [First publication, September 27, 1924]
 4472—39-2

Sheriff.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **CHARLES MERCIER**,
 No 2899. } demandeur; contre
ALFRED GIROUX, défendeur.

Un lot de terre, situé dans la cité de Lachine,
 connu sous le No 578 des plan et livre de renvoi
 officiels de la ville de Lachine, dans le comté de
 Jacques-Cartier, ayant front sur le côté ouest
 de la 12ième Avenue—avec bâtisses dessus cons-
 truites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE
 prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif,
 Montréal, 24 septembre 1924.
 [Première publication, 27 septembre 1924]
 4521—39-2

L.-J. LEMIEUX.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **CHARLES MERCIER**,
 No. 2899. } Plaintiff; against
ALFRED GIROUX, defendant.

A lot of land situate in the city of Lachine,
 known under No. 578 of the official plan and
 book of reference of the town of Lachine, in the
 county of Jacques Cartier, fronting on the west
 side of 12th Avenue—with the buildings thereon
 erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 the THIRTIETH day of OCTOBER next, at
 ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,
 Montreal, September 24, 1924.
 [First publication, September 27, 1924]
 4522—39-2

Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } W. SMITH, demandeur; vs PIERRE BREUER ET AL, défendeurs.

Comme appartenant à Pierre Breuer:

Un emplacement ayant front sur l'avenue Abraham, Park Avenue Extension, en la cité de Montréal, connu et désigné comme subdivision No 700 du lot No 638 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, ladite subdivision contenant 29 pieds en largeur par 88 pieds en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—comme ladite propriété maintenant subsiste, avec tous ses droits, dépendances et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 24 septembre 1924.

[Première publication, 20 septembre 1924, est nulle]

4519—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE LACHINE, demanderesse; vs GEORGES-GREGOIRE DUHAIME, défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Lachine, dans le district de Montréal, ayant front sur la Première avenue de ladite cité, connu et désigné comme étant le lot No 204 de la subdivision officielle du lot originaire No 916, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à MIDI.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 24 septembre 1924.

[Première publication, 27 septembre 1924]

4523—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE D'OUTREMONT, demanderesse; vs J.-C. WALSH, autrefois des cité et district de Montréal et maintenant de la cité de New York, dans l'état de New York, un des Etats Unis d'Amérique, défendeur.

b. Un lot de terre situé dans la cité d'Outremont, ayant front sur l'Avenue Maplewood, étant connu et désigné sous le numéro deux de la résubdivision du lot numéro vingt et un de la subdivision du lot originaire numéro vingt et un (21-21-2), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

c. Un lot de terre situé dans la cité d'Outremont, ayant front sur l'avenue Maplewood, étant connu et désigné sous le numéro deux de la résubdivision du lot numéro vingt-deux de la subdivision du lot originaire numéro vingt et un (21-22-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

d. Un lot de terre situé dans la cité d'Outremont, à l'angle des avenues McCulloch et Maplewood, étant connu et désigné sous le numéro deux de la résubdivision du lot numéro vingt-trois de la subdivision du lot originaire numéro

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } W. SMITH, plaintiff; No. 2860. } J. vs PIERRE BREUER ET AL, defendants.

As belonging to pierre Breuer:

That certain emplacement fronting on Abraham avenue, Park Avenue Extension, in the city of Montreal, known and designated as subdivision number 700 of lot number 638 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing, said subdivision, 29 feet in width by 88 feet in depth, English measure and more or less—as the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, September 24th, 1924.

First publication, September 20th, 1924, is null]

4520—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF LACHINE, plaintiff; vs GEORGES GREGOIRE DUHAIME, defendant.

A lot of land lying and situate in the city of Lachine, in the district of Montreal, fronting on First Avenue of the said city, known and designated as being the lot No. 204 of the official subdivision of original lot No. 916, on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, in the county of Jacques Cartier.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTIETH day of OCTOBER next, at TWELVE o'clock, noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, September 24th, 1924.

[First publication, September 27th, 1924]

4524—39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF OUTREMONT, Plaintiff; vs J.C. WALSH, formerly of the city and district of Montreal and now of the city of New York, in the State of New York, one of the United States of America, defendant.

b. A lot of land situate in the city of Outremont, fronting on Maplewood Avenue, being known and designated under number two of the resubdivision of lot number twenty one of the subdivision of original lot number twenty one (21-21-2), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

c. A lot of land situate in the city of Outremont, fronting on Maplewood Avenue, being known and designated under number two of the resubdivision of lot number twenty two of the subdivision of original lot number twenty one (21-22-2), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

d. A lot of land situate in the city of Outremont, at the corner of McCulloch and Maplewood Avenues, being known and designated under number two of the resubdivision of lot number three of the subdivision of original lot number

vingt et un (21-23-2), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt d'une somme de \$130.50 quant au paragraphe B, de \$180.30 quant au paragraphe C et de \$251.20 quant au paragraphe D sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 17 septembre 1924.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 24 septembre 1924.

[Première publication, 27 septembre 1924]

4525-39-2

twenty one (21-23-2), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTIETH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of a sum of \$130.50 as to paragraph B, of \$180.30 as to paragraph C, and of \$251.20 as to paragraph D shall be exacted from each and every bidder before receiving his bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Bruneau, dated the 17th of September, 1924.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, September 24, 1924.

[First publication, September 27, 1924]

4526-39-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) CHARLES-FABIEN
No. 5106) VINET ET AL., de-
mandeurs; vs ALFRED DENIS ET AL., défen-
deurs, et J. DUHAMEL, curateur au délaisse-
ment.

Deux lots de terre ayant front sur le Boulevard Gouin, dans le quartier Ahuntsic-Bordeaux, dans la cité de Montréal, connus et désignés sous les Nos quatre cent quatre-vingt et quatre cent quatre-vingt-un, de la subdivision officielle du lot originaire No deux cent quarante-six (246-480-481) du plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et portant les Nos civiques cent soixante-dix-sept et cent soixante-dix-neuf du Boulevard Gouin Est.

Pour être vendus en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX HEURES du matin.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Surve-
veyer, daté le 28 août 1924.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 3 septembre, 1924.

[Première publication, le 6 Septembre 1924]

4137-36-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) CHARLES-FABIEN
No 5106) NET ET AL., Plaintiffs;
vs ALFRED DENIS ET AL., Defendants, and J.
DUHAMEL, curator to the surrender of prop-
erty herein.

Two lots of land fronting on Boulevard Gouin, in Ahuntsic-Bordeaux Ward, in the city of Montreal, known and designated under numbers four hundred and eighty and four hundred and eighty one of the official subdivision of original lot number two hundred and forty six (246-480-481) of the official plan and book of reference of the parish of Sault aux Recollet—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and bearing civic numbers one hundred and seventy seven and one hundred and seventy nine of Boulevard Gouin East.

To be sold en bloc at my office, in the city of Montreal, the NINTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Surveyer, dated the 28th of August, 1924.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, September 3, 1924.

[First publication, September 6, 1924]

4138-36-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) GELAS LEMIRE, Es-
No 4109.) QUALITÉ, deman-
deur; vs WILFRID CHAUSSE, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, à l'encoignure des rues Western et Clifton, et composé:

a. Des trois lots de terre connus et désignés sous les numéros quatorze, quinze, seize de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et onze (171-14-15-16) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b. Des trois lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent trente-cinq-A, deux cent trente-six-A, deux cent trente-sept-A, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-dix (170-235-A-236-A-237-A), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant, chacun desdits lots 171-14, 15 et 16, vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, et chacun desdits lots 170-235-A-236-A-237-A, vingt-cinq pieds de largeur sur une profondeur de quatre pieds et portant les numéros civiques 31, 33 et 35 de la rue Clifton et 5830 et 5832-A et 5834 de la rue Western; à déduire cependant:

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) GELAS LEMIRE, Es-
No. 4109.) QUALITÉ, Plaintiff;
vs WILFRID CHAUSSE defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, at the corner of Western and Clifton Streets, and consisting of:

a. Three lots of land known and designated under numbers fourteen, fifteen, sixteen of the subdivision of the lot number one hundred and seventy one (171-14-15-16), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

b. Three lots of land known and designated under numbers two hundred and thirty five-A, two hundred and thirty six-A, two hundred and thirty seven-A of the official subdivision of original lot number one hundred and seventy (170-235-A, 236-A, 237-A,) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring, each of said lots 171-14, 15 and 16, twenty five feet in width by seventy feet in depth and each of said lots 170-235-A, 236-A, 237-A, twenty five feet in width by a depth of four feet and bearing civic numbers 31, 33 and 35 in Clifton Street, and 5830 and 5832-A and 5834 in Western Street; to be deducted however:

1. Dudit lot numéro 171-16 la partie vendue à la cité de Montréal pour ouvrir la rue Western, aux termes de l'acte de vente consenti à la cité de Montréal par "The Montreal Investment and Freehold Co.", le 12 avril 1912, devant R. A. Dunton, et enregistré à la division d'Hochelaga et Jacques-Cartier sous le numéro 213666; laquelle partie de la mesure vingt cinq pieds de largeur sur une profondeur de 25 pieds et de là allant en diminuant sur le reste de la profondeur dudit lot, c'est-à-dire 53 pieds, où elle mesure 11 pieds 2 pouces à l'autre bout.

2. La partie dudit lot numéro 170-237-A vendue à la cité de Montréal, aux termes de l'acte de vente précité et mesurant, cette partie de lot, quatre pieds de profondeur sur une largeur de onze pieds et un pouce dans la ligne sud-ouest, et onze pieds et deux pouces dans la ligne nord-est—avec toutes les bâtisses dessus érigées, avec droit dans la ruelle située en arrière pour communiquer à la rue Western.

Pour être vendu en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1 300 00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Judge Surveyer, daté le 28 août 1924.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 3 septembre 1924.

[Première publication, 6 septembre 1924]

4145—36-2

1. From said lot number 171-16 the part sold to the city of Montreal for the opening of Western Street, on the terms of the deed of sale made to the city of Montreal by The Montreal Investment and Freehold Co., the 12th of April, 1912, before R. A. Dunton, and registered in the Hochelaga and Jacques-Cartier Registration Division under number 213666; said part of lot measuring twenty five feet in width by a depth of twenty five feet and thence decreasing in width for the remainder of the depth of said lot, namely 53 feet, where it measures 11 feet, 2 inches at the other end.

2. The part of said lot number 170-237-A sold to the city of Montreal, on the terms of a deed of sale aforementioned and measuring, said part of lot, four feet in depth by a width of eleven feet and one inch in the southwest line and eleven feet and two inches in the northeast line—with all the buildings thereon erected and with right in the lane situate in rear to communicate with Western Street.

To be sold *en bloc*, at my office, in the city of Montreal, the NINTH day of OCTOBER next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,300.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Surveyer, dated the 28th of August, 1924.

L. J. LEMIEUX

Sheriff's office,

Montreal, September 3rd, 1924.

[First publication, September 7, 1924]

4146—36-2

PONTIAC

Cour supérieure.—District de Pontiac.

Province de Québec, } L'ABBE J.-P.-M. FALARDEAU, demandeur; vs ARTHUR BOUCHER, défendeur.

Le lot No onze (11) du cinquième rang (5ième) du canton de Guigues, comté de Témiscamingue, province de Québec, selon les plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Guigues—avec les édifices et appartenances sus-érigés et y appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bruno-de-Guigues, comté de Témiscamingue, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, BERNARD-J. SLOAN.

Bryson, P. Q., 4 août 1924.

[Première publication, 27 septembre 1924]

4475—39-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } OCTAVE BISSONNETTE, No 1046. } de la ville de Lauzon, charpentier; contre EMMANUEL CARRIER, du même lieu, menuisier.

Partie du lot No 180 (cent quatre-vingt) du cadastre officiel de la ville de Lauzon, partie est, comté de Lévis, étant un lot de terre situé sur

Superior Court.—District of Pontiac.

Province of Québec, } L'ABBE J. P. M. FALARDEAU, plaintiff; vs ARTHUR BOUCHER, defendant.

The lot number eleven (No. 11) in the fifth range (5th R.) of the township of Guigues, in the county of Temiskaming, in the Province of Québec, according to the official plan and book of reference of the said township of Guigues—together with the buildings and appurtenances thereon erected and appertaining.

To be sold at the parish church door of Saint Bruno de Guigues, in the county of Temiskaming, on the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office,

Bryson, Que., August 4th, 1924.

[First publication, September 27th, 1924]

4476—39-2

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } OCTAVE BISSONNETTE, No. 1046. } of the city of Lauzon, carpenter; against EMMANUEL CARRIER, carpenter, of the same place.

Part of lot No. 180 (one hundred and eighty) of the official cadastre of the town of Lauzon, east part, county of Lévis, being a lot of land

le côté ouest de la rue Bouchard; borné à l'est à la dite rue Bouchard; en front au nord, à Johnny Guay; à l'ouest, à Désiré Bouchard, en front et au nord aux donataires—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Lévis, le TRENTE ET UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 25 septembre 1924.

[Première publication, le 27 septembre 1924]

[Deuxième publication, le 11 octobre 1924]

4527—39-2

FIERI FACIAS.

Province de Québec, } JOSEPH GUERARD,
District de Québec, } de Sainte-Croix, comté
No 3811. } de Lotbinière, cultiva-
teur; contre ALFRED LEGENDRE, autrefois
de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun, comté
de Lotbinière, et maintenant de Montréal.

1. Partie du lot No 302 et le lot No 303 (partie du lot No trois cent deux et le lot No trois cent trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, moins dix arpents sur deux arpents sur le lot No 302, étant une terre située dans la concession La-Plaine, dans la paroisse de Sainte-Croix, aujourd'hui Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun, contenant quatre arpents de largeur sur quarante de profondeur—circonstances et dépendances.

2. Le lot No 306 (trois cent six), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Croix, aujourd'hui Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun, situé en la concession La-Plaine, contenant deux arpents de largeur sur quarante de profondeur—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 11 septembre 1924. 4239—37-2

[Première publication, le 13 septembre 1924]

[Deuxième publication, le 27 septembre 1924]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LUDGER LEBLOND,
No 4463. } marchand, de Saint-
Tite-des-Caps, comté de Montmorency; vs
ALPHONSE ASSELIN, du même lieu, à savoir:

Partie des lots Nos 312 et 313 (trois cent deux et trois cent treize) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Tite-des-Caps, comté de Montmorency, étant une terre située sur le chemin du Roi; bornée au nord au Séminaire de Québec, au nord-est à Cyrille Leblond, à l'est à Dame Vve David Asselin, au sud au chemin du Roi et à l'ouest au trait-carré ou au Séminaire de Québec—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Tite-des-Caps, comté de Montmorency, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 11 septembre 1924. 4241—37-2

[Première publication, le 13 septembre 1924]

[Deuxième publication, le 27 septembre 1924]

située on the west side of Bouchard Street; bounded to the east in front, by the said Bouchard Street; to the north, by Johnny Guay; to the west, in front, by Désiré Bouchard, and to the north by the donees—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Joseph de Lévis, the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office,

Quebec, September 25th, 1924.

[First publication, 27th September, 1924]

[Second publication, 11th October, 1924]

4528—39-2

FIERI FACIAS.

Province of Quebec, } JOSEPH GUERARD, of
District of Quebec, } Sainte Croix, county of
No. 3811. } Lotbinière, farmer;
against ALFRED LEGENDRE, heretofore of
Notre Dame du Sacré Cœur d'Issoudun, county
of Lotbinière, and now of Montreal.

1. Part of lot No. 302 and lot No. 303 (part of lot number three hundred and two and lot number three hundred and three), of the official cadastre for the parish of Sainte Croix, county of Lotbinière, less ten arpents by two arpents on lot No. 302, being a farm situate in the concession of La Plaine, in the parish of Sainte Croix, now Notre Dame du Sacré Cœur d'Issoudun, containing four arpents in width by forty in depth—circumstances and dependencies.

2. The lot No. 306 (three hundred and six), of the official cadastre for the parish of Sainte Croix, now Notre Dame du Sacré Cœur d'Issoudun, situate in the concession of La Plaine, containing two arpents in width by forty arpents in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Notre Dame du Sacré Cœur d'Issoudun, the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office,

Quebec, September 11, 1924. 4240—37-2

[First publication, September 13, 1924]

[Second publication, September 27, 1924]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } LUDGER LEBLOND, mer-
No. 4463. } chant, of Saint Tite des
Caps, County of Montmorency; vs ALPHONSE
ASSELIN, of the same place, to wit:

Part of lots numbers 312 and 313 (three hundred and twelve and three hundred and thirteen) of the official cadastre for the parish of Saint Tite des Caps, county of Montmorency, being a land situate on the King's Road; bounded to the north by the Seminary of Quebec, to the north-east by Cyrille Leblond; to the east by Dame Widow David Asselin, to the south by the King's Road and to the west by the "trait-carré" or the Seminary of Quebec—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Tite des Caps, county of Montmorency, the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office,

Quebec, September 11, 1924. 4242—37-2

[First publication, September 13, 1924]

[Second publication, September 27, 1924]

RICHELIEU

FIERI FACIAS

Province de Québec,
District de Richelieu,
No. 7359. } **ODILON BOIS-
VERT**, cultivateur, du village de Saint-François-du-Lac, district de Richelieu, demandeur; contre **EMILE SALOIS**, cultivateur, ci-devant de la paroisse de Saint-David, district de Richelieu, mais actuellement des États-Unis d'Amérique, défendeur, à savoir:

1. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-David, dans le cinquième rang, de deux arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, le tout plus ou moins; tenant au front au chemin de front, en profondeur au cordon des terres de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, du côté nord-est à David Salois, ou représentants, et du côté nord-ouest à Joseph Hébert, ou représentants—avec granges et autres bâties dessus érigées; laquelle portion de terre est décrite aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-David, comme étant les lots numéros cinquante et un et cinquante-deux (Nos 51 et 52).

2. Une autre portion de terre située en la dite paroisse de Saint-David, en le quatrième rang, de un arpent et demi de largeur sur dix arpents de profondeur, le tout plus ou moins; tenant, en front, vers le nord-est, au chemin de front entre le quatrième et le cinquième rang, en profondeur à Joseph Paulhus, ou représentants, d'un côté vers le sud-est, à Joseph Salois, ou représentants—de l'autre côté à la portion de terre ci-après im-médiatement désignée—sans bâtisse; laquelle portion de terre est décrite aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-David comme étant l'extrémité nord-est du lot numéro cent soixante-cinq;

3. Une autre portion de terre située en la dite paroisse de Saint-David, de trois-quarts d'arpents de largeur sur douze arpents et demi de profondeur, le tout plus ou moins; tenant d'un bout, vers le nord-est, au dit chemin de front entre les quatrième et cinquième rangs, de l'autre bout à une décharge connue sous le nom de "Décharge des Douze", séparant le terrain présentement désigné de celui d'Euchariste Valois, ou représentants, d'un côté vers le sud-est partie à l'immeuble ci-dessus immédiatement désigné et partie à Joseph Paulhus, ou représentants, et de l'autre côté à Joseph Hébert ou représentants—sans bâtisse; laquelle portion de terre est décrite aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-David, comme étant l'extrémité nord-est des lots numéros cent soixante-six et cent soixante-sept;

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-David-d'Yamaska, MERCREDI, le HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent vingt-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

MICHEL SAINT-GERMAIN.

[Première publication, le 6 septembre, 1924]

4129-36-2

FIERI FACIAS

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 3865. } **LA CIE EQUITA-
BLE D'ASSURAN-
CE MUTUELLE CON-
TRE LE FEU**, corps légalement constitué, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et

FIERI FACIAS.

Province of Quebec
District of Richelieu,
No. 7359. } **ODILON BOISVERT**, farmer, of the village of Saint François du Lac, district of Richelieu, Plaintiff; against **EMILE SALOIS**, farmer, heretofore of the parish of Saint David, district of Richelieu, but now of the United States of America, Defendant, to wit:

1. A parcel of land situate in the parish of Saint David, in the fifth range, of two arpents in front by twenty five arpents in depth, the whole more or less; bounded in front by the front road, in depth by the cross line of the lands of the parish of Saint Pie de Guire, on the northeast side by David Salois or representatives, and on the northwest side by Joseph Hebert or representatives—with the barns and other buildings thereon erected; the said parcel of land is described on the official plan and book of reference for the parish of Saint David, as being the lots numbers fifty one and fifty two (Nos. 51 and 52).

2. Another parcel of land situate in the said parish of Saint David, in the fourth range, of one arpent and a half in width by ten arpents in depth, the whole more or less; bounded in front to the Northeast, by the front road between the fourth and fifth ranges, in depth by Joseph Paulhus or representat ves, on one side, to the Southeast by Joseph Salois or representatives, on the other side by the parcel of land immediately hereunder described—without buildings; the said parcel of land is described on the official plan and book of reference for the parish of Saint David as being the northeast extremity of lot number one hundred and sixty five.

3. Another parcel of land situate on the said parish of Saint David, of three quarters of one arpent in width by twelve arpents and a half in depth, the whole more or less; bounded at one end, to the Northeast, by the said front road between the fourth and the fifth ranges, at the other end by a discharge known under the name of "Decharge des Douze", separating the land presently designated from that of Euchariste Valois or representatives, on one side, to the Southeast, partly by the immovabl immediately above described and partly by Joseph Paulhus, or representatives, and on the other side by Joseph Hébert or representatives—without building; the said parcel of land is described on the official plan and book of reference for the parish of Saint David as being the northeast extremity of lots numbers one hundred and sixty six and one hundred and sixty seven.

To be sold at the door of the parish church of Saint David d'Yamaska, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and twenty four, at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff.

[First publication, September 6, 1924]

4130-36-2

FIERI FACIAS.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3865. } **LA CIE EQUITABLE
D'ASSURANCE
MUTUELLE CONTRE
LE FEU**, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and dis-

district de Montréal, demandeur; contre ADELARD LACELLE, de Drummondville, district d'Arthabaska, défendeur, à savoir :

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Bonaventure-d'Upton, de la contenance de trois arpents et demi de largeur, sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, le plus ou le moins, quel qu'il soit, devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur; tenant d'un bout au nord-ouest au chemin de front, de l'autre bout, au sud-est, aux terres de Saint-Germain-de-Grantham, d'un côté, au sud-ouest, à Thomas Allard, et de l'autre côté au nord-est, à Herm. Forest—avec maison, granges, et autres bâties dessus construites; laquelle portion de terre est celle décrite aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Bonaventure-d'Upton, déposée au Bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska, comme étant le lot numéro quatre-vingt-dix-sept et une partie du lot numéro quatre-vingt-dix-huit (No. 97 et Ptie 98).

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bonaventure-d'Upton, MARDI, le SEPTIEME jour du mois d'OCTOBRE 1924, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif.

MICHEL SAINT-GERMAIN.

[Première publication, le 6 septembre, 1924]

4131-36-2

trict of Montreal, Plaintiff; against ADELARD LACELLE, of Drummondville, district of Arthabaska, Defendant, to wit:

A parcel of land situate in the parish of Saint Bonaventure d'Upton, containing three arpents and a half in width by forty arpents in depth, the whole more or less, and without guarantee as to precise measurements, the more or the less whatever it may be, to be to the profit or loss of the purchaser; bounded at one end to the Northwest, by the front road, at the other to the Southeast by the lands of Saint Germain de Grantham, on one side to the Southwest, by Thomas Allard, and on the other side to the Northeast by Herm. Forest—with a house, barns and other buildings thereon erected; which parcel of land is the one described on the official plan and book of reference for the parish of Saint Bonaventure d'Upton, deposited in the Registry Office of the county of Yamaska, as being the lot number ninety seven and a part of lot number ninety eight (No. 97 and Pt. 98)

To be sold at the door of the parish church of Saint Bonaventure d'Upton, on TUESDAY, the SEVENTH day of the month of OCTOBER, 1924, at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT GERMAIN,

Sheriff.

[First publication September 6, 1924]

4132-36-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS SUR DELAISSEMENT

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 124.

REVEREND LOUIS-ALFRED COTÉ, prêtre-chanoine et curé de la paroisse de Saint-Christophe-d'Arthabaska, demandeur; contre ALEXANDRE BEAUCHESNE, cultivateur, de Saint-Romain-de-Winslow, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, sur la curatrice Mlle Eva McConnell, député-Protonotaire de la Cour Supérieure, résidant en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, curatrice au délaissement:

1. Une lisière de terrain contenant cent quatre-vingts pieds de largeur, par toute la profondeur qu'il peut y avoir à partir du cordon entre les deuxième et troisième rangs nord-ouest du canton de Winslow et aller jusqu'aux emplacements de terrain de Edmond Compagna; bornée comme suit: en front, vers le sud-est par l'emplacement de Edmond Compagna, du côté sud-ouest par le terrain de Flavien Bélanger, en arrière au cordon des terres du troisième rang nord-ouest de Winslow, et du côté nord-est par le terrain de Majorique Roy; la dite lisière de terre fait partie du lot de terre désigné sous le numéro onze "F" (11-F) (Ptie) du cadastre officiel pour le deuxième rang nord-ouest du canton de Winslow,

2. Un petit lopin de terre formant partie du dit lot de terre numéro onze "F" (11-F) du cadastre officiel pour le deuxième rang nord-ouest du canton de Winslow, contenant quatre-vingts pieds de largeur mesurés en arrière de l'emplacement de Solyme Coulombe ou représentant, et borné comme suit: du côté sud-est par les emplacements de James Auguin, Solyme Coulombe et James Allen, du côté sud-ouest par le terrain ci-dessus désigné, du côté nord-ouest par une

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS ON SURRENDER

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 124.

REVEREND LOUIS ALFRED COTE, canon, and parish-priest of the parish of Saint Christophe d'Arthabaska, plaintiff; against ALEXANDRE BEAUCHESNE, farmer, of Saint Romain de Winslow, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, on the curatrix Miss Eva McConnell, Deputy-Prothonotary of the Superior Court, residing in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, curatrix to the surrender of property made herein:

1. A strip of land containing one hundred and eighty feet in width, by all the depth there may be from the cordon between the second and third ranges northwest of the township of Winslow up to the emplacements of Edmond Compagna; bounded as follows: in front, to the southeast by the emplacement of Edmond Compagna, on the southwest side by the land of Flavien Bélanger, in rear by the cordon of the lands of the third range northwest of Winslow, and on the northeast side by the land of Majorique Roy; the said strip of land forms part of the lot of land designated under number eleven F (11-F) (Pt.) of the official cadastre for the second range northwest of the township of Winslow.

2. A small parcel of land forming part of the said lot of land number eleven-F (11-F) of the official cadastre for the second range northwest of the township of Winslow, containing eighty feet in width measured in rear of the emplacement of Solyme Coulombe or representative, and bounded as follows: on the southeast side by the emplacements of James Auguin, Solyme Coulombe and James Allen, on the southwest side by the land hereabove described, on the

ligne directe qui sera tracée à la continuation de la clôture en arrière de l'emplacement numéro huit "G" du dit deuxième rang N. O. du canton Winslow; laquelle ligne se continuera jusqu'à la lisière de terre en premier lieu sus-désignée, en passant à quatre-vingts pieds de l'emplacement de Solyme Coulombe ou représentant.

3. Une lisière de terre de cent quatre-vingts pieds de largeur, à prendre et mesurer par le côté sud-ouest du lot de terre désigné sous le numéro onze (11), au cadastre officiel pour le troisième rang nord-ouest du canton de Winslow, par toute la longueur du dit lot de terre; bornée du côté sud-ouest au terrain de Flavien Bélanger et du côté nord-est au reste du terrain de Majorique Roy.

4. Un emplacement de terrain avec la maison et autres bâtisses dessus érigées, connu et désigné sous le numéro onze "G" (11-G), au cadastre officiel pour le deuxième rang nord-ouest du dit canton de Winslow.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Romain-de-Winslow, MARDI le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE, 1924, à TROIS heures de l'après-midi.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, J.-A. LAZURE.
Sherbrooke, ce 23 septembre 1924.
[Première publication, le 27 septembre 1924]
4529—39-2

northwest side by a straight line which will be traced at the continuation of the fence in rear of the emplacement number eight-G of said second range N.W. of the township of Winslow; which line shall continue up to the strip of land firstly above described, running at eighty feet from the emplacement of Solyme Coulombe or representative.

3. A strip of land of one hundred and eighty feet in width, to be taken and measured by the southwest side of the lot of land designated under number eleven (11), on the official cadastre for the third range northwest of the township of Winslow, by all the length of the said lot of land; bounded on the southwest side by the land of Flavien Bélanger and on the northeast side by the residue of the land of Majorique Roy.

4. An emplacement with the house and other buildings thereon erected, known and designated under number eleven-G (11-G), on the official cadastre for the second range northwest of the said township of Winslow.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Romain de Winslow, on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER, 1924, at THREE o'clock in the afternoon.

J. A. LAZURE,

Sheriff's office, Deputy-sheriff.
Sherbrooke, September 23, 1924.
[First publication, September 27, 1924]
4530—39-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } PHILIAS PLAN-
No 107. } TE, deman-
deur; contre OVILA DUPRE, défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Théodore-d'Acton, sur le septième rang, de la contenance de trois arpents et trois-quarts de front sur la profondeur de la concession du septième rang d'Acton, connue et désignée comme étant la partie ouest du numéro deux cent quinze (p. 215), aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse; bornée au nord par le huitième rang, au sud par le chemin du septième rang, à l'est par le résidu du numéro 215, et à l'ouest par la route conduisant du 7ième au 8ième rang—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théodore-d'Acton, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain (1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 24 septembre 1924.
[Première publication, 27 septembre 1924]
4477—39-2

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } PHILIAS PLANTE,
No. 107. } plaintiff; against
OVILA DUPRE, defendant.

A land situate in the parish of Saint Théodore d'Acton, on the seventh range, containing three arpents and three quarters in front by the depth of the concession of the seventh range of Acton, known and designated as being the west part of number two hundred and fifteen (p. 215), on the official plan and book of reference of said parish; bounded on the north side by the eighth range, at the south side by the road of the seventh range, on the east side by the residue of No. 215, and on the west side by the road going from the 7th to 8th range—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Théodore d'Acton, on the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER next (1924), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, September 24th, 1924.
[First publication, September 27th, 1924]
4478—39-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du magistrat.

Canada, } STANISLAS DES-
Province de Québec, } ORMEAUX, de-
District de Terrebonne, } mandeur; vs ANAS
No 375. } HEBERT, défen-
deur.

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.

Canada, } STANISLAS DES-
Province of Québec, } ORMEAUX, Plain-
District of Terrebonne, } tiff; vs ANAS HE-
No. 375. } BERT, Defendant.

Comme appartenant audit défendeur les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, et désignée sous le No 166 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts—avec maison et bâtisses y érigées; sauf à distraire un emplacement vendu en vertu d'un acte devant Mtre Timothée Toupin, notaire, dont copie enregistrée sous le No 76571; moins aussi d'autres lots déjà vendus;

2. Une propriété située en ladite paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, faisant partie du No 91 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, de la contenance de 6 arpents de largeur par 7 arpents de hauteur, le tout plus ou moins; tenant par un bout au lac Guindon, à l'autre au lac des Seigneurs, d'un côté à Théophile Guindon, ou représentants, de l'autre côté à un nommé Gilbert Paquette.—La ligne de division entre ce terrain et celui de Paquette étant la décharge du lac Guindon;

3. Une propriété située dans la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, connue et désignée sous le No 145 des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts; tenant à un bout au lac Ouin et, à l'autre à un nommé Laroche, d'un côté à un nommé Paquin et de l'autre à un nommé Leblanc.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, dit district, le SEPTIEME jour d'OCTOBRE mil neuf cent vingt-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 30 août 1924.
[Première publication, 6 septembre 1924]
4113—36-2

As belonging to the said defendant the following immovables, to wit:

1. A farm situate in the parish of Saint Sauveur des Monts, and designated under No. 166 on the official plan and book of reference of the parish of Saint Sauveur des Monts—with a house and buildings thereon erected; save and to be deducted an emplacement sold by virtue of a deed of sale passed before Mtre Timothée Toupin, notary, copy of which has been registered under No. 76571; less also other lots of land already sold;

2. An immovable property situate in the said parish of Saint Sauveur des Monts, forming part of No. 91 on the official plan and book of reference of the parish of Saint Sauveur des Monts, containing 6 arpents in width by 7 arpents in depth, the whole more or less; bounded at one end by Lake Guindon, on the other end by the Lac des Seigneurs, on one side by Théophile Guindon or representatives, on the other side by a party named Gilbert Paquette. The line of division between this lot of land and that of Paquette being the discharge of Lake Guindon.

3. An immovable property situate in the parish of Saint Sauveur des Monts, known and designated under No. 145 on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Sauveur des Monts; bounded at one end by lake Ouimet, on the other end by a party named Laroche, on one side by a party named Paquin and on the other side by a party named Leblanc.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Sauveur des Monts, said district, the SEVENTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and twenty four, at TWO o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Jérôme, August 30th, 1924.
[First publication, September 6th, 1924]
4114—36-2

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

N. PERODEAU

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } ATTENDU qu'une
Assistant-Procureur } proclamation en
Général-Suppléant. } date du 29 juillet 1924,
publiée dans la Gazette officielle de Québec, le 2 août 1924, à la page 2351, érigeait en municipalité de campagne, sous le nom de municipalité de Dollard-des-Ormeaux, un certain territoire détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le comté de Jacques-Cartier, et qu'une erreur a été commise dans la description officielle du territoire de ladite municipalité;

ATTENDU qu'il importe de rectifier cette erreur et de remplacer la description contenue dans

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

N. PERODEAU

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING:

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } WHEREAS a pro-
Acting Deputy } clamation dated
Attorney General. } the 29th of July, 1924,
published in the Quebec Official Gazette of the 2nd of August, 1924, on page 2351, erected into a rural municipality under the name, of Municipality of Dollard des Ormeaux, a certain territory detached from the municipality of the parish of Sainte Geneviève, in the county of Jacques Cartier, and that an error was made in the official description of the territory of the said municipality;

WHEREAS it is of import to rectify the said error and replace the description contained in

la dite proclamation du 29 juillet 1924, par une nouvelle description officielle signée par Notre Ministre des Terres et Forêts le 14 août 1924, et qui est ci-après reproduite;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 11 septembre 1924, Nous avons annulé et annulons, par les présentes, la description du territoire de la municipalité de Dollard-des-Ormeaux contenue dans Notre proclamation du 29 juillet 1924, et publiée à la page 2351 de la *Gazette officielle de Québec* pour l'année 1924, et Nous la remplaçons par la suivante, savoir:

Le territoire comprenant,—du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Geneviève:—les lots numéros deux cent trente-huit à deux cent quatre-vingt-neuf (238 à 289) inclusivement, dans les côtes Saint-Jean et Saint-Rémi, moins toutefois l'emplacement, dans le coin nord de 289, se localisant sur la largeur de deux arpent par telle profondeur que limitée au prolongement de la ligne séparant la partie sud-est du lot cinquante-deux, qui appartient au sieur Raoul Laniel, de celle du nord-ouest qui appartient au sieur Narcisse Lalonde; cette partie sud-est du lot numéro cinquante-deux (52), qui contient une superficie d'environ dix arpents et qui appartient au susdit sieur Raoul Laniel; cette autre partie sud-est de la partie nord-est du lot numéro cent soixante-neuf (169), limitée au prolongement de la ligne nord-ouest du lot numéro deux cent quarante-sept (247) et qui est comprise dans le terrain appartenant au sieur Joseph Legault; les lots numéros deux cent quatre-vingt-dix, deux cent quatre-vingt-onze (290, 291) et ceux de deux cent quatre-vingt-quatorze à trois cent dix (294 à 310) inclusivement, et par la présente proclamation, Nous déclarons que la municipalité de Dollard-des-Ormeaux, dans le comté de Jacques-Cartier, comprend le territoire ci-dessus décrit, et que la description officielle, ci-dessus reproduite, est la véritable description dudit territoire et énonce les vraies bornes de ladite municipalité depuis le 29 juillet 1924, date de la proclamation érigeant ladite municipalité.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

En Foi de Quoi, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé, l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de QUEBEC, ce VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt-quatre de l'ère chrétienne et de Notre règne la quinzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

4493

the said proclamation of the 29th of July, 1924, by a new official description signed by Our Minister of Lands and Forests the 14th of August, 1924, and which is hereinafter reproduced;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, set forth in a decree dated the 11th of September, 1924, We have annulled and hereby annul the description of the territory of the municipality of Dollard des Ormeaux contained in Our proclamation of the 29th of July, 1924, and published on page 2351 of the *Quebec Official Gazette* for the year 1924, and We replace it by the following, to wit:

The territory comprising—of the official cadastre of the parish of Sainte Geneviève—the lots numbers two hundred and thirty eight to two hundred and eighty nine (238 to 289) inclusively, in the côtes Saint Jean and Saint Rémi, less however the emplacement on the north end of 289, located for a width of two arpents by such depth as limited on the prolongation of the line dividing the southeast part of the lot fifty two, which belongs to sieur Raoul Laniel, from that of the northwest which belongs to sieur Narcisse Lalonde; the said southeast part of the lot number fifty two (52), which contains an area of about ten arpents and belongs to the aforesaid sieur Raoul Laniel; the said other southeast part of the northeast part of the lot number one hundred and sixty nine (169), limited on the prolongation of the northwest line of the lot number two hundred and forty seven (247) and which is comprised in the lot of land belonging to sieur Joseph Legault; the lots numbers two hundred and ninety, two hundred and ninety one (290, 291) and those from two hundred and ninety four to three hundred and ten (294 to 310) inclusively, and by the present proclamation, We declare that the municipality of Dollard des Ormeaux, in the county of Jacques Cartier, comprises the territory hereinabove described, and that the official description hereinabove reproduced, is the true description of the said territory and sets forth the real boundaries of the said municipality from the 29th of July, 1924, date of the proclamation erecting the said municipality.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY SECOND day of SEPTEMBER, 1924, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty four, and in the fifteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4494

Département de la Voirie

Roads Department

DECRET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL

ORDER OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR IN COUNCIL

No 1716.

No. 1716.

24 septembre 1924.

September 24, 1924.

ROUTE BEAUCE-JONCTION-SHERBROOKE

BEAUCE-JUNCTION-SHERBROOKE HIGHWAY

A l'avenir, le chemin suivant formera partie de la route régionale connue sous le nom de:

In the future, the following road shall form a regional highway known under the name of:

ROUTE BEAUCE-JONCTION-SHERBROOKE
savoir:

BEAUCE-JUNCTION-SHERBROOKE HIGHWAY
to wit:

Dans le comté de Mégantic:

In the county of Megantic:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Coleraine:

In the municipality of the parish of Saint Joseph de Coleraine:

Le chemin traversant le rang B du canton de Coleraine, depuis les limites sud de la cité de Thetford Mines jusqu'aux limites de la municipalité de la partie nord du canton d'Irlande.

The road crossing range B of the township of Coleraine, from the south limits of the city of Thetford Mines to the limits of the municipality of the north part of the township of Irlanda.

4495

4496

Index de la Gazette Officielle
de Québec, No 39Index of the Quebec Official
Gazette, No 39

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Campeau vs Sching.....	2871
" Cartier vs Vermette.....	2871
" Chadsey vs Wheeler.....	2871
" Cossette vs Cossette.....	2872
" Désilets vs Hamel.....	2870
" Emery vs Rodrigue.....	2870
" Godin vs Papillon.....	2871
" Haineault vs Jacob.....	2870
" Hébert vs Lavoie.....	2870
" Houle vs Girard.....	2872
" Lanthier vs Beauvais.....	2872
" Leclerc vs Caron.....	2872
" Michaud vs Lévesque.....	2872
" Ouellet vs Rouleau.....	2871
" Payant vs Chenier.....	2873
" Rondeau vs Bonin.....	2872
" Yophes vs Zaraiken.....	2873

Dme Campeau vs Sching.....	2871
" Cartier vs Vermette.....	2871
" Chadsey vs Wheeler.....	2871
" Cossette vs Cossette.....	2872
" Désilets vs Hamel.....	2870
" Emery vs Rodrigue.....	2870
" Godin vs Papillon.....	2871
" Haineault vs Jacob.....	2870
" Hébert vs Lavoie.....	2870
" Houle vs Girard.....	2872
" Lanthier vs Beauvais.....	2872
" Leclerc vs Caron.....	2872
" Michaud vs Lévesque.....	2872
" Ouellet vs Rouleau.....	2871
" Payant vs Chenier.....	2873
" Rondeau vs Bonin.....	2872
" Yophes vs Zaraiken.....	2873

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Dme Desmarais vs Courteau.....	2873
" Martin vs Dame Mercier.....	2873

Dme Desmarais vs Courteau.....	2873
" Martin vs Dame Mercier.....	2873

ANNONCEURS:—Avis aux:—..... 2847

ADVERTISES:—Notice to:—..... 2847

AVIS DIVERS :—

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Commissions des Liqueurs de Québec...	2873
Crédit Foncier Franco-Canadiens.....	2874
Loi concernant l'émission et la vente d'actions, etc.....	2847
Potton Cemetery, Lt'd.....	2875
Renards Argentés Beetz, ltée.....	2874
Renards Argentés Beetz, ltée.....	2874

Quebec Liquor Commissions.....	2873
Crédit Foncier Franco-Canadiens.....	2874
Blue Sky Law.....	2847
Potton Cemetery, Lt'd.....	2875
Renards Argentés Beetz, ltée.....	2874
Renards Argentés Beetz, ltée.....	2874

BUREAU-CHEF:—

CHIEF-OFFICE:—

✓ Laurentian Feldspar Co. Lt'd.....	2876
✓ Laurentian Hydro-Electric, Lt'd.....	2877
✓ Mercier & Roussin, ltée.....	2876

Laurentian Feldspar Co. Lt'd.....	2876
Laurentian Hydro-Electric, Lt'd.....	2877
Mercier & Roussin, ltée.....	2876

CHARTER—ABANDON DE:—

Paterson & Son, Inc. 2877

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:—

✶ Mather & Platt, Limited 2877

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

William Currie, Limited 2867

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

Alliance Assurance Co., of London 2869
Cie d'assurance mutuelle contre le feu de
la municipalité de Ham-Nord 2870
Cie d'assurance mutuelle contre le feu de
la paroisse de Saint-Augustin 2868
Cie d'assurance mutuelle contre le feu de
la municipalité de Saint-Odilon de
Crambourne 2868
Cie d'assurance mutuelle contre le feu de
la municipalité de Notre-Dame de Bon-
secours 2869
Imperial Underwriters Corporation of
Canada 2868
Northern Assurance Co. Lt'd 2869
Sun Insurance Office of London, England . 2869
The British & European Ins. Co., Lt'd . 2868

DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE:—

Route Beauce-Jonction-Sherbrooke 2906

LETTRES PATENTES:—

A. Génois, ltée 2848
✶ Asbestos Mills, Inc. 2849
Association des Maréchaux-Ferrants de
Québec 2854
Bibeau & Lalande, Inc. 2854
Ernest-J. Papillon Cie, Ltée 2852
Fort Realities, Limited 2850
La Cie Hector Meunier, ltée 2852
La Fonderie Frontenac, ltée—Frontenac
Foundry, Lt'd 2864
L'Association des Médecins de Langue
Française de l'Amérique du Nord 2856
La Voix de l'Est, limitée 2856
L'Union des Municipalités de la province
de Québec—Union of Municipalities of
the Province of Quebec 2862
Mahogany Development, Ltd' 2857
Melville Apartments, Limited 2861
Rouyn Central Mines 2866

LIQUIDATION, AVIS DE:—

The St. James Products Co., Lt'd 2877

NOMINATIONS:—

Smith, D.-B. 2848

ORDRE DE COUR:—

Tanguay *et al* vs Buteau 2878

PROCLAMATION:—

Dollard-des-Ormeaux 2904

SOUMISSIONS:—

Bureau des Commissaires d'écoles Catho-
liques de Québec 2879

CHARTER—SURRENDER OF:—

Paterson & Son, Inc. 2877

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

Mather & Platt, Limited 2877

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

William Currie, Limited 2867

TREASURY DEPARTMENT:—

Alliance Assurance Co., of London 2869
Cie d'assurance mutuelle contre le feu de
la municipalité de Ham-Nord 2870
Cie d'assurance mutuelle contre le feu de
la paroisse de Saint-Augustin 2868
Cie d'assurance mutuelle contre le feu de
la municipalité de Saint-Odilon de
Crambourne 2868
Cie d'assurance mutuelle contre le feu de
la municipalité de Notre-Dame de Bon-
secours 2869
Imperial Underwriters Corporation of
Canada 2868
Northern Assurance Co. Lt'd 2869
Sun Insurance Office of London, England . 2869
The British & European Ins. Co., Lt'd . 2868

ROADS DEPARTMENT:—

Beauce-Jonction-Sherbrooke Highway . . 2906

LETTERS PATENT:—

A. Génois, ltée 2848
Asbestos Mills, Inc. 2849
Association des Maréchaux-Ferrants de
Québec 2854
Bibeau & Lalande, Inc. 2854
Ernest-J. Papillon Cie, Ltée 2852
Fort Realities, Limited 2850
La Cie Hector Meunier, ltée 2852
La Fonderie Frontenac, ltée—Frontenac
Foundry, Lt'd 2864
L'Association des Médecins de Langue
Française de l'Amérique du Nord 2856
La Voix de l'Est, limitée 2856
L'Union des Municipalités de la province
de Québec—Union of Municipalities of
the Province of Quebec 2862
Mahogany Development, Ltd' 2857
Melville Apartments, Limited 2861
Rouyn Central Mines 2866

WINDING UP NOTICE:—

The St. James Products Co., Lt'd 2877

APPOINTMENTS:—

Smith, D.-B. 2848

RULE OF COURT:—

Tanguay *et al* vs Buteau 2878

PROCLAMATION:—

Dollard-des-Ormeaux 2904

TENDERS:—

Board of Catholic School Commissioners
of Quebec 2879

Commissaires d'écoles de la cité de Trois-Rivières.....	2879	School Commissioners of the city of Three Rivers.....	2879
Village Sainte-Etienne de la Malbaie....	2880	Village Sainte-Etienne de La Malbaie..	2880
Ville d'Aylmer.....	2880	Town of Aylmer.....	2880
Ville de Dorval.....	2881	Town of Dorval.....	2881
Ville de Farnham.....	2879	Town of Farnham.....	2879
VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—		SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—	
Canadian Pacific Ry. Co.....	2881	Canadian Pacific Ry. Co.....	2881
VENTE, LOI DE FAILLITE :—		SALE, BANKRUPTCY ACT :—	
Beaudin, L.-P.....	2885	Beaudin, L. P.....	2885
Beaulé, J.-N.....	2883	Beaulé, J.-N.....	2883
Côté, Louis.....	2882	Côté, Louis.....	2882
Desrochers, Z.....	2882	Desrochers, Z.....	2882
Frappier, Adélard.....	2884	Frappier, Adélard.....	2884
Gagné, Joseph-J.....	2889	Gagné, Joseph-J.....	2889
Gagnon, Ernest-T.....	2888	Gagnon, Ernest-T.....	2888
La Cie des Bois du Nord, ltée.....	2889	La Cie des Bois du Nord, ltée.....	2889
Lavigne, Victorien.....	2884	Lavigne, Victorien.....	2884
Lavigne, Victorien.....	2885	Lavigne, Victorien.....	2885
Pratt, P.-R. & A.....	2887	Pratt, P. R. & A.....	2887
Roussel, J. Baptiste.....	2888	Roussel, J.-Baptiste.....	2888
VENTE PAR LICITATION:—		SALE BY LICITATION:—	
Vallée vs Desmarteau <i>et al</i>	2890	Vallée vs Desmarteau <i>et al</i>	2890
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFFS' SALES :—	
BEAUCE :—		BEAUCE :—	
Beaupré vs Trépanier <i>et al</i>	2891	Beaupré vs Trépanier <i>et al</i>	2891
Roy vs Trépanier <i>et al</i>	2891	Roy vs Trépanier <i>et al</i>	2891
BEDFORD :—		BEDFORD :—	
Beaupré vs Farnham Rubber Co.....	2891	Beaupré vs Farnham Rubber Co.....	2891
Boisvert vs Lague.....	2892	Boisvert vs Lague.....	2892
CHICOUTIMI :—		CHICOUTIMI :—	
Vézina vs Gagné.....	2893	Vézina vs Gagné.....	2893
HULL :—		HULL :—	
Smith vs Kearney.....	2893	Smith vs Kearney.....	2893
JOLIETTE :—		JOLIETTE :—	
Basinet vs Archambault.....	2894	Basinet vs Archambault.....	2894
Louvender vs Wiseberg.....	2894	Louvender vs Wiseberg.....	2894
Versailles vs Barrette.....	2894	Versailles vs Barrette.....	2894
MONTCALM :—		MONTCALM :—	
La Fonderie de Plessisville vs Godard...	2895	La Fonderie de Plessisville vs Godard...	2895
MONTMAGNY :—		MONTMAGNY :—	
Gosselin vs Poirier.....	2896	Gosselin vs Poirier.....	2896
MONTREAL :—		MONTREAL :—	
Cité de Lachine vs Duhaime.....	2897	City of Lachine vs Duhaime.....	2897
Cité d'Outremont vs Walsh.....	2897	City of Outremont vs Walsh.....	2897
Lemire vs Chaussé.....	2897	Lemire vs Chaussé.....	2897
Mercier vs Giroux.....	2896	Mercier vs Giroux.....	2896
Smith vs Breuer.....	2897	Smith vs Breuer.....	2897
Vinet <i>et al</i> vs Denis <i>et al</i>	2898	Vinet <i>et al</i> vs Denis <i>et al</i>	2898
PONTIAC :—		PONTIAC :—	
Falardeau vs Boucher.....	2899	Falardeau vs Boucher.....	2899

QUÉBEC :—

Bissonnette vs Carrier.....	2899
Guérard vs Legendre.....	2900
Leblond vs Asselin.....	2900

RICHELIEU :—

Boisvert vs Salois.....	2901
La Cie Equitable d'Ass. contre le feu vs Lacelle.....	2901

SAINT-FRANÇOIS :—

Côté vs Beauchesne.....	2902
-------------------------	------

SAINT-HYACINTHE :—

Plante vs Dupré.....	2903
----------------------	------

TERREBONNE :—

Désormeaux vs Hébert.....	2903
---------------------------	------

QUEBEC :—

Bissonnette vs Carrier.....	2899
Guérard vs Legendre.....	2900
Leblond vs Asselin.....	2900

RICHELIEU :—

Boisvert vs Salois.....	2901
La Cie Equitable d'Ass. contre le feu vs Lacelle.....	2901

SAINT FRANCIS :—

Côté vs Beauchesne.....	2902
-------------------------	------

SAINT-HYACINTHE :—

Plante vs Dupré.....	2903
----------------------	------

TERREBONNE :—

Désormeaux vs Hébert.....	2903
---------------------------	------

20
12

1000
1000

15

2000

1000

12

32